Premier et unique magazine consacré à l'Histoire de l'Algérie

El-Djazaïr.com

Mémoria

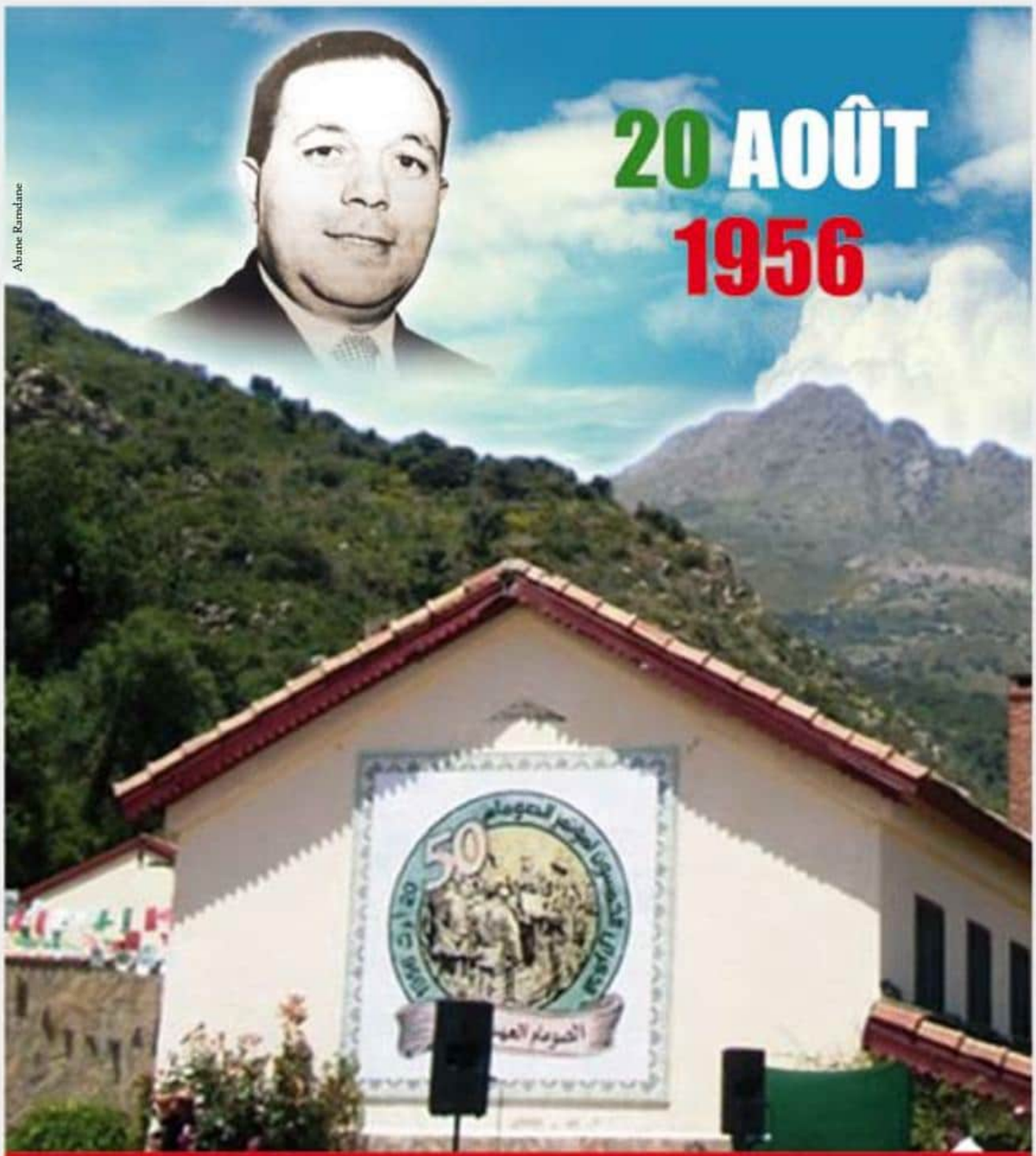
ISSN : 1112-8860

Supplément ELDJAZAIR.COM

www.memoria.dz

N° 04 - Août - 2012

Mohamed Chérif Abbès, ministre des Moudjahidines



Abane Ramdane

20 AOÛT 1956

Congrès de la Soummam

LE TOURNANT DE L'HISTOIRE

ZIGHOUD YOUCEF

OFFENSIVE DU NORD-CONSTANTINOIS

YACEF SAÂDI

LA BATAILLE D'ALGER

TLEMCEN

LA PERLE DU MAGHREB

GROUPE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION

El-Djazair.com GROUPE

Mémoria

A l'occasion du mois sacré de Ramadan
le groupe Eldjazair.com vous souhaite :

RAMADAN MUBARAK

رمضان كريم

Ramadan Kareem

www.eldjazaircom.dz
www.memoria.dz

Lettre de l'Editeur

AMMAR KHELIFA
amar.khelifa@eldjazaircom.dz

Pour une vive mémoire

Les nations se hissent par le savoir et se maintiennent par la mémoire. C'est cet ensemble d'événements qui se crée successivement aujourd'hui pour qu'un jour on aura à le nommer : Histoire. Sans cette mémoire, imbue de pédagogie et de ressourcement, l'espèce humaine serait tel un atome libre dans le tourbillon temporel et cosmique.

L'homme a eu de tout temps ce pertinent besoin de vouloir s'amarrer à des référentiels et de se coller sans équivoque à son histoire. Se confondre à un passé, à une ancestralité. Cette pertinence va se confiner dans une résistance dépassionnée et continue contre l'amnésie et les affres de l'oubli. Se contenir dans un souvenir, c'est renaître un peu. L'intérioriser, c'est le revivre ; d'où cette ardeur permanente de redécouvrir, des instants durant, ses gloires et ses notoriétés.

En tant que mouvement dynamique qui ne s'arrête pas à un fait, l'Histoire se perpétue bien au-delà. Elle est également un espace pour s'affirmer et un fondement essentiel dans les domaines de prééminence et de luttes. Transmettant le plus souvent une charge identitaire, elle est aussi et souvent la proie pitoyable à une éventualité faussaire ou à un oubli prédateur. Seule la mémoire collective, comme un fait vital et impératif, peut soutenir la vivacité des lueurs d'antan et se projeter dans un avenir stimulant et inspirateur. Elle doit assurer chez nous le maintien et la perpétuation des liens avec les valeurs nationales et le legs éternel de la glorieuse révolution de Novembre.

Il est grand temps, cinquante ans après le recouvrement de l'indépendance nationale, de percevoir les fruits de l'interaction et de la complémentarité entre les générations. Dans ce contexte particulier et délicat, les moudjahidate et moudjahidine se doivent davantage de réaffirmer leur mobilisation et leur engagement dans le soutien du processus national tendant à éterniser et à sacraliser l'esprit chevaleresque de Novembre. Ceci n'est qu'un noble devoir envers les générations montantes, qui, en toute légitimité, se doivent aussi de le réclamer. A chaque disparition d'un acteur, l'on assiste à un effacement d'un pan de notre histoire. A chaque enterrement, l'on y ensevelit avec une source testimoniale. Le salut de la postérité passe donc par la nécessité impérieuse d'immortaliser le témoignage, le récit et le vécu. Une telle déposition de conscience serait, outre une initiative volontaire de conviction, un hommage à la mémoire de ceux et de celles qui ont eu à acter le fait ou l'événement. Le témoignage devrait être mobilisé par une approche productive d'enseignement et de fierté. Raviver la mémoire, la conserver n'est qu'une détermination citoyenne et nationaliste. Toute structure dépouillée d'histoire est une structure sans soubassement et toute Nation dépourvue de conscience historique est une nation dépourvue de potentiel de créativité et d'intégration dans le processus de développement.

C'est dans cette optique de rendre accessibles l'information historique, son extraction et sa mise en valeur que l'idée de la création de cette nouvelle tribune au titre si approprié : Memoria, a germé. Instrument supplémentaire dédié au renforcement des capacités de collecte et d'études historiques, je l'exhorte, en termes de mémoire objective, à plus de recherche, d'authenticité et de constance.

amar.khelifa@eldjazaircom.dz

El-Djazair.com
GROUPE
GROUPE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION
www.eldjazaircom.dz
N° 04
Supplément AOÛT - 2012

Fondateur Président du Groupe
AMMAR KHELIFA

Président d'honneur
Abdelmalek SAHRAOUI

Coordination :
Abla BOUTEMEN
Sonia BELKADI

Direction de la rédaction
Assem MADJID

Directeur des moyens généraux :
Abdessamed KHELIFA

D.A.F :
Meriem KHELIFA

Ils ont contribué avec nous :
Boualem BESSAIH, Ex président du conseil constitutionnel

Rédaction
Leïla BOUKLI
Boualem BESSAIH
Mohamed MEBARKI
Hassina AMROUNI
Abderrachid MEFTI
Imad KENZI
Boualem TOUARIGT
Djamel BELBEY
Fateh ADLI

Direction Artistique :
Ahmed SEFFAH

Infographie :
Halim BOUZID
Salim KASMI

Contacts : Eurl COMESTA MEDIA
N° 181 Bois des Cars 3
Dely-Ibrahim - Alger - Algérie
Tél. : 00 213 (0) 661 929 726 / +213 (21) 360 915
Fax : +213 (21) 360 899
E-mail : redaction@memoria.dz
info@memoria.dz
communication.comestamedia@gmail.com

www.memoria.dz

Abane Ramdane
L'architecte de la Révolution

Ouzellaguen, lieu historique où s'est tenu le congrès de la Soummam

HISTOIRE

P.11 *Congrès de la Soummam*
L'IDÉE D'UNE RÉVOLUTION MODERNE

P.19 *DEUX HAUTS LIEUX POUR UN GRAND RENDEZ-VOUS*

P.21 *UNE POPULATION ENTIÈREMENT DÉVOUÉE À LA CAUSE*

P.23 *L'ABSENCE DE REPRÉSENTANTS DES AURÈS ET SES CONSÉQUENCES*

P.25 *LES RÉSERVES DE LA WILAYA II*

P.27 *LA CHARTE A CONSTITUÉ L'EMBRYON DE L'ETAT ALGÉRIEN*

P.29 *LES ZONES ÉRIGÉES EN WILAYAS*

P.33 *LE CONGRÈS DANS LA PRESSE FRANÇAISE*

GUERRE DE LIBÉRATION

P.39 *Offensive du Nord-Constantinois le 20 août 1955*
CAUSES ET CONSÉQUENCES

P.41 *ORGANISATION DES ACTIONS PAR ZIGHOUD YOUCEF*

P.45 *Entretien*
AHMED BOUDJERIOU : « L'offensive a mis la révolution sur rails »

Stèle érigée sur le lieu où s'est déroulé le congrès de la Soummam

Le Colonel Amirouche

Zighoud Youcef

Supplément offert, ne peut être vendu

L'industriel Abdelmalek Sahraoui

Considéré comme le pur produit de l'Algérie indépendante, Abdelmalek Sahraoui est incontestablement l'un des symboles de la réussite des générations post-indépendance. A peine âgé de 41 ans, il est déjà à la tête de plusieurs filiales d'entreprises, toutes issues du groupe Promo Invest. Cet homme d'affaires averti ne compte pas pour autant s'arrêter en si bon chemin. L'agriculture le renvoie aux terres ancestrales dont il est viscéralement attaché. Et c'est à partir de l'amour voué à la terre, sa patrie, qu'il porte un regard « indépendant » sur l'Algérie, son histoire, son présent et son avenir. Il croit dur comme fer que les nouvelles générations ont les moyens de construire leur pays et de le hisser très haut dans le concert des nations. Autrement dit, elles apportent leur pierre à l'édifice en se basant essentiellement sur leurs capacités. Dans le prochain numéro, Mémoria donnera la parole à Abdelmalek Sahraoui, jeune Algérien issu d'une famille révolutionnaire et natif d'une région (Mascara) ayant donné à l'Algérie des milliers de martyrs et de moudjahidine, notamment l'Emir Abdelkader, Ahmed Zabana, la famille Ould Kablia. Dans cet entretien, Abdelmalek Sahraoui reviendra sur les grandes réalisations de l'Algérie durant ce cinquantenaire.

Abdelmalek Sahraoui

Supplément du magazine ELDJAZAIR.COM consacré à l'histoire

COPYRIGHT
COMESTA MÉDIA
GROUPE PROMO INVEST

Edité par COMESTA MÉDIA
Dépôt légal : 235-2008
ISSN : 1112-8860

SOMMAIRE

Cheikh El-Mokrani

Athmane Bellazoug

COMMÉMORATION

P.49 *LE MINISTÈRE DES MOUDJAHIDINE AU CŒUR DES FESTIVITÉS*

MÉMOIRE

P.69 *Récit*
CES FRANÇAIS QUI FONT LA FIERTÉ DE L'ALGÉRIE

FIGURES DE LA REVOLUTION

P.93 *Portrait*
ABDERRAHMANE BENHAMIDA: L'intellectuel ouvert sur l'universel

P.95 *YAMINA TOUNSI ALI NÉE CHIALI : Première djoundia à être montée au maquis*

P.101 *KHEIRA-LEÏLA TAYEB : L'engagement d'une vie*

UNE VILLE, UNE HISTOIRE

P.105 *Tlemcen*
LA PERLE DU MAGHREB

Yamina Tounsi

Tlemcen - La Grande Mosquée - Le Mihrab

La ville de Tlemcen

PROCLAMATION DU 1ER NOVEMBRE 1954

Peuple algérien, militants de la cause nationale

A vous qui êtes appelés à nous juger (le premier d'une façon générale, les seconds tout particulièrement), notre souci en diffusant la présente proclamation est de vous éclairer sur les raisons profondes qui nous ont poussés à agir en vous exposant notre programme, le sens de notre action, le bien-fondé de nos vues dont le but demeure l'indépendance nationale dans le cadre nord-africain. Notre désir aussi est de vous éviter la confusion que pourraient entretenir l'impérialisme et ses agents administratifs et autres politicailleurs véreux.

Nous considérons avant tout qu'après des décennies de lutte, le mouvement national a atteint sa phase de réalisation. En effet, le but d'un mouvement révolutionnaire étant de créer toutes les conditions d'une action libératrice, nous estimons que, sous ses aspects internes, le peuple est uni derrière le mot d'ordre d'indépendance et d'action et, sous les aspects extérieurs, le climat de détente est favorable pour le règlement des problèmes mineurs, dont le nôtre, avec surtout l'appui diplomatique de nos frères arabo-musulmans. Les événements du Maroc et de Tunisie sont à ce sujet significatif et marquent profondément le processus de la lutte de libération de l'Afrique du Nord. A noter dans ce domaine que nous avons depuis fort longtemps été les précurseurs de l'unité dans l'action, malheureusement jamais réalisée entre les trois pays.

Aujourd'hui, les uns et les autres sont engagés résolument dans cette voie, et nous, relégués à l'arrière, nous subissons le sort de ceux qui sont dépassés. C'est ainsi que notre mouvement national, terrassé par

des années d'immobilisme et de routine, mal orienté, privé du soutien indispensable de l'opinion populaire, dépassé par les événements, se désagrège progressivement à la grande satisfaction du colonialisme qui croit avoir remporté la plus grande victoire de sa lutte contre l'avant-garde algérienne.

L'heure est grave !
Devant cette situation qui risque de devenir irréparable, une équipe de jeunes responsables et militants conscients, ralliant autour d'elle la majorité des éléments encore sains et décidés, a jugé le moment venu de sortir le mouvement national de l'impasse où l'ont acculé les luttes de personnes et d'influence, pour le lancer aux côtés des frères marocains et tunisiens dans la véritable lutte révolutionnaire.
Nous tenons à cet effet à préciser que nous sommes indépendants des deux clans qui se disputent le pouvoir. Plaçant l'intérêt national au-dessus de toutes les considérations mesquines et erronées de personnes et prestige, conformément aux principes révolutionnaires, notre action est dirigée uniquement contre le colonialisme, seul ennemi et aveugle, qui s'est toujours refusé à accorder la moindre liberté par des moyens de lutte pacifique.
Ce sont là, nous pensons, des raisons suffisantes qui font que notre mouvement de rénovation se présente sous l'étiquette de Front de libération nationale, se dégageant ainsi de toutes les compromissions possibles et offrant la possibilité à tous les patriotes algériens de toutes les couches sociales, de tous les partis et mouvements purement algériens, de s'intégrer dans la lutte de libération sans aucune autre considération.

Pour préciser, nous retraçons ci-après, les grandes lignes de notre programme politique :

But : l'Indépendance nationale par :
1. La restauration de l'Etat algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques.

2. Le respect de toutes les libertés fondamentales sans distinction de races et de confessions.

Objectifs intérieurs

1. Assainissement politique par la remise du mouvement national révolutionnaire dans sa véritable voie et par l'anéantissement de tous les vestiges de corruption et de réformisme, cause de notre régression actuelle.
2. Rassemblement et organisation de toutes les énergies saines du peuple algérien pour la liquidation du système colonial.

Objectifs extérieurs

- Internationalisation du problème algérien.
- Réalisation de l'Unité nord-africaine dans le cadre naturel arabo-musulman.
- Dans le cadre de la charte des Nations unies, affirmation de notre sympathie à l'égard de toutes nations qui appuieraient notre action libératrice.

Moyens de lutte

Conformément aux principes révolutionnaires et compte tenu des situations intérieure et extérieure, la continuation de la lutte par tous les moyens jusqu'à la réalisation de notre but.

Pour parvenir à ces fins, le Front de libération nationale aura deux tâches essentielles à mener de front et simultanément : une action intérieure tant sur le plan politique que sur le plan de l'action propre, et une action extérieure en vue de faire du problème algérien une réalité pour le monde entier avec l'appui de tous nos alliés naturels.

C'est là une tâche écrasante qui nécessite la mobilisation de toutes les énergies et toutes les ressources nationales. Il est vrai, la lutte sera longue mais l'issue est certaine.

En dernier lieu, afin d'éviter les fausses interprétations et les faux-fuyants, pour prouver notre désir de paix, limiter les pertes en vies humaines et les effusions de sang, nous avançons une plate-forme honorable de discussion aux autorités françaises si ces dernières sont animées de bonne foi et reconnaissent une fois pour toutes aux peuples

qu'elles subjuguent le droit de disposer d'eux-mêmes.

1. La reconnaissance de la nationalité algérienne par une déclaration officielle abrogeant les édits, décrets et lois faisant de l'Algérie une terre française en déni de l'histoire, de la géographie, de la langue, de la religion et des mœurs du peuple algérien.
2. l'ouverture des négociations avec les porte-parole autorisés du peuple algérien sur les bases de la reconnaissance de la souveraineté algérienne, une et indivisible.
3. La création d'un climat de confiance par la libération de tous les détenus politiques, la levée de toutes les mesures d'exception et l'arrêt de toute poursuite contre les forces combattantes.

En contrepartie

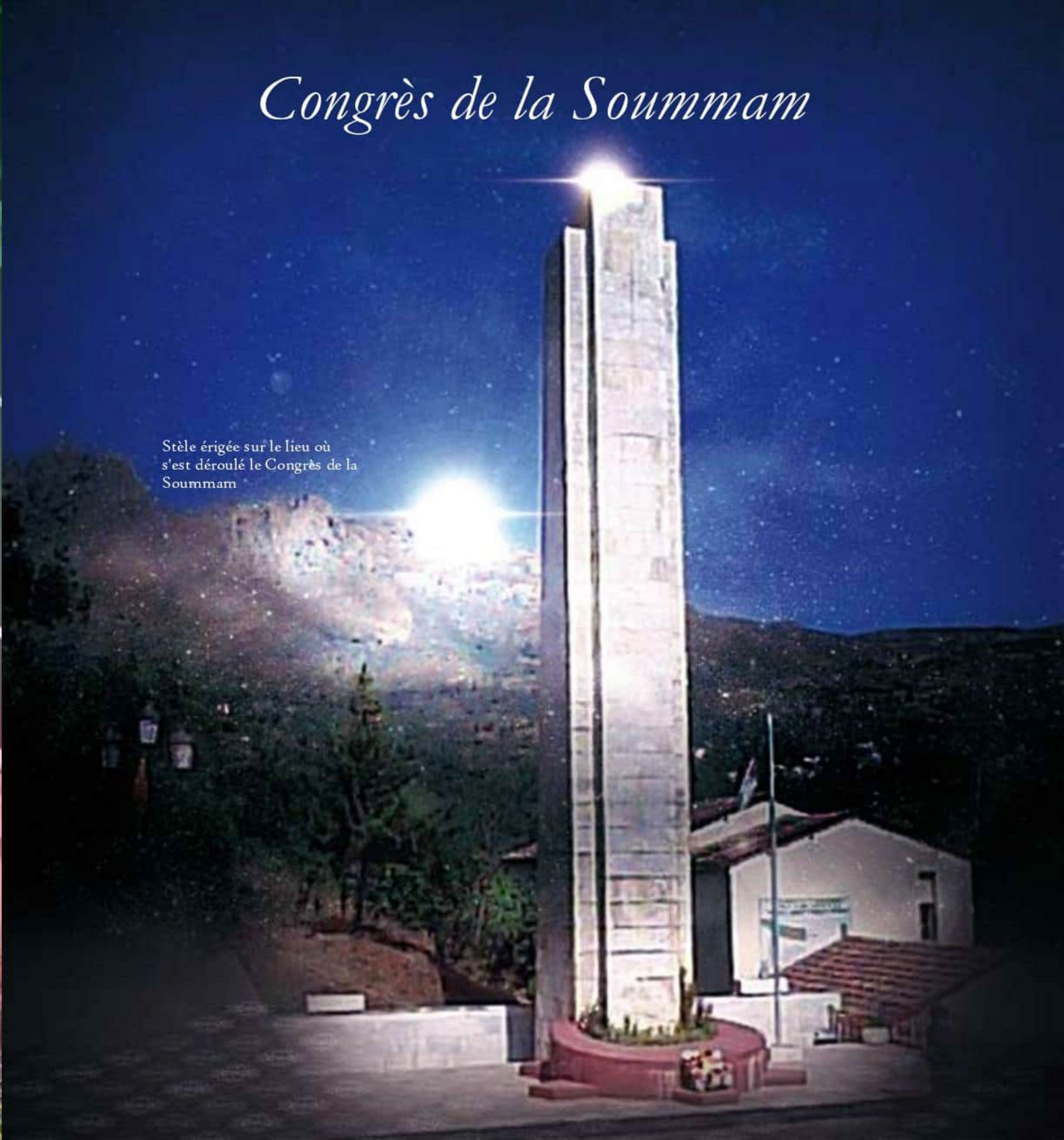
1. Les intérêts français, culturels et économiques, honnêtement acquis, seront respectés ainsi que les personnes et les familles.
2. Tous les Français désirant rester en Algérie auront le choix entre leur nationalité et seront de ce fait considérés comme étrangers vis-à-vis des lois en vigueur ou opteront pour la nationalité algérienne et, dans ce cas, seront considérés comme tels en droits et en devoirs.
3. Les liens entre la France et l'Algérie seront définis et feront l'objet d'un accord entre les deux puissances sur la base de l'égalité et du respect de chacun.

Algérien ! Nous t'invitons à méditer notre charte ci-dessus. Ton devoir est de t'y associer pour sauver notre pays et lui rendre sa liberté ; le Front de libération nationale est ton front, sa victoire est la tienne.
Quant à nous, résolus à poursuivre la lutte, sûrs de tes sentiments anti-impérialistes, nous donnons le meilleur de nous-mêmes à la patrie.

1er Novembre 1954 — Le Secrétariat national

أوزلاقن
مقر مؤتمر الصومام 20 أوت 56

Congrès de la Soummam



Stèle érigée sur le lieu où s'est déroulé le Congrès de la Soummam

L'idée d'une révolution moderne

Par Fateh ADLI

Congrès de la Soummam

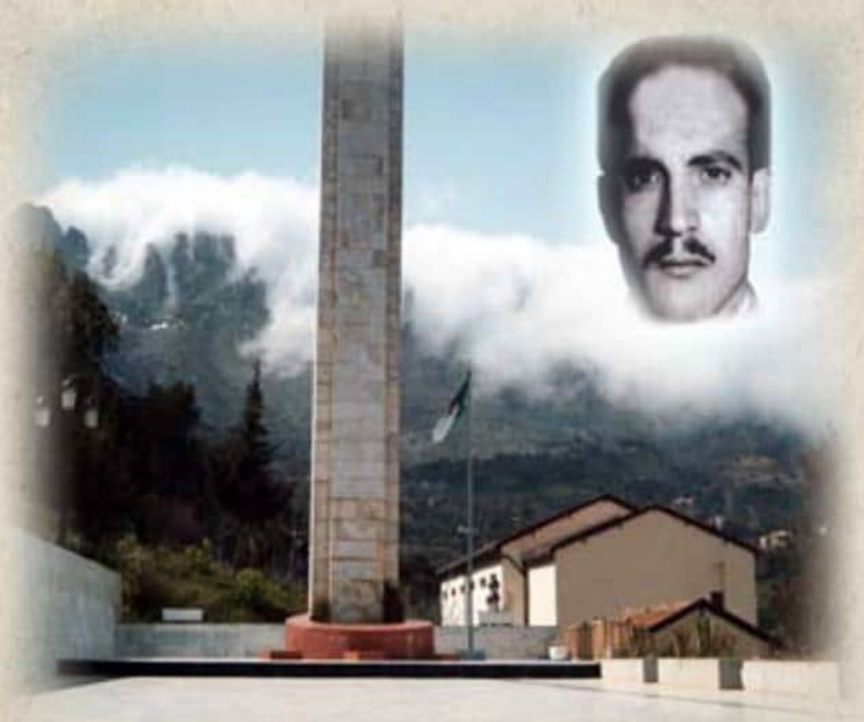
Après deux années de luttes armées ininterrompues contre l'occupant, les dirigeants de la Révolution sentaient le besoin de se réunir tous ensemble –chose qu'ils n'avaient jamais faite auparavant- pour dresser une sorte de bilan global, et, du même coup, tracer des plans en vue de réorganiser les maquis, établir un organigramme moderne, et –comble de l'audace- faire des projections d'avenir sur les plans politique, institutionnel et idéologique. C'est dans cet esprit qu'a germé l'idée d'un congrès, que les initiateurs décideront enfin d'organiser à Ifri-Ouzellaguene, dans la vallée de la Soummam, le 20 août 1956, dans le secret le plus total, après une première expérience, envisagée dans les Aït-Abbas, sur l'autre rive de la Soummam, qui avait mal tourné. Les congressistes, qui représentaient toutes les zones du pays, à l'exception des Aurès-Nemenchas et aussi des dirigeants de l'Extérieur, pour des raisons différentes qui ont fait couler beaucoup d'encre, (lire nos articles), ont examiné toutes les lacunes qui avaient marqué le déclenchement de l'insurrection et préconisé les solutions à mettre en œuvre pour y remédier. Les débats ont même porté sur certains dépassements jugés graves, attribués à des chefs de maquis. Aussi, ces assises qui ont duré dix jours, ont-elles permis de mettre en place des structures viables et d'en définir les fonctions.

Ainsi, une plateforme – la plateforme de la Soummam- a été adoptée au terme des travaux. Elle englobe des décisions importantes qui vont renforcer l'unité de l'action, à tous les niveaux, et qui conféraient, pour la première fois, à l'insurrection une dimension politique moderne. Première grande décision : le découpage du territoire national en six wilayate géographiquement bien définies, pour éviter les collusions qu'avaient connues les anciennes « Zones » : chaque wilaya englobera un certain nombre de zones, régions et secteurs. Alger, étant doté d'un statut particulier, sera érigée en zone autonome. Au plan d'organisation militaire, le congrès préconise la modernisation de l'Armée de libération nationale, en instituant des grades, des spécialités, des promotions et des missions. Il faut dire que jusque-la, l'organisation de la lutte armée était souvent aléatoire, car privilégiant l'allégeance au chef ; ce qui, dans certaines régions, avaient alimenté des luttes fratricides très dommageables.

Au plan de l'organisation politique, le Congrès de la Soummam a défini les fonctions et prérogatives de chaque organe de direction de la Révolution, ainsi que les modes de composition, et mis en place une direction générale unifiée de la Révolution, représentée par une instance souveraine, le Conseil national de la révolution algérienne (CNRA), qui comptait au début 17 membres et autant de suppléants, et une instance exécutive, le Comité de coordination et d'exécution (CCE), qui évoluera, deux années plus tard, en Gouvernement provisoire de la république algérienne (GPRA).

Autres orientations capitales délimitées par les congressistes et qui n'étaient pas passées, faut-il souligner, sans soulever quelques remous : la primauté accordée au politique par rapport au militaire et dans les centres de commandement, les chefs militaires ne devaient plus être libres de leur action, et le FLN était chargé à veiller « à la préservation de l'équilibre entre les différentes branches de la Révolution,» comme le stipule textuellement la dite plateforme. Par ailleurs, la primauté sera également accordée à l'intérieur par rapport à l'extérieur « tout en respectant le principe de la direction collégiale. » Un principe qui est, à vrai dire, au fondement même de la Révolution de novembre, et ce dès la création du CRUA.

F.A.



Stèle érigée sur le lieu où s'est déroulé le Congrès de la Soummam

Abane Ramdane
L'architecte de la Révolution

Surnommé «l'architecte de la Révolution» pour le rôle essentiel qu'il a joué durant la guerre d'Algérie, Abane Ramdane reste aujourd'hui, l'une des figures marquantes de la Révolution du 1er Novembre 1954.

Par Hassina AMROUNI

Congrès de la Soummam

Abane Ramdane est natif de Azouza, l'une des communes de la daïra de Larbâa Nath Irathen, dans la wilaya de Tizi-Ouzou, le 10 juin 1920, au sein d'une modeste famille. Brillant élève, il est scolarisé au lycée Duveyrier où il décroche le baccalauréat série mathématiques avec mention « Bien » en 1941. C'est chose plutôt rare dans une Algérie soumise à l'injustice coloniale. Les discussions avec les jeunes de son âge tournent d'ailleurs essentiellement autour de ce sujet. Aussi Abane Ramdane commence-t-il à se forger une conscience politique qui va l'amener, quelques années plus tard, à jouer les premiers rôles dans le combat pour la libération du pays.

Durant la Seconde Guerre mondiale, il est mobilisé avec le grade de sous-officier dans un régiment de tirailleurs algériens stationné à Blida, en attendant son départ pour l'Italie. Au lendemain de sa démobilisation, il intègre les rangs du Parti du peuple algérien (PPA) au sein duquel il milite activement, tout en occupant la fonction de secrétaire de la commune mixte de Châteaudun du Rhummel (Chelghoum Laïd).

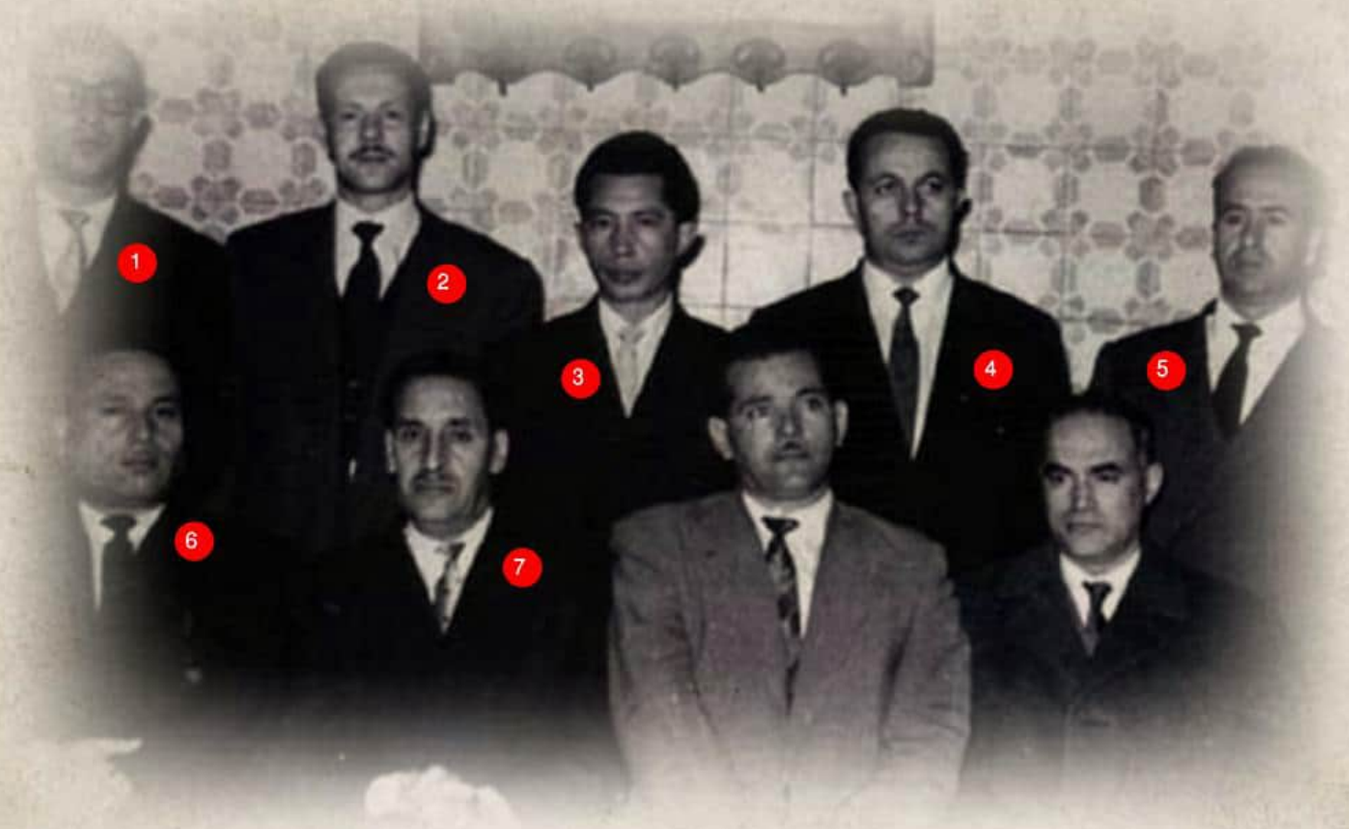
A la suite des massacres de Sétif le 8 mai 1945, Abane est très affecté, il décide alors d'abandonner ses fonctions au sein de l'administration coloniale et entre dans la clandestinité, se vouant uniquement au combat politique au sein du PPA-MTLD. Il sera dès 1948 désigné en tant que chef de wilaya, dans un premier temps, dans la wilaya de Sétif puis dans l'Oranie. Durant cette période, Abane Ramdane devient membre de l'Organisation Spéciale (OS), bras armé du parti dont la mission est de préparer la Révolution. Cependant, dès 1950, il est recherché par la police française dans l'affaire dite du «complot de l'OS». Arrêté quelques mois plus tard, dans l'ouest algérien et au terme de plusieurs semaines de torture et d'interrogatoire, il est jugé en 1951 et condamné à 5 ans prison, 10 ans d'interdiction de séjour, 10 ans de privation de droits civiques et 500 000 francs d'amende pour «atteinte à la sûreté de l'Etat». Commencera alors pour Abane Ramdane un long calvaire dans les geôles d'Algérie (Bougie, Barberousse et Maison Carrée) et de métropole puisqu'il fera aussi un séjour aux Baumettes, dans les Bouches-du-Rhône. Au début de 1952, il est transféré à Ensisheim, en Alsace et sera soumis, au sein de cette prison de haute sécurité à un régime de détention extrêmement dur. Le détenu entame alors une longue grève de la faim. Alors qu'il frôle la mort, il est soigné et sauvé de justesse. C'est alors qu'il obtient gain de cause. En 1953, il est transféré à la prison d'Albi, dans le Tarn où le régime carcéral est plus ou moins souple. D'ailleurs, là, il peut enfin s'adonner à son passe-temps favori, la lecture.

Abane Ramdane

Abane Ramdane et Krim Belkacem

Congrès de la Soummam

1- Abdelhamid Mehri, 2- Abdelhafid Boussouf, 3- Lakhdar Bentobal, 4- Abane Ramdane, 5- Krim Belkacem, 6- Omar Ouamrane, 7-Ferhat Abbas



En s'immergeant dans les livres, Abane Ramdane parvient à se forger une solide culture et formation politiques. Il prend ainsi conscience que d'autres peuples que le sien vivent des conditions d'iniquité, à l'image de la nation irlandaise. Il compare, par ailleurs, sa situation à celle d'Eamon de Valera qui, comme lui, connut les prisons britanniques.

Au cours de l'été 1954, il est une nouvelle fois transféré à la prison de Maison Carrée mais là, il est régulièrement informé des préparatifs de novembre 1954. Il est même désigné d'office comme l'un des douze membres du comité chargé de prendre en mains les destinées de la résistance algérienne contre le régime français, pour l'indépendance de l'Algérie.

Libéré le 18 janvier 1955 et assigné à résidence à Azouza, son berceau natal, il est contacté quelques jours après par les dirigeants de la Zone III (Kabylie). Il quitte alors son village natal et sa mère malade et entre dans la clandestinité. Abane Ramdane prend ensuite en charge la direction politique de la capitale. Le 1er avril 1955, il lance un appel à l'union et à l'engagement du peuple algérien et signe l'acte de naissance d'un front de libération émergeant en tant que mouvement national et dont le credo sera désormais «la libération de l'Algérie sera l'œuvre de tous». Son influence dans la direction intérieure

Abane Ramdane

Congrès de la Soummam

Abane Ramdane

Abane Ramdane

installée à Alger est très importante. Chargé des questions d'animation de la «Révolution» au niveau national en assurant la coordination interwilayas, il anime également la liaison avec la Délégation extérieure du FLN établie au Caire, les Fédérations de France, de Tunisie et du Maroc.

Abane Ramdane consacrera, par ailleurs, toute son énergie à l'organisation et à la rationalisation de la lutte, au rassemblement de toutes les forces politiques algériennes au sein du FLN afin de donner à la guerre du 1er novembre une dimension de résistance nationale.

Secondé par Benyoucef Benkhedda, il impulse la création d'El Moudjahid, le journal clandestin de la Révolution, de l'hymne national Qassaman (en contactant lui-même Moufdi Zakaria), il appuie aussi la naissance des organisations syndicales ouvrière (UGTA), commerçante (UGCA) et estudiantine (UGEMA), qui deviendront, elles aussi, un terreau pour la Révolution.

Abane Ramdane lance et supervise la rédaction d'une base doctrinale destinée à compléter et à affiner les objectifs contenus dans la Proclamation du 1er novembre 1954.

Soutenu par Larbi Ben M'Hidi, il fait adopter au Congrès de la Soummam, le 20 août 1956 un statut pour l'Armée de libération nationale (ALN). Il est, par ailleurs, désigné comme l'un des cinq membres d'un directoire politique national, en l'occurrence le Comité de coordination et d'exécution (CCE), chargé de coordonner la «Révolution» et d'exécuter les directives de son conseil national (CNRA) créé à cet effet.

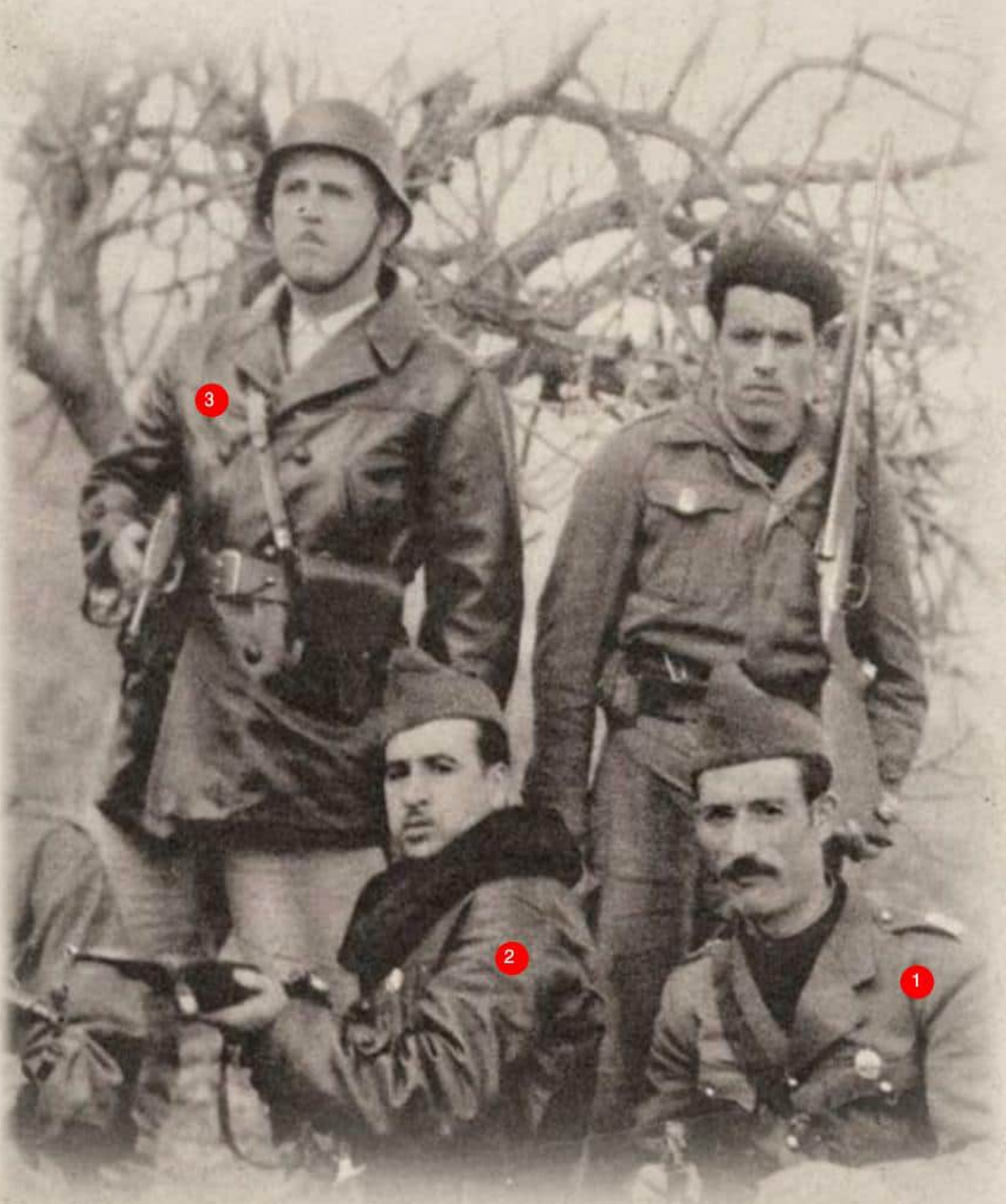
Abane Ramdane, Larbi Ben M'Hidi et Yacef Saâdi décident ensuite de concert de déclencher la bataille d'Alger au cours de laquelle Abane, chargé avec Ben M'Hidi de superviser l'action militaire, coordonne l'action et la propagande politiques envers la population algérienne. En mars 1957, après l'arrestation et l'assassinat de Ben M'hidi, et la traque de Yacef Saâdi, les réseaux FLN à Alger, acculés par les hommes de Massu s'effondrent. Abane Ramdane est contraint de partir, lui et les trois autres membres du CCE. Mais pour Abane, quitter le pays risquait fortement d'affaiblir son autorité. Mais il ne tenait pas à renoncer, d'autant que la disparition de Ben M'Hidi le consacrait définitivement comme le n°1. Malheureusement, il trouvera la mort le 27 décembre 1957 dans une ferme proche de la ville marocaine de Tétouan. Enterré au Maroc, il est, depuis 1984, inhumé au Carré des martyrs du cimetière d'El Alia, à Alger.

H.A.

Le rôle du colonel Amirouche

Plus qu'une cheville ouvrière

Par Fateh ADLI



1- Colonel Amirouche, 2- Krim Belkacem, 3- Mohammedi Said dit Si Nacer

Congrès de la Soummam

En tant que chef militaire de la Petite-Kabylie, Amirouche était sans doute le mieux placé pour se charger de l'organisation du fameux Congrès de la Soummam – première rencontre des chefs de la Révolution depuis le déclenchement de la lutte armée –, et assurer surtout la sécurité des congressistes venus de toutes les régions du pays, accompagnés de leurs délégations respectives. Une tâche qui n'était pas de tout repos, au regard des multiples périls qui entouraient la zone – Ifri Ouzelaguène – choisie pour abriter les travaux de ce congrès, après l'insuccès de la première tentative décidée dans les Aït-Abbas. Amirouche connaissait bien la région, mais aussi les hommes.

Selon les témoignages ayant rapporté les minutes du congrès qui dura une dizaine de jours, Amirouche fit preuve, durant toutes les assises, d'un activisme olympien et d'une rigueur exemplaire pour assurer le bon déroulement des assises. Il était, pour ainsi dire, plus qu'une cheville ouvrière du congrès, partagé qu'il était entre la participation aux réunions marathoniennes, aux côtés des Ben M'hidi, Abane, Krim Belkacem, Bentobbal, Zighoud Youcef…, et les virées à l'extérieur pour surveiller le mouvement ennemi, tout en s'employant, dans le même temps, à recevoir et à orienter les différentes délégations qui arrivaient au congrès, avec lesquelles il eut des discussions et échangea les vues sur les stratégies militaires et politiques qui devaient être proposées – il prit même des photos-souvenir avec les dirigeants les plus illustres –, tout en se mêlant spontanément aux groupes de djounoud et aux unités combattantes qu'il dirigeait et qu'il maintenait prêtes à se déployer à la moindre alerte.

L'organisation fut un succès total. L'ennemi ne put jamais rien savoir sur l'organisation d'une telle réunion au sommet, ni soupçonner la présence de tout le magma de la Révolution algérienne dans une petite maisonnette d'un village perché de la Soummam. Le mérite revient essentiellement à Amirouche, qui a ordonné de mener plusieurs actions de diversion, loin du lieu du congrès, à travers des attaques sporadiques et des embuscades dans le dessein de détourner l'attention de l'ennemi et de le tenir, ainsi, loin de la zone le plus longtemps possible. C'est Abderrahmane Mira, vaillant combattant de la première heure, qui fut chargé de mener ses actions qui s'étendaient de la région de Bouira jusqu'aux limites des Portes-de-fer, dans l'actuelle wilaya de Bordj Bou-Arreridj.

Originaire de Seddouk, situé à une dizaine de kilomètres du village Ifri, Rachid Adjaoud a participé à la saisie des travaux du Congrès de la Soummam. Cet ancien officier de la Wilaya III raconte que c'est Amirouche qui dut le marquer le plus. Il décrit les circonstances dans lesquelles il avait rencontré le célèbre colonel : «Pendant le congrès de la Soummam, on devait souvent changer de village pour des motifs de sécurité. Un soir, alors qu'on marchait en suivant un sentier muletier, si Amirouche était arrivé derrière nous. Me voyant chargé d'une machine à écrire et d'un poste radio, il me demanda : 'Qu'est-ce que tu portes là?' 'C'est le poste radio de Si Mohand Akli', lui répondis-je. Amirouche donna alors l'ordre de me décharger. 'Il est trop jeune pour porter tout ça. Que chacun porte ses propres affaires', ordonna-t-il. A ce moment-là, je ne savais pas encore à qui j'avais affaire. Je ne connaissais Amirouche que de réputation. Le lendemain matin, à la reprise du travail de rédaction, Amirouche fit encore irruption dans la pièce où l'on se trouvait, nous les rédacteurs. Il s'adressa à moi : 'A partir d'aujourd'hui, tu restes avec moi.' Ayant ainsi rejoint le staff du colonel, je ne suis pas revenu à Seddouk après le congrès de la Soummam. »

En récompense pour ses prouesses et les efforts exceptionnels qu'il dut déployer, lors des travaux de ce congrès fondateur de la Révolution, Amirouche se vit obtenir sa première grande promotion. Le grade de commandant qu'il obtint lui permit de seconder le colonel Mohammedi Said, dit Si Nacer, nommé alors chef de la Wilaya III, avant de lui succéder une année plus tard, jusqu'à sa mort, le 29 mars 1959. Deux autres officiers de la Petite-Kabylie bénéficièrent de la même promotion ; il s'agit d'Abderrahmane Mira et de Kaci Hamaï. On raconte qu'Amirouche fut toutefois déçu de ne pas avoir été désigné comme membre du Conseil national de la Révolution algérienne (CNRA), instance souveraine issue du congrès, alors que des officiers de moindre valeur y ont été admis. Mais cela n'enlèvera en rien de ses qualités de meneur d'hommes que lui reconnaissaient ses pairs. Preuve en est qu'il sera très vite chargé par le Comité de coordination et d'exécution (CCE), fraîchement constitué, d'une mission délicate dans les Aurès-Nememchas, pour régler un conflit qui déchirait les rangs de l'ALN dans cette région depuis plusieurs mois.

F. A.

Colonel Amirouche

Deux hauts lieux pour un grand rendez-vous

Par Fateh ADLI

Congrès de la Soummam

Qui ne connaît pas le lieu – plutôt le nom du village – où s'est déroulé le Congrès de la Soummam, le 20 août 1956 ? Ifri, parfois associé au douar Ouzellaguene, est le nom de ce village immergé au cœur de la Kabylie, distant de quelque 50 km au sud de Béjaïa, chef-lieu de l'actuelle wilaya. C'est un nom qui est désormais entré dans l'imaginaire des Algériens, parce qu'intimement lié à ce grand rendez-vous historique commémoré chaque année. Ifri abrite traditionnellement des festivités de commémoration et est devenu un lieu de pèlerinage pour des centaines de citoyens et de militants de la cause nationale qui y viennent se ressourcer.

En cette deuxième année du déclenchement de la lutte armée, le village Ifri présentait tous les avantages pour abriter une réunion au sommet : proche à la fois de la Route nationale n°26, reliant Béjaïa à Alger et de l'immense forêt d'Akfadou, bastion des moudjahidine, qui abritera le futur PC de la Wilaya III, sous le colonel Amirouche, et qui servait toujours de lieu de repli. Un lieu qui, en définitive, n'est plus à présenter.

En revanche, ce que beaucoup de gens ignorent, c'est que le premier congrès de la Révolution était prévu initialement au village El-Kalla, dans les Aït-Abbas, situé sur l'autre rive de l'Oued-Soummam, le village même de cheikh El-Mokrani, chef emblématique de l'insurrection de 1871 contre l'armée coloniale, en Petite-Kabylie. C'est l'idée qui a été proposée par Amirouche lui-même, homme de confiance de Krim Belkacem, alors chef politico-militaire de la Kabylie (qui deviendra plus tard la Wilaya III historique). La proposition fut saluée et rapidement adoptée par les dirigeants de la Révolution, qui trouvaient là une façon bien géniale de rendre hommage à El-Mokrani et à ses hommes qui étaient pour eux un exemple de djihad et de sacrifice pour la patrie et les précurseurs de la lutte contre le colonialisme français. Au-delà de cet aspect symbolique, l'endroit présentait un avantage important par rapport à ses reliefs plutôt favorables, grâce à la proximité de la forêt d'El-Boni et son prolongement vers les Béni-Ouagagues au sud et la forêt de Chakbou au nord-est, qui permettaient un retrait facile en cas de raid de l'armée coloniale ; même si les organisateurs étaient bien assurés de la discrétion totale du lieu et de la date du conclave.

Tous étaient donc d'accord pour « sanctifier » ce haut lieu de la lutte armée et l'idée avait muri dans l'esprit des dirigeants de la région de la Petite-Kabylie, qui étaient en charge de la préparation et de l'organisation de ce regroupement national, pour lequel Amirouche mobilisa les meilleurs de ses hommes.

Tout était fin prêt en ce début d'été 1956 ; mais tout fut annulé à la dernière minute à la suite d'un incident tout à fait rocambolesque que personne n'avait imaginé. Une mule chargée de tous les documents des assises s'échappa brusquement, lors d'une embuscade qu'une patrouille ennemie avait tendue, en pleine nuit, au groupe de combattants qui l'accompagnaient en direction des Aït-Abbas, et parmi lesquels il y a avait des responsables de premier rang, à l'image d'Amar Ouamrane et de Mohammedi Saïd, futur commandant de la Wilaya III. La mule dévala sur la route principale qui mena tout droit, comme guidée, vers un poste militaire, à l'entrée de Tazmalt.

S'ensuivit un moment de panique générale dans les rangs des maquisards : les hommes d'escorte craignaient de lourds châtiments après cette « fuite » impardonnable, puisqu'une telle défaillance était considérée comme un acte de haute trahison ; quant aux dirigeants, ils ne savaient plus où donner de la tête, maintenant que le secret de leur projet était dévoilé et, pis encore, que les données relatives à toute la structure de la révolution étaient entre les mains de l'ennemi. Amirouche, chargé de la sécurité, avait, lui, devancé le convoi, pour attendre les participants à Boudjelili ; mais il ne tardera pas à le savoir. Choqué, il n'avait pourtant rien soupçonné au départ. Outre les documents, de valeur inestimable, il y aurait eu dans les bagages emportés par la mule « traitresse », selon les témoignages, une importante somme d'argent dans la sacoche de Mohammedi Saïd, et une autre dans celle d'Ouamrane.

Pour les états-majors de l'armée française qui s'étaient vus servis « à domicile », ce fut l'aubaine. L'histoire fut largement commentée par la presse coloniale de l'époque. *La Dépêche quotidienne d'Algérie*, du 22 septembre 1956, publiait un compte-rendu de son correspondant daté du 24 juillet depuis Tazmalt. Le titre ne manquait pas d'ironie pour résumer la situation : *« Un bourricot fait prisonnier : il transportait les archives de Krim Belkacem ! »*

Entre-temps, les dirigeants de la Révolution furent contraints de changer de cap et de chercher un endroit plus sûr pour tenir les travaux du congrès. Ils en trouveront un à quelques encablures des Aït-Abbas, comme pour mieux narguer les états-majors de l'armée coloniale qui croyaient avoir définitivement démobilisé les « fellaghas », après la découverte du premier projet. C'est bien là qu'apparaissent toute la force et tout le génie des organisateurs qui, instruits du revers essuyé dans les Aït-Abbas, surent se rattraper de la plus belle manière, en veillant au grain et en déjouant toutes les tentatives de « saborder » les travaux du congrès.

C'est à Amirouche que Krim Belkacem va encore une fois s'adresser pour le charger de désigner l'endroit et d'assurer la sécurité à l'intérieur du village et tout autour durant les travaux.

F.A.

Une population entièrement dévouée à la cause

Par Fateh ADLI

Congrès de la Soummam

Le douar d'Ouzellaguène, dans la wilaya de Béjaïa, compte parmi ceux ayant le plus souffert des affres du colonialisme ; comme peuvent en témoigner le nombre de villages rasés par l'aviation et l'artillerie françaises, avant et après la tenue du Congrès de la Soummam, le 20 août 1956, et aussi et surtout le nombre de martyrs qu'ont donnés ses quatorze villages, estimé à 1500 d'après les statistiques retenues par les instances officielles.

C'est le tribut payé par la population pour son adhésion massive à la Révolution et sa fidélité à l'ALN et au FLN dès le déclenchement de l'insurrection armée. Car il faut bien savoir aussi que ce douar ne compte, d'après des sources concordantes, aucun harki, ni aucun supplétif de l'armée française, ni même le moindre poste militaire, à l'exception de celui qui était installé au village d'Ighzer-Amokrane, chef-lieu de la commune, sur la route nationale. Un facteur qui aurait certainement beaucoup pesé dans le choix de cette région pour organiser les assises du congrès, après quelques tergiversations et à la suite du revers qu'avaient essuyé les organisateurs dans la région des Aït-Abbas (voire article). Parce que l'avantage des reliefs, pour important qu'il fût, ne pouvait suffire pour parer à tous les risques – immenses et fatals – que présentait une entreprise d'une telle envergure.

Cette fidélité exemplaire de la population locale s'est traduite par le soutien actif qu'elle manifesta dès le début des assises. Car durant les travaux de ce premier grand regroupement des dirigeants de la Révolution, qui dura dix jours, et qui allait réorganiser les maquis et dessiner une perspective politique salutaire à l'insurrection, la population locale a fait preuve d'une disponibilité spontanée et d'une générosité rare, rapportent aujourd'hui nombre de participants à ce congrès. D'abord, en assurant la sécurité, en servant d'appoint aux unités combattantes déployées par l'ALN dans l'entourage du village Ifri, désigné pour abriter les réunions, et dans les villages avoisinants, d'Aghendjour, à Tigrine, à Sidi Younès à Aghoulad, à Tizi Maghlaz, à Ighil Oudlès et à Timlyiouine, villages les plus proches d'Ifri. Il fallait, pour Amirouche, chargé de la sécurité du Congrès, s'enquérir de la situation heure par heure, auprès de ses hommes et des combattants et autres moussebeline de ces villages et élaborer avec eux des plans de repli ou de riposte en cas d'incursion inopinée de l'armée ennemie dans le douar. La tactique adoptée était de renforcer la sécurité autour des villages et de former une sorte de cordon de sécurité, pour mettre à l'abri les congressistes d'un assaut de l'ennemi en cas de fuite. C'était d'autant plus complexe qu'il était interdit aux moudjahidine de circuler la nuit, pour éviter d'être repérés par les observatoires de l'ennemi. Même les habitants ne se rendaient à Ighzer-Amokrane, par mesure de précaution, que sur autorisation du chef de chaque village, racontent des témoins. C'est dire à quel point les habitants étaient prêts à se sacrifier, en consentant à respecter, sans rechigner, les mesures draconiennes auxquelles ils étaient soumis.

Les habitants, démunis mais dignes, ont exprimé leur dévouement au combat libérateur, en offrant leurs modestes maisons pour héberger les illustres invités ; on cite souvent la maison des Makiouf, qui tenait lieu du QG d'Amirouche, principal coordinateur de l'armée et aussi la maison des Bouguermouh, une famille de révolutionnaires qui a donné tant de martyrs – et connu de nos jours pour être aussi une famille de grands hommes de culture – qui hébergea une partie des illustres invités, encore inconnus de la population, à l'exception peut-être d'Amirouche et de Krim Belkacem.

Mais les maisons les plus emblématiques sont celles qui avaient été choisies pour abriter les réunions historiques des dirigeants à Ifri et qui deviendront des lieux mythiques et de pèlerinage pour des centaines de visiteurs qui y viennent chaque année, à l'occasion du 20 août. Elles abritent depuis quelques années un musée et une stèle commémorative y a été érigée. Les propriétaires de ces deux maisons sont les deux moudjahidine Mohand-Amokrane Behnous et son frère Ameziane. L'aîné est tombé au champ d'honneur.

L'autre aspect de l'implication directe de la population des villages du douar d'Ouzellaguène dans l'organisation inhérente aux travaux du Congrès de la Soummam concerne le ravitaillement, qui nécessitait une parfaite coordination dans l'acheminement et le stockage des denrées alimentaires, et les services sanitaires, sachant que l'ALN avait déjà installé des infirmeries dans divers refuges du douar, dont ceux de Bouchibane et de Chehid, qu'il fallait entretenir et surveiller en permanence, avec l'aide des villageois dévoués et des structures locales.

Par fierté, mais d'abord par patriotisme, la population d'Ouzellaguène s'est donc démenée durant plus de dix jours pour assurer un bon déroulement des travaux du Congrès, prenant ainsi le risque de subir les pires représailles de l'armée coloniale, quand les états-majors seront informés de l'événement par le biais de la presse. En effet, l'aviation a bombardé sauvagement les populations civiles et détruit des villages entiers. Les survivants seront amenés à l'exode ou déportés ; beaucoup passeront par le camp d'internement d'Ighzer-Amokrane – qui devient à l'occasion un véritable camp de concentration – pour subir les interrogatoires avant de passer à la torture.

F. A.

L'absence de représentants des Aurès et ses conséquences

S'il y a bien une lacune visible dont souffrirait le Congrès de la Soummam, c'est incontestablement l'absence de dirigeants représentant la région des Aurès-Nememchas (anciennement appelée Zone 1), important bastion de la résistance au colonialisme, qui deviendra, à l'issue de ce même congrès, la Wilaya I historique.

Par Fateh ADLI

Congrès de la Soummam

Cette absence, involontaire et non programmée, n'a pas eu d'incidences directes sur le déroulement des assises de la Révolution du 20 août 1956 à Ifri, puisque le congrès a eu lieu et a rendu ses conclusions, applicables sur tout le territoire national ; mais la désorganisation des maquis de cette région, où régnait « une anarchie indescriptible », de l'avis même de certains congressistes, va déboucher sur de très graves fractures dans les rangs des combattants, mais qui, heureusement, ne dureront pas longtemps, grâce au sursaut de conscience des responsables et des djounoud face à l'intensification des opérations de l'armée coloniale.

Pourquoi, donc, la zone des Aurès n'a été représentée par aucun de ses dirigeants, au congrès du 20 août 1956 ? Sur le coup, les participants ne comprenaient pas qu'un Mostefa Benboulaïd, homme du CRUA et l'un des pères de la Révolution de novembre 1954, ne fût pas parmi eux, pas même un de ses délégués ; alors qu'une invitation lui avait été adressée, par l'intermédiaire de son frère, Omar, lorsqu'il s'était rendu en Kabylie au printemps 1956. Preuve que les initiateurs du Congrès n'avaient, donc, nulle volonté d'exclure sciemment un homme, ni une région bien déterminée. Il se trouve, selon des témoignages transcrits, que Mostefa Benboulaïd était, à ce moment-là, déjà tombé au champ d'honneur – dans la fameuse histoire de l'émetteur piégé par les services spéciaux de l'armée française. Mais Omar avait dissimulé cette triste nouvelle, pour des raisons qui restent à discuter. C'est Zighoud Youssef, chef de la Zone 2 (future Wilaya II) qui confirma devant les congressistes la disparition du chef des Aurès ; mais bien en retard. D'où l'absence de représentant de la Zone 1 à ce regroupement fondateur.

Il faut dire que les autres dirigeants réunis à Ifri ignoraient encore tout de la situation chaotique qui régnait dans les Aurès. C'est bien après coup que le commandement prit des initiatives pour y remédier, sans grand succès au début, car c'était comme avancer sur un champ miné.

Cela dit, la mort de Mostefa Benboulaïd déclencha aussitôt une guerre de succession. Les tentatives de son frère, Omar, pour reprendre en main les destinées de la région des Aurès et les démarches, infructueuses parce que maladroites, qu'il avait entreprises en vue de la représenter au Congrès de la Soummam – puisqu'il était venu rencontrer Krim Belkacem dans le dessein d'obtenir « la légitimité » – n'auront fait qu'aggraver les dissensions dans les maquis chaouis qui étaient, alors, régis par le seul esprit d'allégeance à des chefs de guerre autoproclamés qui se disputaient le leadership des Aurès-Nememchas. Il y avait Bachir Chihani qui succéda un moment à Benboulaïd, avant de mourir juste après la bataille de Djorf. Il y avait également d'autres sérieux rivaux, tels que Abbès Laghrour.

Un groupe d'officiers fut désigné par le Comité de coordination et d'exécution (CCE) – fraîchement institué – pour une mission dans les Aurès, dans le but de tenter de rétablir la cohésion et l'unité dans les rangs de l'ALN. Quatre officiers supérieurs furent désignés pour cette mission délicate, mais seul le commandant Amirouche put, selon un témoignage de Hocine Benmaâlem, qui était son secrétaire, y rencontrer les protagonistes et essayer d'imposer l'autorité de l'ALN. Mais la mission d'Amirouche fut interrompue, à l'annonce de la mort du colonel de la Wilaya III, Mohammedi Saïd dit Si Nasser – qui s'est avérée d'ailleurs une fausse alerte –, sans pouvoir réaliser tous les objectifs qui lui étaient assignés.

La présence de représentants des Aurès au congrès de la Soummam aurait-elle changé les choses ? Fallait-il commencer, d'abord, par « assainir » la situation dans cette région rebelle, avant d'envisager une réunion au sommet pour décider des choix politiques et stratégiques de la Révolution ? Toutes ces questions méritent, aujourd'hui, d'être posées dans ce vaste débat sur le Congrès de la Soummam et ses répercussions. Ce qui est néanmoins sûr c'est qu'une participation des Aurès à cette rencontre capitale aurait certainement donné plus d'envergure et plus de légitimité à la plateforme de la Soummam, dont certains points – on parle souvent du principe de la primauté du politique sur le militaire et du découpage territorial – furent contestés par certains dirigeants locaux, notamment ceux de la Base de l'Est, qui réclamaient une totale autonomie par rapport aux Wilayas I et II. N'empêche que dans l'organigramme élaboré et adopté par les congressistes de la Soummam, la Wilaya I était désormais dotée d'une structure et d'une hiérarchie. Premier colonel à présider à ses destinées, ce fut le colonel Mahmoud Chérif (de 1957 à 1958), qui était membre du CCE, avant de rejoindre le GPRA en Tunisie. Il réussit l'essentiel : rétablir la confiance vis-à-vis du haut commandement du FLN-ALN.

F.A.

Les réserves de la Wilaya II

Par Fateh ADLI

De g. à. dr. : Ammar Benaouda, Lakhdar Bentobal, Larbi Ben M'hidi, Zighoud Youcef,

Bien que représenté au plus haut niveau au Congrès du 20 août 1956 – Zighoud Youcef et Abdallah Bentobal auront à présider, successivement, aux destinées de la Wilaya II –, le Nord- Constantinois ne s'en plaignait pas moins, pour des raisons que les historiens ont parfois du mal à cerner. A lire, en effet, les différents témoignages de certains membres influents de l'ancienne Zone II, l'on sent que les assises de la Soummam avaient laissé comme un goût d'inachevé chez une partie des participants et, plus généralement, des dirigeants de la Révolution, et que la Wilaya II semblait, en fait, comme un cas à part. Pourquoi ?

Il y a d'abord l'insatisfaction plus connue, et plutôt subjective pour ainsi dire, de responsables comme les deux colonels Ali Kafi et Mostefa Benaouda, qui remettaient en cause jusque-là la conduite des travaux du Congrès, en soupçonnant les initiateurs de vouloir s'emparer du pouvoir de décision et d'imposer des choix qui n'auraient pas obtenu le consensus. Ce qui n'était pas pourtant le cas des deux principaux chefs de la région, en l'occurrence Zighoud et Bentobal, qui avaient non seulement affiché un enthousiasme total pour cette rencontre, pour le succès de laquelle ils avaient activement contribué, mais avaient surtout été promus au grade de colonel et désignés membres du CNRA, à l'issue du dit congrès. Mais là où les répercussions néfastes du Congrès de la Soummam sur le devenir de la Wilaya II paraissent plus sensibles et autrement plus sérieuses, c'est dans l'attitude de quasi-dissidence de toute une région (Souk-Ahras), rattachée à la Wilaya II selon le nouveau découpage territorial, mais qui réclamait son autonomie par rapport aux deux wilayas limitrophes : les Aurès et le Nord-Constantinois. Les responsables de cette région, qui dirigeaient la célèbre Base de l'Est, se sentaient ainsi exclus dans la nouvelle configuration, et ils le firent savoir. Ils entreprirent une

vaste opération de sensibilisation et reprirent le contact avec les responsables de l'ALN à Souk-Ahras, Sedrata, Khenchela et les Aurès qui tinrent une rencontre en décembre 1956 et tentèrent, à nouveau, de créer une wilaya indépendante des Wilayas I et II et qui s'appellerait Aïn Beïda. Ils rejetèrent les résolutions du Congrès de la Soummam en raison, selon le témoignage d'un ex-officier de cette région, Chadli Bendjedid, « *de la non-représentation de toutes les régions, de sa contradiction avec la première trajectoire de la révolution et de sa reconnaissance de la primauté du politique sur le militaire* ».

En dépit de son homogénéité, la Wilaya II avait, donc, perdu le contrôle de la zone frontalière de Souk-Ahras, dont le chef Amara Laskri dit Bouglez a fait un fief personnel en s'appuyant sur les représentants du FLN en Tunisie. La construction de la ligne Morice, le long de la route et de la voie ferrée de Bône (Annaba) à Souk-Ahras, a justifié, à partir de l'été 1957, l'érection de l'ex-zone de Souk-Ahras en « base de l'Est », chargée d'acheminer les armes entre la frontière tunisienne et le barrage électrifié et miné. Le conflit opposant Amara Laskri à la Wilaya II pour le contrôle de cette route des armes s'en trouvera aggravé, a fortiori après la mort de Zighoud Youcef, un mois à peine après la rencontre de la Soummam dans une embuscade de l'ennemi à Sidi Mezghiche (wilaya de Skikda), où il était, d'après certains récits, en campagne d'explication et de sensibilisation à travers les unités combattantes et les villages, où les résolutions de la plateforme de la Soummam manquaient encore d'être clarifiées. Le départ de son successeur, le colonel Bentobal en Tunisie, où il sera désigné à un poste gouvernemental dès 1957, rendra encore plus vulnérable le commandement de cette wilaya face à la désobéissance qui prenait de l'ampleur, et où il fallait, en parallèle, faire face au syndrome de la « bleuïte » qui avait fait des ravages, notamment dans la Wilaya III. A cela s'ajoutait l'épineux problème d'armement, dont la Wilaya II souffrait peut-être plus que toute autre, à cause de cette situation de blocage au niveau de la Base de l'Est, qui avait pourtant l'avantage de proximité avec la frontière tunisienne. L'absence du commandant de la Wilaya II, le colonel Ali Kafi, à une réunion au sommet, qui eut lieu entre le 6 et le 12 décembre 1958, à Ouled Asker près de Taher, c'est-à-dire sur le territoire même de la wilaya qu'il commandait, et qui regroupa l'essentiel des chefs de wilayas du pays pour discuter des problèmes qui se posaient, dont le plus lancinant, celui de l'armement qui commençait à peser sur le cours de la lutte armée dans les maquis, et qui voulaient s'expliquer avec les chef de l'extérieur sur la question, traduit on ne peut plus clair cet état d'incommunicabilité de cette wilaya avec au moins une partie du commandement politico-militaire issu du Congrès de la Soummam. Même si les choses ne sont jamais arrivées à une véritable cassure, loin s'en faut, il a fallu s'en remettre au pouvoir politique qui était alors installé à Tunis pour retrouver une meilleure communication.

F.A.

Des moudjahidine de la Wilaya II dans la région de Jijel

Document référentiel de l'histoire de la Révolution et de l'Algérie

La charte a constitué l'embryon de l'Etat algérien

De gauche à droite : 1- Zighoud Youcef, 2- Amar Ouamrane, 3- Krim Belkacem, 4- Larbi Ben M'hidi, 5- Abane Ramdane 6-Lakhdar Bentobal, 7- Benaouda Ben Mostefa dit Ammar, 8- Colonel Amirouche

La charte adoptée à l'issue du premier Congrès de la Révolution, le 20 août 1956, dont Abane Ramdane fut le principal architecte, est l'un des textes fondateurs de la République algérienne. Elle a doté la Révolution des structures qui lui manquaient –division de l'Algérie en six Wilayas ou états-majors –, consacré le FLN comme seul représentant du peuple algérien et, surtout, consacré le fondement de «la primauté du politique sur le militaire». Elle a également mis en place une administration civile (mariage, règlement des conflits personnels, enregistrement des naissances, collecte d'impôts, etc.).

Par Djamel BELBEY

Congrès de la Soummam

La charte de la Soummam a donc doté la Révolution de véritables structures et de projets à la fois idéologiques et politiques, qui faisaient tant défaut au lendemain du déclenchement de la révolution de Novembre 1954. C'est ainsi que Abane Ramdane, aidé notamment par Larbi Ben M'hidi, qui a réussi à rassembler le maximum de tendances politiques autour de la lutte pour l'indépendance, avait pensé à organiser un congrès qui donnerait à la révolution des institutions à la hauteur du noble objectif que les révolutionnaires s'étaient fixé, à savoir l'indépendance de l'Algérie.

Sur le plan structurel, l'Armée de libération nationale avait donc, grâce au Congrès de la Soummam, ses propres structures : géographiques, avec la division du territoire en six Wilayas ; locales avec le partage des Wilayas en régions et zones. Une Wilaya est divisée en quatre zones. Chaque zone est divisée en quatre régions. La région est divisée en quatre secteurs. Elle possède une katiba de 120 hommes armés. Chaque secteur dispose de 40 moussebline. A la tête de chaque wilaya, il y avait un colonel. Le Congrès de la Soummam a en outre créé la Zone autonome d'Alger (ZAA) et la Fédération FLN en France et esquissé les contours de la forme du gouvernement futur.

Sur le plan politique, le Congrès a consacré le principe de « la primauté du civil sur le militaire » et « la primauté de l'intérieur sur l'extérieur ». Ces deux principes, considérés alors comme cardinaux, avaient suscité un mécontentement de la part de la délégation extérieure installée au Caire et dirigée par Ahmed Ben Bella. Résultat : Les paragraphes III et IV ne figurent plus dans les extraits de la charte actuellement publiée dans les sites officiels, mais dans la première version, publiée dans El Moudjahid en 1956. D'autre part, le FLN s'est doté grâce au Congrès de la Soummam de nouvelles institutions. D'abord, le Conseil national de la révolution algérienne (CNRA) qui avait une sorte de pouvoir législatif et le Conseil de coordination et d'exécution (CCE) chargé de l'Exécutif. Sur le plan idéologique, et c'était sans conteste l'une des avancées les plus marquantes, le Congrès de la Soummam avait défini d'une manière on ne peut plus claire les objectifs mais aussi les moyens de la lutte et fixé les règles du jeu en imposant le FLN comme seul interlocuteur des autorités coloniales.

La plateforme du Congrès de la Soummam se divise en trois parties : la situation politique actuelle, les perspectives générales et les moyens d'action et de propagande. D'emblée, elle fait état du succès de la résistance armée, souligne le soutien indéfectible du peuple et consacre l'indivisibilité de la nation algérienne, mais aussi son indépendance et sa souveraineté dans tous les domaines. Le Congrès de la Soummam avait, outre la réaffirmation de la nécessité de la lutte armée, fixé les conditions d'un cessez- le-feu : pas avant la reconnaissance de l'indépendance, de l'intégrité du territoire, Sahara compris, et pas de double citoyenneté pour les pieds-noirs.

Dans le chapitre réservé aux perspectives politiques, la charte a défini une doctrine politique claire : « Le but à atteindre, c'est l'indépendance nationale. Le moyen, c'est la révolution par la destruction du régime colonialiste. » D'autres questions y ont été abordées également : la faillite des anciennes formations politiques, l'absence des communistes, le rôle du mouvement paysan, du mouvement ouvrier, du mouvement des jeunes, des intellectuels et professions libérales, des réformes sociales, le mouvement des femmes, le droit des minorités, etc.

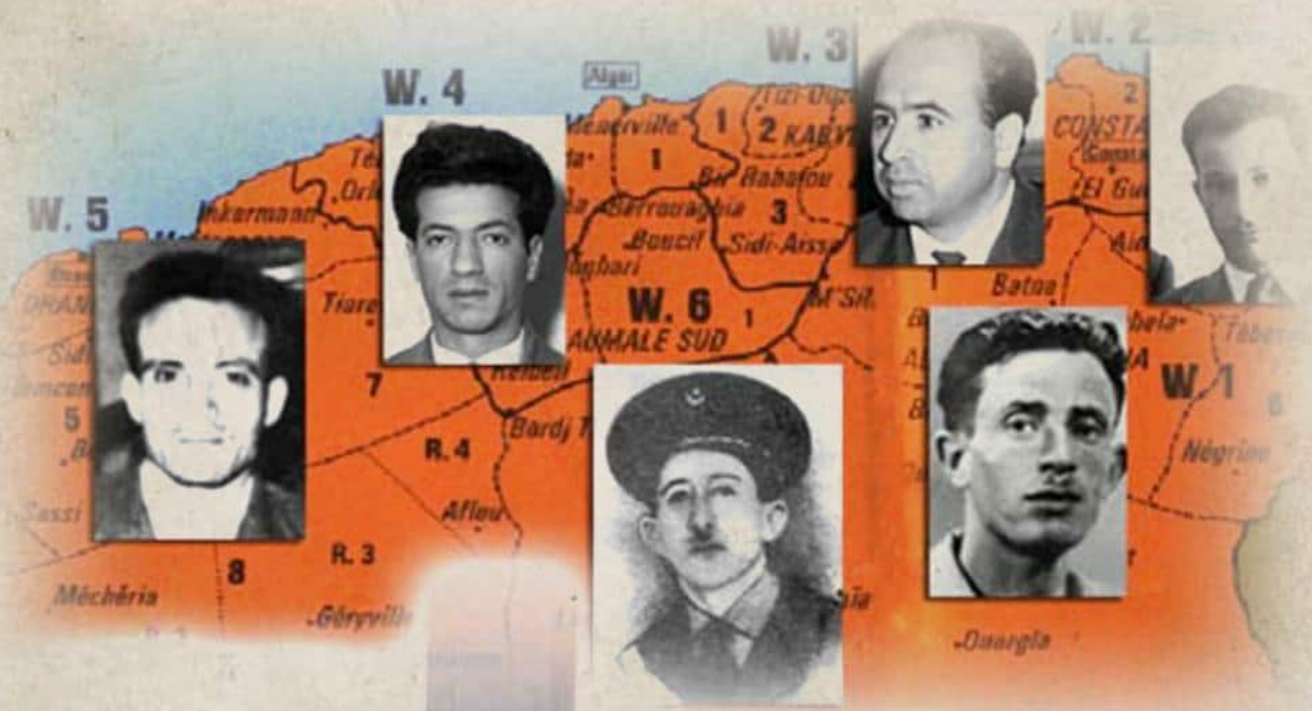
« Ces deux principes, considérés alors comme cardinaux, avaient suscité un mécontentement de la part de la délégation extérieure installée au Caire et dirigée par Ahmed Ben Bella. Résultat : Les paragraphes III et IV ne figurent plus dans les extraits de la charte actuellement publiée dans les sites officiels, mais dans la première version, publiée dans El Moudjahid en 1956. »

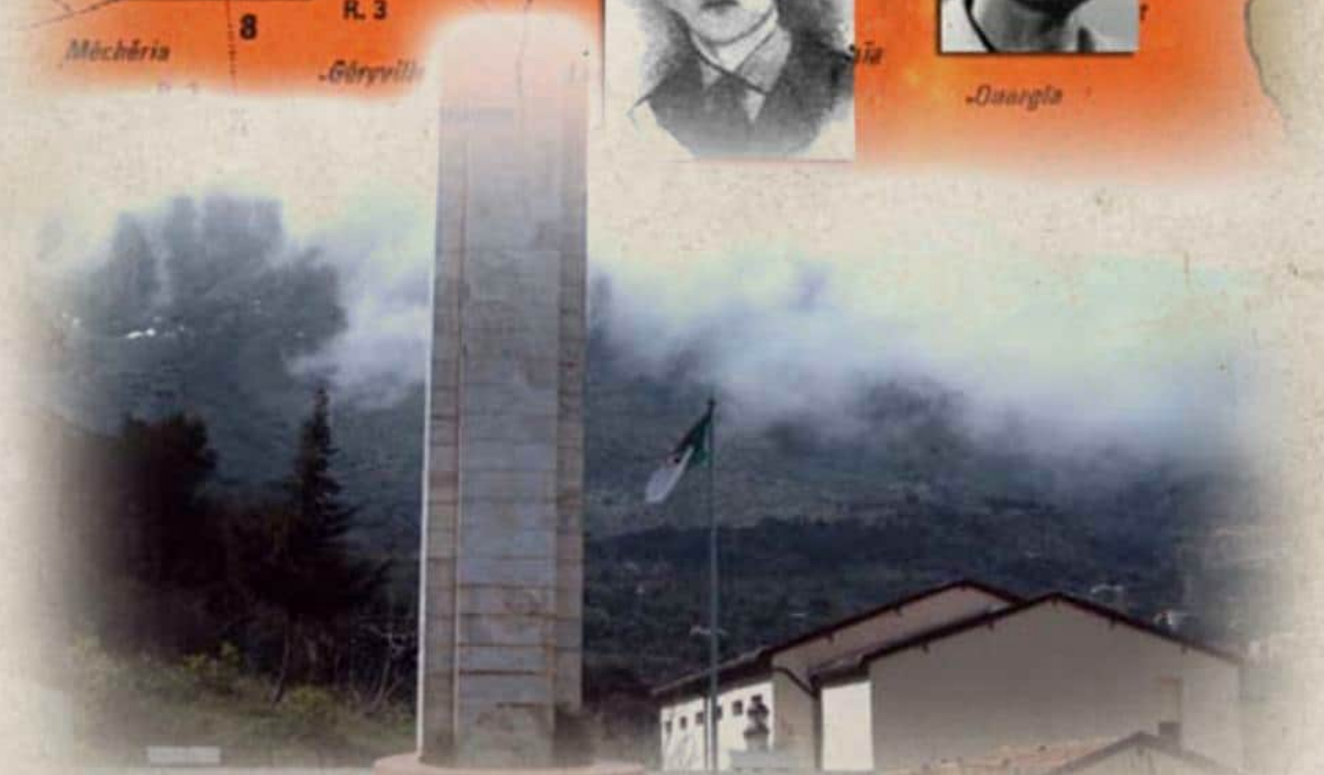
D.B.

La maison où se sont déroulés les conclaves du congrès

Découpage géographique ayant découlé du Congrès de la Soummam

Les zones érigées en Wilayas



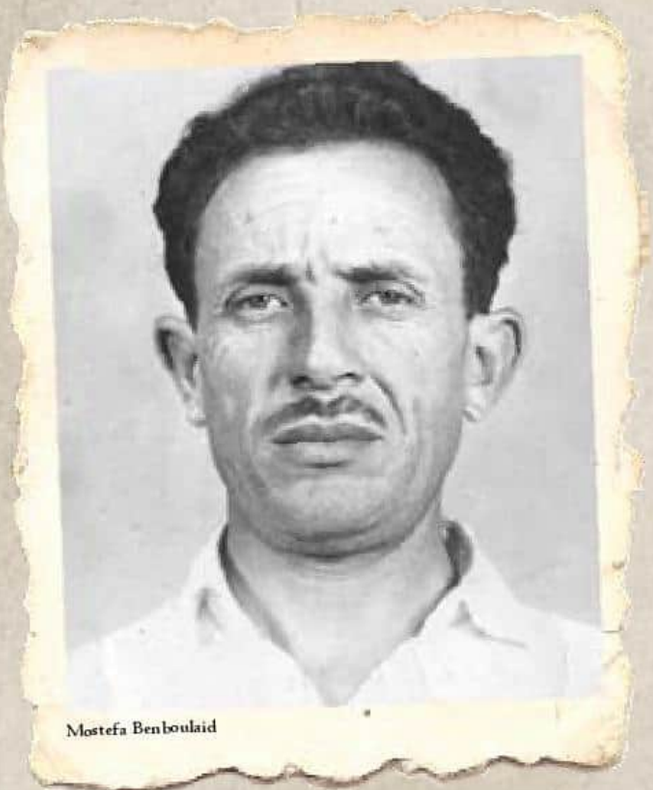


Par Abderrachid MEFTI

Congrès de la Soummam

Wilaya I (Aurès)

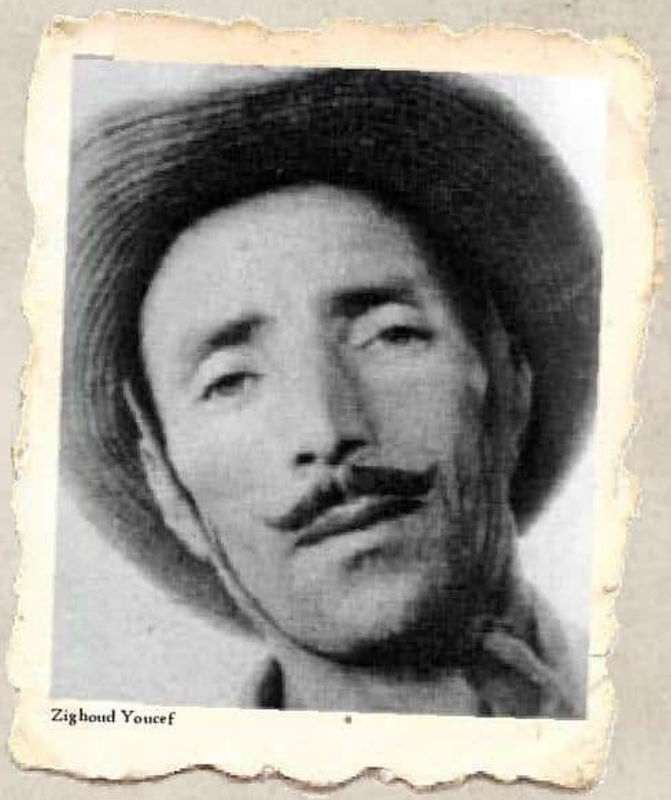
Elle est constituée de la partie orientale de l'ancien département de Constantine et des massifs montagneux du Hodna, de Belezma, des Aurès et des Nememchas. Son premier chef, Mostefa Ben Boulaïd, dispose de 350 hommes armés qui sont le fer de lance lors du déclenchement de la révolution du 1er novembre 1954. Après sa mort, le 22 mars 1956, c'est le commandant Bachir Chihani, dit Si Messaoud, qui lui succède. Ce dernier tombe au champ d'honneur le 2 octobre 1955 dans les Aurès après avoir dirigé la célèbre bataille d'El Djorf. En 1957, c'est le colonel Mahmoud Cherif qui sera désigné à la tête de la Wilaya I puis appelé à faire partie du Comité de coordination et d'exécution en 1958. Après son départ, c'est Mohamed Lamouri qui lui succédera. Ce dernier tombera au champ d'honneur en 1959. Le successeur de Lamouri sera El Hadj Lakhdar, de son vrai nom Abidi Mohamed Taha, puis en 1960 c'est le commandant Ali Souahi qui prendra les commandes de la Wilaya I jusqu'à sa mort au combat le 22 février 1961. Dès le mois de mars 1961, c'est le colonel Tahar Zbiri qui dirigera la Wilaya jusqu'à l'indépendance, en juillet 1962.



Mostefa Benboulaid

Wilaya II (Nord-Constantinois)

Elle compte plusieurs villes importantes à grande concentration de population européenne : Bône (Annaba) et Philippeville (Skikda) sur la côte ; et dont la capitale régionale est Constantine. Le nationalisme a montré la force de son implantation dans 15 villes en mai 1945. Dès l'été 1955, l'organisation FLN-ALN du Nord-Constantinois, dirigée par Zighoud Youcef, entre en action. C'est le point de non-retour de la révolution algérienne.



Zighoud Youcef

Wilaya III (Kabylie)

Géographiquement, la Wilaya III historique s'étendait de Boumerdès à Aokas sur le bord de la Méditerranée ; à l'Est, de Aokas à Sétif en suivant le tracé de la RN9 jusqu'à Bou Saâda ; au sud, de Bou Saâda à Sour El-Ghozlane et Bouira, et à l'ouest, de Bouira à Boumerdès via Lakhdaria. La Kabylie est alors la première organisation régionale du FLN, la plus dense du point de vue de la concentration d'hommes dans les années 1957-1958, au début de l'insurrection elle compte environs 450 hommes armés, elle fournira des unités de combattants pour aider les wilayas limitrophes. Mais son chef, Krim Belkacem, évite les actions spectaculaires pour, dira-t-il, ne pas l'exposer à la répression avant

Krim Belkacem

d'avoir obtenu le soutien de toute la population kabyle. En août 1956, il organise le Congrès de la Soummam. Ses principaux chefs ont été le colonel Krim Belkacem (1955-1957), le colonel Mohammedi Saïd, dit Si Nacer (1957-1958), le colonel Amirouche (1958-1959). Entre 1959 et 1960, c'est une période de transition, ce après quoi Abderrahmane Mira est nommé à sa tête (1960), puis remplacé par Mohand Oulhadj jusqu'en 1962.

Wilaya IV

Elle englobe des régions très marquées par la colonisation : l'agglomération algéroise, les collines du Sahel et la plaine de la Mitidja, d'une part, la vallée du Chellif, d'autre part, séparées par des alignements montagneux (monts de Blida et du Dahra, massif de l'Ouarsenis). Très faible en novembre 1954 (50 hommes), l'organisation se consolide en 1955 par un renfort massif de cadres kabyles (le chef politique d'Alger, Abane Ramdane, et tous les colonels de la wilaya jusqu'en juin 1960), puis en 1956 par la montée au maquis d'étudiants de l'université d'Alger et par le ralliement à l'ALN des Combattants de la liberté, branche armée du Parti communiste algérien. Rabah Bitat (1954-1955) le colonel Amar Ouamrane (1955-1957), le colonel Slimane Dehiles, dit Si Sadek (1957-1958), le colonel Ahmed Bouguerra, dit Si M'hamed, (1958-1959), tué au combat le 5 mai 1959, le commandant Ben Rabah Mohamed Zamoum, dit Si Salah, (1959-1961), mort au combat le 20 juillet 1961, le commandant Bounaama Djilali, dit Si Mohammed (tué au combat le 6 juillet 1961), le colonel Youcef Khatib, dit Si Hassan, ont été les principaux chefs de la Wilaya IV.

Rabah Bitat

Wilaya V (Ouest)

Elle comprenait des monts de Tlemcen, des Traras, de Saïda, de Frenda, de l'Ouarsenis et, au nord, de la vallée du Cheliff, des monts du Dahra et de l'Atlas saharien (monts des ksour, djebel Amour). Elle lance une offensive de grande importance le 18 octobre 1955, en liaison avec l'Armée de libération marocaine, dans les monts des Traras et de Tlemcen, puis au printemps de 1956 dans l'Atlas saharien. A partir de l'été 1956, la construction par l'armée française d'un barrage de barbelés électrifiés et minés (ligne Morice), sur la frontière du nord-ouest, puis au sud-ouest, autour de la voie ferrée Aïn Sefra-Béchar, entrave son action. Ses principaux chefs sont Larbi Ben M'hidi, dit Si El Hakim (1955-1957). Le 10 mars 1957, il est arrêté, torturé puis exécuté par ses tortionnaires. Après la mort de Ben M'hidi, c'est Abdelhafidh Boussouf, dit Si Mabrouk (1957-1958), qui prend la relève. En 1958, c'est le colonel Mohamed Boukharouba, dit Houari Boumediene, qui lui succède. Après la désignation de Boumediene en qualité de chef de l'état-major général de l'ALN, c'est le

Congrès de la Soummam

Larbi Ben M'hidi

colonel Benali Deghine Boudghane, dit Si Lotfi, qui le remplacera à la tête de la Wilaya V. Si Lotfi sera tué au combat le 29 mars 1960. Ce fut le colonel Benhaddou Bouhadjar, dit Si Othmane, qui dirigera cette wilaya jusqu'au 5 juillet 1962.

Si El Haouès

Wilaya VI (Sud)

C'est la plus tardive des Wilayas du FLN-ALN. C'est d'abord un vide dans son dispositif, comblé en 1955 par des chefs messalistes se réclamant du MNA. Les anciens chefs messalistes Si El Haouès et Amor Driss, ralliés au FLN en 1957, ont reconstitué la Wilaya VI, mais leur mort au combat en mars 1959 a ouvert une nouvelle période trouble, qui aboutit à une nouvelle intervention de la Wilaya IV après l'assassinat du chef de la Wilaya VI en 1960, suivie d'une nouvelle reconstitution. En 1960, la Wilaya VI récupère même les zones sahariennes de la Wilaya I.

Zone autonome d'Alger (ZAA)

Elle a été créée à l'issue du Congrès de la Soummam le 20 août 1956 et englobait uniquement la capitale, Alger. La ZAA a été structurée peu avant la grève de huit jours en janvier 1957 durant la bataille d'Alger. Elle était divisée en trois régions territoriales, avec ses composantes politiques, militaires et financières. L'état-major avait comme premier responsable Larbi Ben M'hidi (Si El Hakim), avec comme adjoint Yacef Saâdi (Si Djaâfar, Réda Lee), alors que Haffaf Arezki et Ali la Pointe ont été désignés comme adjoints de Yacef Saadi. Pour la Région 1, le responsable était Abderrahmane Arbadji, avec comme adjoint Othmane Hadji (Ramel). Pour la Région 2, le responsable était Abderahmane Adder (Si Hammoud) qui avait pour adjoint Ahcène Ghandriche (Si Zerrouk). Le responsable de la Région 3 était Omar Bencharif (Hadj Omar) et son adjoint Boualem Benabderrahmane (Abaza).

Fédération de France du FLN

Profitant du fait qu'une importante communauté algérienne était établie en Europe, principalement en France, en Belgique, en Suisse et en Allemagne, le FLN a mis en place une organisation dénommée Fédération de France. En 1956, elle compte plus de 8 000 membres et grâce à un recrutement intensif, le nombre de ses adhérents va atteindre 136 345 en 1960.

A.M

Sources : documents d'archives du FLN

Le congrès dans la presse française

La charge révélatrice d'un mulet...

Les archives de la rébellion saisies en Kabylie

permettent de reconstituer l'histoire du mouvement fellegh

(De notre envoyé spécial Serge BROMBERGER)

Alger, 28 août.

UN hasard heureux a fourni à la fin du mois de juillet des éléments pour faire le point de la situation des rebelles algériens.

Sur un sentier montueux de Kabylie, un détachement français est un jour tombé sur un petit groupe rebelle.

(Suite en dern. page, col. 1 à 4)

Le Figaro du 29.08.1956

Par Boualem TOUARIGT

Congrès de la Soummam

Le 20 août 1956 s'ouvrait le Congrès de la Soummam. Cette rencontre a été extrêmement importante dans l'histoire de la guerre de Libération nationale. Elle a eu notamment pour conséquences de régler des questions d'ordre technique concernant l'armée de libération : découpage des différentes zones (la zone prit la dénomination de wilaya), organisation des troupes de combattants, grades. Elle donna à la révolution une direction avec le Conseil national de la révolution algérienne (CNRA) et le Comité de coordination et d'exécution (CCE). Les résultats de ce congrès furent considérables sur le plan politique.

Depuis le déclenchement de la guerre de libération le 1er novembre 1954, le FLN avait rallié à lui des militants de l'ancien MTLD, rapidement dissous par les autorités coloniales, et avait commencé à approcher les anciennes forces politiques (modérés de l'UDMA de Ferhat Abbas et anciens communistes). Ces efforts menés par Abane Ramdane visaient à organiser un véritable front pour l'indépendance en lui donnant une base sociale la plus large possible. C'est un objectif essentiel que la plate-forme de la Soummam allait affirmer : regroupement à titre individuel des anciens militants du mouvement national, organisation des forces sociales : commerçants, étudiants, jeunes, femmes, intellectuels, femmes. Il fallait faire du FLN le regroupement unique de l'ensemble des partisans de l'indépendance, obtenir l'adhésion de la population et l'imposer comme seul interlocuteur valable pour des négociations futures qui restaient l'objectif stratégique du FLN : créer une situation militaire qui oblige le pouvoir colonial à reconnaître l'indépendance de l'Algérie et à traiter avec le seul interlocuteur valable qui était le FLN. Dans ce document, tout est stratégie, tactique, organisation, méthodes d'actions, parfois avec un grand souci de détails. L'action du FLN est détaillée : sur le territoire français, sur la scène internationale, en direction des libéraux français. Même la minorité française installée en Algérie est traitée avec rigueur. Le document parle des « Algériens d'origine européenne » qu'il cherche à rassurer, et même à s'allier une partie d'entre eux en affirmant : « La Révolution algérienne veut conquérir l'indépendance nationale pour installer une république démocratique et sociale garantissant une véritable égalité entre tous les citoyens d'une même patrie, sans discrimination. » En s'adressant à la minorité juive il tient un langage particulier en faisant référence à l'histoire commune : « Sans puiser dans l'histoire de notre pays les preuves de tolérance religieuse, de collaboration dans les plus hauts postes de l'Etat, de cohabitation sincère, la Révolution algérienne a montré, par les actes, qu'elle mérite la confiance de la minorité juive pour lui garantir sa part de bonheur dans l'Algérie indépendante. »

Dans la charte de la Soummam tout est politique ou subordonné au politique. L'objectif stratégique est de réunir la population algérienne autour de l'idée d'indépendance, de regrouper dans le FLN tous les militants des anciens partis politiques sans distinction d'origine et chercher à convaincre le plus grand nombre :

- «s'appuyer d'une façon plus particulière sur les couches sociales les plus nombreuses, les plus pauvres, les plus révolutionnaires, fellahs, ouvriers agricoles,
- convaincre avec patience et persévérance les éléments retardataires, encourager les hésitants, les faibles, les modérés, éclairer les inconscients,
- isoler les ultracolonialistes en recherchant l'alliance des éléments libéraux d'origine européenne ou juive, même si leur action est encore timide ou neutraliste ».
- L'objectif du FLN est politique : obtenir l'indépendance nationale. Il a recours à la lutte armée dont l'objectif spécifique est :
- « l'affaiblissement total de l'armée française pour lui rendre impossible une victoire par les armes… ,
- la détérioration sur une grande échelle par le sabotage pour rendre impossible l'administration normale du pays,
- la perturbation au maximum de la situation en France sur le plan économique et social pour rendre impossible la continuation de la guerre.»

Il est aussi conscient que le système colonial va tenter de trouver des solutions militaires et aussi politiques : éliminer les forces de l'ALN en renforçant les moyens de l'armée française mais aussi tenter des réformes partielles et trouver des interlocuteurs algériens qui accepteraient ses réformes, ce qu'on appela par la suite, la « troisième force ». Aussi, le FLN sait que la révolution doit avoir un contenu plus large et plus unitaire. Il ne négligera aucune alliance.

En fait, la démarche du FLN avait déjà été entamée avant le Congrès de la Soummam. Abane Ramdane avait accueilli les centralistes du MTLD (opposants à Messali Hadj) dont certains avaient très tôt rejoint le FLN (Benyoucef Benkhedda, Saad Dahlab, M'hamed Yazid), comme il avait déjà tissé des contacts avec des anciens élus de l'UDMA qui allaient bientôt suivre (Ferhat Abbas, Ahmed Boumendjel, Ahmed

Congrès de la Soummam

Abane Ramdane, l'inspirateur de la plate-forme de la Soummam

Francis), des militants de l'ancien Parti communiste, des membres de l'association des oulémas. Déjà en 1955, des élus algériens proches de l'administration coloniale s'en détachent, travaillés par quelques personnalités dont Ferhat Abbas qui est en relation avec Abane Ramdane depuis mai 1955. Le 8 juillet 1955 se constitue à Paris l'Union générale des étudiants musulmans algériens (UGEMA) avec l'appui de Ahmed Francis qui était alors encore à l'UDMA et fera le déplacement du Caire quelques mois plus tard avec Ferhat Abbas. En septembre c'est la motion dite « des 61 » (du nombre de ses signataires tous élus algériens à différentes assemblées) qui condamnent la répression et démissionnent. Le 7 janvier, le cheikh Larbi Tébessi au nom de l'association des oulémas appelle à soutenir la résistance. Le 7 avril 1956, Ferhat Abbas est au Caire où il tiendra une conférence de presse le 25, condamnant le colonialisme et affirmant que ce système a fermé toutes les portes du dialogue. Au début du mois de juillet 1956, les maquisards, des commandos communistes, sont intégrés à titre individuel dans l'ALN. Les contacts avec les représentants de la minorité européenne étaient très développés et certains d'entre eux servaient déjà comme agents de liaison dans la Révolution. La plate-forme allait donner corps à cette démarche d'unification et l'inscrire dans la stratégie politique du FLN.

La manière dont les informations sur le Congrès de la Soummam avaient été traitées dans la presse française montre que cette rencontre n'avait pas été appréhendée dans toute sa dimension politique. Les premiers combattants du 1er novembre tiennent bon. Le mouvement s'étend. L'armée française fait appel à des troupes de plus en plus nombreuses. La presse française rend compte des débats qui agitent le monde politique.

Pour certains, des réformes sont indispensables et rapidement. Jacques Soustelle, nommé gouverneur général par Mendès-France avant que le gouvernement de ce dernier ne soit renversé par les parlementaires français, semble dans un premier temps avoir compris : il faut des réformes politiques, accorder plus de droits aux Algériens, améliorer leur situation. Il cherche des interlocuteurs algériens pour porter son projet. Ce sera la constante de la politique française en Algérie : réaliser des réformes politiques indispensables pour calmer les populations et les détacher du FLN, améliorer les conditions de vie des Algériens et surtout dégager une « troisième voie », c'est-à-dire des Algériens crédibles auprès de leurs concitoyens, qui seraient prêts à accepter des réformes superficielles qui ne touchent pas à la structure coloniale et qui refuseraient l'indépendance.

Cette troisième voie sera impossible à trouver. Ceux qui avaient été considérés comme potentiellement crédibles par le pouvoir colonial avaient déjà rejoint le FLN qui avait réussi à réunir le peuple algérien autour de la revendication d'indépendance. L'action de l'ALN amène le pouvoir colonial à envoyer plus de renforts (on passe à 350.000 hommes en 1956), rendant la guerre plus coûteuse et une victoire militaire totale de plus en plus improbable. Cela a pour conséquences, entre autres, d'accélérer le débat sur une sortie de crise.

Le journal Le Monde du 21 août 1956 rend compte de la déclaration du parti radical qui « constate avec tristesse que le fossé entre la communauté musulmane et la communauté française s'est élargi et que la sphère

d'action de la rébellion s'est étendue ». Le journaliste avance ce commentaire : « Quant à la recherche de solutions politiques, le rapport insiste sur le fait qu'elle ne peut se faire qu'avec l'adhésion des populations intéressées. » Le maire d'Alger, Jacques Chevalier déclare le 7 septembre 1956 : « Je regrette d'être obligé de ne pas partager l'optimisme officiel, mais, si j'en juge par ce qui se passe journellement dans la ville de 500.000 habitants que j'administre, la situation, loin de s'améliorer, ne fait qu'empirer. On paraît s'obstiner à vouloir traiter l'affaire d'Algérie comme une guerre. En réalité c'est une révolution qui, pour être guérie, doit être traitée politiquement… Ce n'est pas en imposant des solutions qu'on y parviendra. C'est en utilisant les contacts rompus, en reprenant le dialogue, en discutant en commun des solutions. » Cette position lucide de la nécessité d'une solution politique sera contrariée par ceux-là même qui la portent et qui rejettent l'idée d'indépendance. Ils ne trouveront pas ces « contacts rompus ». Le Monde du 25 septembre 1956 reprend les déclarations de Abderrahmane Farès, ancien président de l'Assemblée générale et qui fut pendant longtemps partisan d'une évolution par étapes du statut de l'Algérie. Cette personnalité reprend le contenu de la lettre qu'il avait adressée le 18 août 1956 au gouverneur général dans laquelle il dénonçait les opérations de pacification comme des assassinats légalisés. « La solution du problème algérien étant politique et non militaire, chaque jour qui passe est une année de perdue… vouloir maintenir l'Algérie sous le régime du double collège ou du statut politique de 1947 légèrement modifié, c'est être atteint d'aberration mentale… Le seul interlocuteur valable à l'heure actuelle est le FLN qui a su grouper derrière lui la quasi-unanimité du peuple algérien. » Cela donne une idée de la justesse des choix stratégiques du FLN qu'a portés le Congrès de la Soummam.

Pourtant, les autorités coloniales étaient au courant des démarches entreprises par le FLN pour contacter des personnalités algériennes et les amener à rejoindre le mouvement, comme elles connaissaient la préparation du Congrès de la Soummam. Un petit événement allait apporter à l'armée coloniale des éléments d'information précieux sur le Congrès de la Soummam avant même que celui-ci ne se tienne. Le 22 juillet 1956, le groupe des participants venant d'Alger et de Kabylie (Larbi Ben M'hidi, Belkacem Krim, Ramdane Abane, Amer Ouamrane, Si M'hamed, Slimane Dehiles, Mohamedi Saïd, Amirouche) s'était fait accrocher par une unité de l'armée française. Un mulet qui transportait de l'argent et des documents du congrès s'échappa et fut attrapé plus tard par des soldats. On trouva le projet de plate-forme et toute la documentation. L'armée engagea aussitôt, le 31 juillet 1956, une vaste opération de ratissage de la zone des Bibans menée par la 7e DMR du général Lissagaray à laquelle les participants au congrès échappèrent en changeant le lieu initial de la rencontre. Presque un mois plus tard, la presse s'en fit l'écho. Le Figaro écrivait le 29 août 1956 sous la plume de son envoyé spécial en Algérie : « La charge révélatrice d'un mulet. Les archives de la rébellion saisies en Kabylie permettent de reconstituer l'histoire du mouvement fellagha. »

Dans l'article, le journaliste apporte des éléments d'information sur l'ALN. Il parle de la scission des Aurès, du conflit entre Bachir Chihani (remplaçant de Mostefa Ben Boulaïd à la tête des combattants des Aurès jusqu'à l'évasion de ce dernier de la prison de Constantine) et Omar Ben Boulaïd frère du précédent. Il attribue la mort de Bachir Chihani à Abbas Laghrour, un des adjoints de Mostefa Ben Boulaïd.

Le journaliste présente un nouveau personnage, un inconnu : « De plus, derrière Krim Belkacem, le chef de la première heure, s'est élevé jusqu'au poste n°1, le courrier en témoigne, un autre personnage, Amane Ramdane. C'est un homme de 36 ans, bachelier, parlant l'anglais, ancien secrétaire adjoint de commune mixte, muté pour raison politique en 1948 et démissionnaire de fait. » Le journaliste fait une erreur d'orthographe en écrivant Amane, mais les indications qu'il donne montrent bien qu'il a disposé d'une synthèse établie par les services de renseignements qui avaient donc exploité les documents et fait des recoupements avec leurs fiches. L'article parle d'un conseil de la révolution à créer, mais selon la version 6+6 avec comme attribution nommer un chef d'état-major. « On n'a pas d'élément pour dire que ce conseil s'est déjà réuni moins encore pour dire qu'il ait nommé ou non un kabyle comme chef suprême. Il est probable que non, car le quadrillage militaire a dû, au moins depuis juillet, rendre la vie difficile et les liaisons hasardeuses entre les différentes zones. » On voit que les documents trouvés ont été exploités, mais d'une façon policière. Les objectifs politiques du FLN n'ont pas été relevés, le journaliste ne parlant pas de la volonté de regrouper toutes les forces politiques algériennes dans un seul mouvement. Il estime même que le congrès n'a pas pu se tenir, surestimant les capacités de l'armée française qui avait quadrillé le territoire. Cette explication du Congrès de la Soummam durera dans la presse : on relèvera les nouveaux chefs, les anciens, les conflits entre eux, les rivalités entre arabes et kabyles, etc.

Le Monde du 13 novembre 1956

remise en liberté immédiate.

Un numéro de propagande de l'organe du F. L. N.

On sait qu'une publication *El Monjahid (le Combattant)* distribuée à Paris et en Algérie se dit être l'organe du F. L. N. Difficile à contrôler, cette assertion apparaît néanmoins vraisemblable.

Dans un « numéro spécial » ronéotypé d'*El Moujahid* parvenu par la poste à nos bureaux, le F. L. N. décrit les structures politiques et militaire du mouvement, revient sur ses rapports avec le M. N. A. et le parti communiste algérien, et réaffirme les objectifs politiques de la rébellion.

On y apprend qu'« un conseil national de la révolution algérienne (C.N.R.A.), organisme suprême de la révolution, élabore la politique du F. L. N., et qu'il est seul habilité en dernier ressort à engager l'avenir du pays ». Le C. N. R. A. comprend trente-quatre membres, dix-sept titulaires et dix-sept suppléants. Cinq d'entre eux en constituent le comité de coordination et d'exécution (C. E. E.), « véritable cabinet de guerre qui dirige et oriente toutes les branches de la révolution », et siège en Algérie où il dirige les opérations.

Il est fait état, de la même manière, d'une organisation militaire rigoureuse. Pour l'« armée de libération », l'Algérie est divisée en six départements (wilayas), ayant chacun à sa tête un « colonel », et découpé en zones, régions et secteurs. D'autres précisions sont données sur les grades, insignes, décorations, et sur les soldes et allocations familiales allouées aux « Moudjahidin ».

La valeur d'information de ce document ne saurait être que très relative, dans la mesure où les décisions qui y sont reproduites remontent, est-il dit, « au congrès qui s'est tenu le 20 août dans la vallée de la Soummam ».

En rendant publiques aujourd'hui ces décisions, le F. L. N. cherche évidemment à démontrer que son mouvement, à direction collégiale, n'a pu être « décapité » par l'arrestation de Ben Bella et de ses quatre compagnons, et que la rébellion, loin d'être désorganisée, s'appuie sur une infrastructure solide et sur une armée disciplinée.

Devant ces allégations, il est cependant nécessaire de rappeler que le M.N.A. continue de contrôler certains maquis en Algérie et en métropole certains secteurs de la colonie

En fait, le journaliste a dû reprendre une dépêche de l'AFP, qui devait être une note rédigée par les services d'information de l'armée que l'agence devait répercuter sur les différents organes de presse. Le journal Le Monde du 31 août 1956 se contente de signaler la dépêche de l'AFP relatant la capture des archives du FLN. Il en tire cependant quelques conclusions sur les règlements de compte dans les Aurès, la suprématie des Kabyles dans la direction du FLN, la suprématie sur les responsables installés au Caire.

Le 15 septembre 1956, le gouverneur général Robert Lacoste tient une conférence de presse au cours de laquelle il fait implicitement allusion à la découverte des documents du Congrès de la Soummam, sans le dire clairement mais en en tirant des conclusions qui prouvent qu'il a eu la note des services de renseignements, avec des imprécisions et des erreurs : « Les rebelles ne s'y trompent pas. Ils conviennent de l'efficacité de notre action. Les chefs du FLN qui se sont réunis les 15 et 27 août à Alger, ont reconnu que l'initiative revenait à l'armée et leurs propos ont traduit une grande lassitude. De plus des dissentiments partagent le camp adverse. Les chefs se méfient les uns des autres. Ils critiquent d'autre part l'état-major du Caire. » Cette tendance à mettre en avant les divergences entre les chefs du FLN au détriment de la démarche politique qui allait bloquer tout recours à une troisième force se retrouve dans la presse. Le Monde du 30 octobre 1956 affirmait : « En Kabylie, où s'est tout récemment tenue une réunion des chefs de "l'armée de libération" pour réorganiser le commandement interne, de vives discussions auraient

opposé les participants. L'un d'eux aurait même été blessé. »

Le même journal parle dans son édition du 13 novembre 1956 d'un exemplaire de la plate-forme de la Soummam qu'il aurait reçu directement à son adresse :« Le FLN décrit les structures politiques et militaires du mouvement et revient sur ses rapports avec le MNA et le PCA et réaffirme les objectifs politiques de la rébellion. On y apprend qu'un Conseil national de la révolution algérienne (CNRA), organe suprême de la révolution, élabore la politique du FLN et qu'il est "seul à habilité en dernier ressort à engager l'avenir". Le CNRA comprend 34 membres (17 titulaires et 17 suppléants). Cinq d'entre eux constituent le comité de coordination et d'exécution "véritable cabinet de guerre qui dirige et oriente toutes les branche de la révolution" et siège en Algérie où il dirige les opérations. » L'article reproduit les informations sur le découpage territorial, les grades de l'ALN. En conclusion, le journaliste a ce commentaire : « En rendant publiques aujourd'hui ces décisions, le FLN cherche évidemment à démontrer que son mouvement à direction collégiale n'a pas été "décapité" par l'arrestation de Ben Bella et de ses 4 compagnons et que la rébellion, loin d'être désorganisée, s'appuie sur une infrastructure solide et sur une armée disciplinée. Devant ces allégations, il est cependant nécessaire de rappeler que le MNA continue de contrôler certains maquis en Algérie et en Métropole certains secteurs de la colonie algérienne et que d'autre part la reddition de Adjoul dans l'Aurès et le problème du remplacement de Zighoud Youcef dans le Nord-Constantinois ont révélé que la mésentente continuait de régner entre les chefs de la rébellion.

Comme dans les autres articles de presse, le journaliste qui affirme avoir eu entre les mains le document élaboré par le FLN adressé par la poste (il précise bien ce point) n'en relève pas les aspects politiques. Il faut mettre à la décharge des organes de presse que la loi sur les pouvoirs spéciaux permet des censures et des saisies. Il y a une forme d'autocensure qui amène tout journaliste à éviter de faire « l'apologie de l'activité illégale ». Le même journal revient sur le sujet le 23 janvier 1957 sous la plume de Eugène Mannoni : « Un intéressant document du FLN, sorte de charte établie le 1er novembre 1956, précise que "le quartier général" du comité de coordination et d'exécution du Front se trouve "quelque part dans le maquis". Ce comité composé de 5 membres (qui ne sont pas les "frères" Ben Bella, Khider, Aït Ahmed, Boudiaf et Lacheraf) aurait donc pu continuer à assurer, malgré la capture des hôtes du roi du Maroc, la direction effective de la rébellion. » Le journaliste reste sobre et donne l'information sans commentaire. Il semble par contre plus libéré quand il parle du sentiment des militaires : « Les officiers avec plus d'acuité en ont déduit qu'il y avait entre la puissance de l'armée et l'irrésolution des hommes politiques un dangereux contraste » ou quand il parle de la communauté européenne « marquée par un sentiment d'exaspération raciale et ne parvient pas, malgré la présence massive des troupes et malgré les déclarations solennelles du chef du gouvernement, à se débarrasser de la crainte insidieuse d'être un jour abandonnée. » Son dernier commentaire est plus équilibré quand il affirme que la communauté musulmane « ...a été plus sensible aux rigueurs de la répression ou du simple maintien de l'ordre qu'aux représailles terroristes. » Il semble avoir utilisé volontairement les termes de représailles terroristes, pour ne pas être accusé de faire l'apologie de la rébellion.

Près d'une année après la tenue du Congrès de la Soummam, le gouverneur général Robert Lacoste tente d'exploiter les informations transmises par les services de renseignements, selon leur propre interprétation du texte : « Le FLN est très divisé : les activistes s'opposent aux modérés, les combattants aux politiciens, les chefs de l'intérieur aux chefs de l'extérieur et les Arabes aux Kabyles. » (Repris dans Le Monde du 7 juillet 1957). On le voit bien : le pouvoir colonial et la presse française, même celle qui gardait une certaine neutralité et a eu à dénoncer des abus, n'ont pas interprété les textes du Congrès de la Soummam sur le plan politique ni cherché à expliquer sa stratégie qui allait être payante : regrouper toutes les anciennes forces politiques au sein du FLN (y compris les communistes), imposer l'idée d'indépendance auprès de la population, tisser des liens avec les libéraux européens. Quand le pouvoir colonial, face à la pression des évènements chercha une troisième voie, il ne trouvera pas des « interlocuteurs valables » pour constituer sa troisième force à imposer au FLN. On chercha plus à mettre en avant l'événementiel, à relever les divergences entre les dirigeants. On n'admet pas être face à une révolution qui disposait d'un programme politique unitaire.

B.T.

Offensive du Nord-Constantinois
le 20 août 1955

Causes et conséquences

L'offensive du 20 août 1955 dans le Nord Constantinois a fait l'objet d'une mûre réflexion par les moudjahidine de la Zone 2 (érigée au rang de Wilaya II au Congrès de la Soummam), avec à sa tête Zighoud Youcef, l'un des artisans de l'indépendance de l'Algérie. Durant trois mois, les valeureux combattants de l'Armée de libération nationale échafaudèrent un plan destiné à frapper l'occupant français en plein cœur.

Par Abderrachid MEFTI

Après le déclenchement de la Révolution algérienne, le 1er novembre 1954, les forces militaires françaises se concentrèrent en nombre dans les régions-garnisons contre lesquelles l'ALN avait lancé des attaques, principalement dans les Aurès et en Kabylie. Afin de desserrer l'étau sur ces régions et faire diversion, les combattants algériens concoctèrent un plan qui allait porter la voix de l'Algérie au-delà de ses frontières en lançant de vastes attaques dans le Nord-Constantinois, dont la préparation dura près de trois mois dans un secret absolu. Youcef Zighoud, qui avait succédé à Mourad Didouche à la tête de la Zone 2, lança un appel aux Algériens siégeant dans les Assemblées françaises à rejoindre les rangs de la Révolution.

Au plan interne, dix mois après le déclenchement de la Révolution, l'ampleur de l'impact fut tel que la conscience et l'implication populaires étaient de plus en plus évidentes, malgré la disparition au champ d'honneur de bon nombre de ceux qui la déclenchèrent, à l'instar de Mourad Didouche, commandant de la Zone 2, ou l'arrestation de Mustapha Ben Boulaïd, de Rabah Bitat et de bien d'autres encore. Le but recherché sur le plan intérieur fut atteint puisque beaucoup d'Algériens étaient, par la suite, venus renforcer les rangs de l'Armée de libération nationale et l'étau qu'exerçaient les forces militaires françaises sur les autres zones fut brisé, ce qui permit aux combattants de l'ALN de retrouver une plus grande confiance quant à l'aboutissement de leur action armée.

Chronologie des événements

Les attaques débutèrent à la mi-journée du samedi 20 août 1955, 1er jour de Moharrem (nouvel an hégirien) 1375, dans près d'une trentaine de villes et villages du Nord-Constantinois, notamment à Collo, Condé-Smendou (aujourd'hui Zighoud-Youcef), Skikda, Constantine, El Harrouch, Azzaba, El Khroub… et bien d'autres encore. Les actions armées ciblèrent des casernes, des postes de police, des brigades de gendarmerie ainsi que des fermes de colons. Au cours de cette journée, les populations algériennes de tout le Nord-Constantinois adhérèrent à l'action de l'ALN, dont plusieurs centaines envahirent les zones à forte concentration européenne scandant «Vive l'Algérie libre et indépendante » et exprimant leur refus du colonialisme et leur soutien à l'Armée de libération nationale. Le plan d'attaque des responsables de la Zone 2 avait été minutieusement préparé. L'état-major de l'ALN du Nord-Constantinois savait qu'une partie des forces françaises stationnées dans la région avait été dirigée vers le Maroc où l'anniversaire de la déportation du Roi Mohammed V, le 20 août, laissait présager des troubles. L'arrestation puis la déportation du roi soudèrent les Marocains derrière leur roi et fédérèrent le mouvement nationaliste algérien qui se solidarisa avec le peuple marocain. Tandis qu'éclataient les actions du 20 août 1955 en Algérie, une vague de violences et d'attentats eut lieu dans les grandes villes du Maroc en signe de solidarité avec le souverain chérifien à la suite de son exil forcé.

Le 17 août 1955, des moudjahidine entrèrent dans les villes du Nord-Constantinois, les militants du FLN étaient mis au courant de l'attaque et avaient reçu l'ordre de les appuyer une fois donné l'ordre de passer à l'action. Le 19 août 1955, Youcef Zighoud, chef de la Zone 2, fixait l'heure de l'assaut généralisé au samedi 20 août 1955 à midi. Le choix de la date du 20 août n'était pas fortuit, puisqu'il visait plusieurs impacts. Youcef Zighoud, successeur de Mourad Didouche, avait pris la décision, en compagnie de ses proches aides de camp, Ali Kafi, Lakhdar Bentobbal et Amar Benaouda, de lancer des unités de l'ALN et des Algériens habitant le Nord-Constantinois contre la présence des Français dans cette partie de l'Algérie. Ces actions visaient plus d'un objectif : annihiler les opérations de recherche et d'investigation des autorités françaises parmi le peuple algérien, desserrer l'étau sur les maquis des Aurès et de Kabylie, renforcer l'unité au sein de l'Armée de libération nationale, fédérer le peuple algérien autour de l'ALN, donner à la Révolution une dimension nationale, étendre son envergure et intensifier les opérations armées, atteindre le point de rupture définitive entre les Algériens et le système colonial, faire basculer la Révolution des montagnes vers les villes et villages, mettre en valeur les valeurs arabo-islamiques du peuple algérien à travers le choix du premier jour du mois de Moharrem 1375 de l'ère hégirienne pour le lancement des attaques du Nord-Constantinois. Sur le plan international, les opérations du 20 août 1955 consistaient à attirer l'attention de l'Organisation des nations unies (ONU) afin qu'elle porte l'inscription de la question algérienne à l'ordre du jour des travaux de la dixième session de l'ONU et se voulaient un soutien au peuple marocain frère après la déportation du roi Mohammed V par les autorités françaises.

Bilan de la répression

Selon l'historien Benjamin Stora, «l'insurrection dans le Nord-Constantinois a été massive, violente, parfois cruelle, et toujours spectaculaire. La répression organisée par l'administration coloniale, avec la police et surtout les militaires mais aussi le concours "spontané"

de milices civiles, sera à la fois impitoyable et totalement disproportionnée». D'autres sources évoquent un massacre généralisé semblable à celui perpétré à Guelma, Sétif et Kherrata en mai 1945. Les représailles par l'armée française qui ont suivi les opérations du 20 août 1955 ont été d'une ampleur incomparable, puisque des villages entiers ont été incendiés et des massacres de femmes, de vieillards et d'enfants ont été perpétrés sans aucune forme de compassion. Ali Kafi, alors adjoint de Youcef Zighoud dans la Zone 2, parle dans ses Mémoires, d'un «massacre sans exemple dans sa sauvagerie, sinon celui du 8 mai 1945». Les attaques du 20 août seront surtout considérées par les combattants de l'ALN comme une sorte de deuxième 1er novembre, autrement dit de deuxième offensive pour la guerre d'indépendance. Selon divers documents d'archives, les exactions qui eurent lieu après le 20 août 1955 firent près de 12 000 morts et donnèrent une autre idée sur la guerre de libération entreprise par le peuple algérien.

A partir de cette date, la cause algérienne était entendue aux quatre coins de la planète et la Révolution venait d'entamer sa marche inexorable vers l'indépendance.

Organisation des actions par Zighoud Youcef

De g. à dr. : Zighoud Youcef, Rouibah Hocine,Larbi Ben M'hidi, Amar Ouamrane

Récit

Zighoud Youcef, le nouveau chef de la zone II (Nord constantinois), a succédé à Didouche Mourad, tombé les armes à la main dans la région de Smendou. Dès sa prise de fonction, il annonça à ses proches compagnons l'idée d'organiser des opérations armées destinées à engendrer un soulèvement général de la population contre les autorités françaises, dont la date serait pour le samedi 20 août 1955. Cette idée de passer à l'action dans le but d'affaiblir l'armée ennemie étant entendue, il a été convenu, après une série de contacts entre les principaux responsables de cette région, de procéder par de multiples étapes qui consistaient, dans un premier temps, lors d'une première réunion, à recenser toutes les armes disponibles au sein de la population, à se procurer des explosifs et à mettre en garde les personnalités algériennes en contact avec les forces françaises en leur demandant de rallier la Révolution. La deuxième réunion eut lieu près de Skikda, au cours de laquelle Zighoud Youcef, après vingt jours de préparatifs, désignera les responsables qui seront chargés de mener les actions dans plusieurs secteurs et en indiquera les buts essentiels : faire déployer les troupes françaises sur l'ensemble du territoire afin de desserrer l'étau sur les Aurès et la Kabylie assiégés, l'inscription de la question algérienne à l'ONU et, enfin, en signe de solidarité avec le roi du Maroc, victime de déportation par les autorités françaises. Ces actions devaient avoir lieu sur des sites militaires. Afin de les couvrir, il fallait procéder à la coupure des routes et au minage des ponts pour empêcher les renforts de rallier les points d'impact, saboter les installations électriques et le téléphone afin d'empêcher tout contact. En ce 20 août 1955, la terrible explosion révolutionnaire qui allait se produire sur la partie Nord du département de Constantine bouleversera les données de la question algérienne. Les ordres étaient clairs : pas de distinction entre collaborateurs et forces de l'ordre. Ceux qui étaient désignés pour abattre les hommes de la 3e force devaient le faire sans rémission. Les objectifs connus, chacun était dans l'attente de l'heure fatidique et se préparait intérieurement à ce grand et historique événement.

Dix ans après les événements du 8 mai 1945 et dix mois après le déclenchement de la Révolution du 1er novembre 1954, la voix de l'Algérie combattante s'est fait entendre aux quatre coins du monde, en direction des peuples épris de liberté et d'indépendance. Les combattants de l'ALN se sont illustrés par un coup d'éclat qui a retenti longuement à travers les travées de l'Organisation des Nations unies. Mais la réponse des autorités françaises a été similaire aux massacres du 8 mai 1945 perpétrés à Sétif et Guelma. De même que des milices de colons ont été formées sous l'ordre du préfet de Philippeville (Skikda), Benquet-Crevaux, qui a tenu des discours incitant au meurtre et à la vengeance. Dès le 23 août, une totale liberté de répression fut donnée à l'armée par le général Lorillot, alors commandant militaire de l'ensemble de l'Algérie, puis fut donné l'ordre de bombarder les douars du Nord-Constantinois. Un rapport officiel des autorités françaises de l'époque a avancé le chiffre de 1 273 Algériens victimes de la répression, alors que le FLN recensa 12 000 morts et disparus. D'autres sources estiment le nombre de victimes à près de 20 000.

A. M.

Sources : archives et documents divers

Des instructeurs de l'ALN expliquent le maniement de nouvelles armes

Zighoud Youcef

(1921-1956)

Par Abderrachid MEFTI

Portrait

Zighoud Youcef est né le 18 février 1921 à Smendou, un village qui porte aujourd'hui son nom (au nord-est de Constantine) et est mort le 25 septembre 1956 à Sidi Mezghiche (wilaya de Skikda). Il a fréquenté en même temps l'école coranique et l'école primaire française. Après avoir obtenu le certificat d'études en langue française, il est contraint d'abandonner ses études du fait des contraintes imposées par les autorités coloniales aux Algériens en matière d'enseignement contrairement aux Européens. Animé d'un esprit nationaliste à toute épreuve, Zighoud Youcef adhère dès l'âge de 17 ans au Parti du peuple algérien (PPA) dont il fut, en 1938, le premier responsable à Smendou. Elu du Mouvement pour le Triomphe des libertés démocratiques (MTLD) en 1947, il fait partie de l'Organisation Spéciale(OS) qui doit préparer la lutte armée. Arrêté en 1950 puis incarcéré à la prison d'Annaba, il s'en évade en avril 1954 et entre dans la clandestinité pour s'engager dans l'action militante du Comité révolutionnaire d'unité et d'action (CRUA) dès sa création. Le 1er novembre 1954, il est aux côtés de Didouche Mourad, responsable du Nord-Constantinois – une zone qui deviendra la Wilaya II de l'Armée de libération nationale (ALN) –, et participe ensuite, toujours avec Didouche Mourad, le 18 janvier 1955, à la bataille d'Oued Boukerkar, à l'issue de laquelle Didouche trouve la mort. Zighoud Youcef le remplace à la tête de la Wilaya II. C'est dans cette fonction qu'il organise et dirige la fameuse offensive du 20 août 1955. Un an jour pour jour après cette offensive, le 20 août 1956, a lieu le Congrès de la Soummam qui met définitivement en place les structures organiques et politiques de la Révolution de Novembre. Zighoud Youcef, qui en est l'un des promoteurs, est nommé membre du Conseil national de la révolution algérienne (CNRA), élevé au grade de colonel de l'ALN et confirmé comme commandant de la Wilaya II. Peu après, il regagne son poste de combat et commence à mettre en pratique les décisions du Congrès. C'est au cours d'une tournée d'explication et d'organisation dans les unités placées sous son autorité que Zighoud Youcef tombe dans une embuscade tendue par les forces françaises à Sidi Mezghiche (wilaya de Skikda) le 25 septembre 1956. Il avait à peine 35 ans.

A. M.

De g. à. dr. : Zighoud Youcef, Colonel Amirouche, Lakhdar Bentobal, Ammar Benaouda

Ahmed Boudjeriou :« L'offensive du Nord-Constantinois avait mis la révolution sur les rails »

Frère de Messaoud Ksentini, un valeureux combattant et responsable de l'ALN dans la zone de Constantine, Ahmed Boudjeriou, lui-même fidai dans cette ville durant les dernières années de la guerre de libération, revient dans cet entretien sur la préparation de l'offensive du 20 août 1955 ainsi que sur sa stratégie et ses objectifs. Ahmed Boudjeriou a consacré un livre à l'histoire de la lutte au niveau de la ville de Constantine sous le titre : Mintaka 25

Entretien réalisé par Imad KENZI

Témoignage

Mémoria : Sept mois après le déclenchement de la guerre de libération nationale, l'offensive du Nord-Constantinois fut déclenchée le 20 août 1955 en plein jour. A votre avis, pourquoi les responsables de l'ALN, à leur tête Zighoud Youcef, avaient opté pour une attaque diurne alors que jusque-là les grandes opérations se faisaient généralement la nuit ? Et pourquoi le choix de l'été 1955 ?

Ahmed Boudjeriou : Tout d'abord, il faut revenir au contexte historique. Avant d'arriver au 20 août, l'année 1955 a été difficile pour toute la révolution et notamment pour la Zone II (future Wilaya II). Didouche Mourad, le premier chef de cette zone, est tombé au champ d'honneur le 18 janvier 1955 à Oued Boukarkar, au mois de mars ; Bitat a été arrêté et Ben Boulaïd était aussi en prison. Théoriquement, sur les cinq chefs de zones auxquels on ajoute Boudiaf qui était le coordinateur, sur le terrain, il n'y avait plus que Ben M'hidi et Krim Belkacem. Dans ce contexte, Zighoud, qui a succédé à Didouche à la tête de Zone II, a commencé d'abord par rétablir les contacts et les liaisons, vu l'absence de contacts, puisque le seul contact qu'il y avait était détenu par Didouche Mourad avant sa mort. Zighoud avait constitué son PC (poste de commandement) aux alentours de Condé Smendou, actuellement Zighoud-Youcef, avec les gens d'El Harrouch et ceux de Constantine qui avaient regagné le maquis au niveau de djebel El Ouahch. Dans cette situation d'isolement à laquelle était soumise la Zone II, Zighoud avait commencé par prévoir l'organisation d'attentats dans les villes. C'était ainsi qu'au niveau de Constantine par exemple, il avait ordonné à Si Messaoud Boudjeriou, connu sous le nom de guerre de Si Messaoud Ksentini, de préparer les premiers attentats dans la ville de Constantine. Et avec Laïfa, Mahdjoub et Salah Boubnider, il avait été prévu d'organiser un attentat à Oued-Zenati. Le 30 avril 1955, les premiers attentats dans les villes de la Zone II avaient eu lieu. Le choix de la date de ces attentats revêtait un caractère symbolique. Ils intervenaient à la veille du 1er Mai : une manière pour l'ALN de marquer à sa façon la fête du travail et pour également, peut-être, rendre hommage aux victimes du 8 mai 1945. Au niveau de Constantine, les premiers attentats furent l'attaque contre un inspecteur des renseignements généraux et l'explosion d'une bombe au niveau du Casino en plein centre ville, et qui avait provoqué, comme je l'ai écrit dans mon livre, beaucoup plus de dégâts que de victimes. Cette explosion terrible qui avait secoué le centre-ville de Constantine avait ébranlé un peu la population européenne qui se croyait à l'abri et qui pensait que la révolution se limitait uniquement à la région des Aurès. Après ces premiers attentats qui avaient un peu revigoré Zighoud Youcef, ce dernier avait décidé en collaboration avec ses deux adjoints, Lakhdar Bentobal et Ammar Benaoudda, d'organiser un soulèvement général au niveau de toute la Zone II, c'est-à-dire dans tout le Nord-Constantinois, pour qu'on sache que la lutte se poursuivait toujours dans cette région. C'était aussi une manière de mettre au courant les autres zones en lutte que la Zone II tenait le coup. Dans ce cadre-là, Zighoud s'était réuni avec ses principaux adjoints à Boustour, Coudiat Si Haddad, dans la région de Sidi Mezghiche. Avaient assisté à cette réunion préparatoire plus de 150 moudjahidine et responsables dont Ammar Benaoudda, Lakhdar Bentobbal, Messaoud Boudjeriou, Ammar Talaa, Zigat Smail, Zadi Cherif, Abdelmadjid Kahlarras. Malheureusement, cette première réunion fut prématurément arrêtée

1 — CONDÉ-SMENDOU — Rue Principale et Monument aux Morts

Le Chahid Messaoud Boudjeriou

à la suite d'un accrochage pas loin de l'endroit où elle se tenait. Le groupe était alors obligé de se déplacer du côté de Zamane, à 15 km de Skikda, pour poursuivre le conclave. Sur place, les travaux de cette réunion avaient repris normalement. Zighoud Youcef avait alors abordé plusieurs points : *primo*, le recensement des armes disponibles au niveau de la population ; *secundo*, le recensement des Algériens qui travaillaient au niveau des carrières et des mines pour pouvoir récupérer éventuellement des explosifs ; *tertio*, le lancement d'un avertissement aux notables algériens qui continuaient à siéger dans les assemblées contrairement à l'appel du 1er novembre qui stipulait que plus personne n'avait le droit de parler ou de participer au nom du peuple algérien sauf le FLN ; en même temps, il avait été décidé de donner un avertissement au gens qui voulaient constituer la troisième voie et soutenir la politique de Soustelle. Zighoud Youcef voulait à travers ce soulèvement desserrer l'étau sur les Aurès assiégés depuis longtemps, faire pression sur l'opinion internationale et inscrire la question algérienne au niveau de la session du conseil de sécurité de l'ONU et enfin exprimer la solidarité des Algériens avec le Sultan du Maroc Mohammed V déposé par les Français. Zighoud avait désigné, lors de cette réunion, les responsables qui devaient procéder aux attaques.

Mémoria : Zighoud Youcef avait, paraît-il, convoqué une autre réunion pour donner aux différents responsables des consignes précises.

Ahmed Boudjeriou : Effectivement, Zighoud avait organisé un autre conclave au niveau de djebel El Ouahch, au lieu dit El Hamaydha, chez les Boudersa, non loin de la ferme tenue par la famille Boukhalkhal. Ce jour-là, Zighoud avait consacré plus de temps pour l'équipe de Constantine dirigée par Messaoud Ksentini, Aouatti Mustapha et Zamouche Ammar. Il avait tenu personnellement à se réunir avec les représentants de Constantine, parce que cette ville était le chef-lieu du département. Il voulait alors s'assurer que les préparatifs étaient bien lancés. Seulement, en les quittant et en montant sur son cheval, il avait lancé cette phrase : *« Rappelez-vous que le 1er novembre, nous avons attaqué à minuit, le samedi 20 août 1955, nous allons attaquer les villes et villages à midi. »* Donc, le 20 août avait été le jour d'une attaque qui avait provoqué un tonnerre dans la Zone II. L'offensive avait donné un nouveau souffle à la révolution. Et la lutte avait pris de l'ampleur et plus d'envergure. A partir de là, la révolution avait été mise sur les rails, elle sera réorganisée plus tard lors du 20 août 1956 à La Soummam.

Mémoria : Pouvez-vous nous parler, maintenant, de la stratégie adoptée lors de l'offensive ?

Ahmed Boudjeriou : Au niveau de Constantine, il y avait eu sept groupes parmi lesquels on peut citer le groupe des bombes et celui des *fidayîn*. Des missions spéciales étaient confiées à chaque groupe pour notamment s'attaquer à certains notables algériens de la ville. Pourquoi des missions spéciales ? Parce que, comme je l'ai déjà dit, certains notables constantinois avaient été avertis de se séparer de la ligne de Soustelle et avaient été sommés d'abandonner les assemblées dans lesquelles ils continuaient à siéger. Donc, ce jour-là, plusieurs d'entre eux étaient ciblés. Mais je dois le dire, beaucoup de notables avaient eu ce jour-là la vie sauve, car ils ne se trouvaient pas dans les lieux habituels. D'une manière générale, la stratégie était simple : il fallait s'attaquer aux infrastructures : il fallait couper les ponts et scier les poteaux télégraphiques, et surtout isoler, au niveau des campagnes, les fermes des colons. Les principales attaques avaient eu lieu à Skikda. A Skikda justement, ce

jour-là, un bateau plein d'émigrés algériens accosta au port de la ville, ses malheureux voyageurs quittèrent le port au moment où l'armée coloniale avait commencé brutalement la répression. La plupart d'entre eux furent massacrés. La répression fut particulièrement aveugle à Skikda où les victimes furent placées au stade du 20 Août avant d'être enterrées dans une fosse commune. Les représailles au niveau de Ain Abid, faut-il le signaler, avaient entrainé l'exécution d'un très grand nombre de familles connues, notamment les El Hadef El Okbi, les Benboualia, les familles Akkour et beaucoup d'autres. Les représailles féroces avaient fini par creuser davantage le fossé qui séparait les Algériens de la communauté européenne. A partir du 20 août donc, c'était une toute autre logique de lutte qui était mise en place, une toute autre vision de la vie, c'était la guerre en transe qui avait commencé. Et pour revenir à Constantine, une petite anecdote mérite d'être rappelée ici : un certain Tniou avait été chargé de hisser le drapeau algérien quelque part dans la ville. Ce dernier n'avait pas trouvé mieux alors que de se rendre à la vieille ville au niveau de Rahbet Essouf où il avait hissé le drapeau algérien au sommet du minaret de la mosquée de Sidi Lakhdar. Suite à quoi, tout le monde appelait le brave Tniou : Tniou Laalam.

El Djzaïr.com : Une dernière question, Monsieur Boudjeriou. Comment l'organisation de la lutte révolutionnaire avait-elle évolué, avant et après le 20 août, dans la ville de Constantine où vous avez, vous-même, activé alors que vous aviez à peine 16 ans ?

Ahmed Boudjeriou : Constantine, comme vous le savez, était représentée par sept membres lors de la réunion des 22 dont quatre avaient fini par se rebiffer. Didouche et Boudiaf s'étaient retrouvés devant une situation très difficile. Il fallait donc trouver quelqu'un pour la diriger. Constantine n'était pas une région. C'était un simple secteur. Le contact entre Didouche et Zighoud par le biais de Bakhouche Saci avait permis de rallier mon frère Messaoud à la cause nationale. De fait, il avait été chargé de réorganiser de nouveau la ville de Constantine. Au début de la lutte armée de novembre 1954, il n'y avait pas vraiment d'action dans la ville, si ce n'était la distribution de quelques tracts. A partir du 3 avril 1955, date des premiers attentats organisés par Si Messaoud et Ammar Talaa, Constantine entre en guerre. Le 7 mai 1957, Si Messaoud monte au maquis où il est confirmé dans son poste de responsable de la ville de Constantine par Zighoud Youcef. Du 30 avril 1955 au 30 avril 1956, 101 attentats avaient été perpétrés dans la ville de Constantine. Après le Congrès de la Soummam, Constantine avait été érigée en région (Region 2 de la Wilaya II) avec comme responsable toujours Si Messaoud. Et en 1958, après le retour de Si Ali Kafi, parti en Tunisie pour assister à la réunion du COM, Constantine fut érigée en Zone autonome après accord du CCE. Désigné à la tête de cette Zone, Si Messaoud avait préféré installer son PC à l'extérieur de la ville, avant de la répartir en trois régions, divisées chacune en trois secteurs et chaque secteur en quartiers. Une telle organisation avait facilité les opérations commandos, les opérations de ravitaillement et l'action de propagande et d'information. Tout cela avait poussé les autorités coloniales à mettre en place un dispositif pour l'encerclement de la ville à travers notamment l'installation des SAS (Sections administratives spécialisées) des SAU (Sections administratives urbaines) – Six SAU était implantées à Constantine. Ce dispositif militaire qui quadrillait la ville avait imposé des fiches de contrôle à tous les foyers. Fiches sur lesquelles étaient portés les noms des locataires. Et à chaque fois qu'il y avait une personne qui venait en plus, elle devait être signalée automatiquement au niveau de la police. Pour mener ses actions au niveau de la ville de Constantine, dans ses conditions, Si Messaoud utilisait les *fidayîn*, le RPI (Renseignements, Propagande, Information) et les réseaux de collecte et de ravitaillement. Parallèlement, l'administration coloniale avait institué le secteur opérationnel commandé par le commandant Rodier qui avait son PC à la cité Ameziane, devenue l'un des plus grands centres de torture d'Algérie. Tous les fidayîn, les moussebline et les militants qui étaient arrêtés étaient systématiquement conduits à la cité Ameziane pour y subir des tortures. Malgré cet encerclement, le chef de cette zone, Si Messaoud, arrivait à faire pénétrer les commandos à l'intérieur de la ville pour commettre des attentats, jusqu'au 28 avril 1961, date de sa disparition, mort au champ d'honneur dans la région du Collo. Constantine enfin fut une ville qui n'avait jamais perdu le sens de la guérilla urbaine. Elle fut la citadelle du *fida* grâce aux actions menées par Si Messaoud à la tête de cette zone.

I. K.

Commémoration du 50e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie

Le ministère des Moudjahidine au cœur des festivités

Il y a 50 ans, l'Algérie se libérait du joug colonial, après 132 ans d'occupation et plus de 7 ans de lutte armée. Pour commémorer cette date marquant le début d'une nouvelle ère pour l'Algérie, le gouvernement algérien, à sa tête le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a décidé d'inscrire l'événement dans une symbolique très forte, en initiant un vaste programme de festivités, visant à célébrer l'Algérie indépendante, à exorciser les démons du passé et à rendre hommage à tous ceux qui ont donné leur vie en sacrifice pour voir se briser les chaînes de l'oppression.

Par Hassina AMROUNI

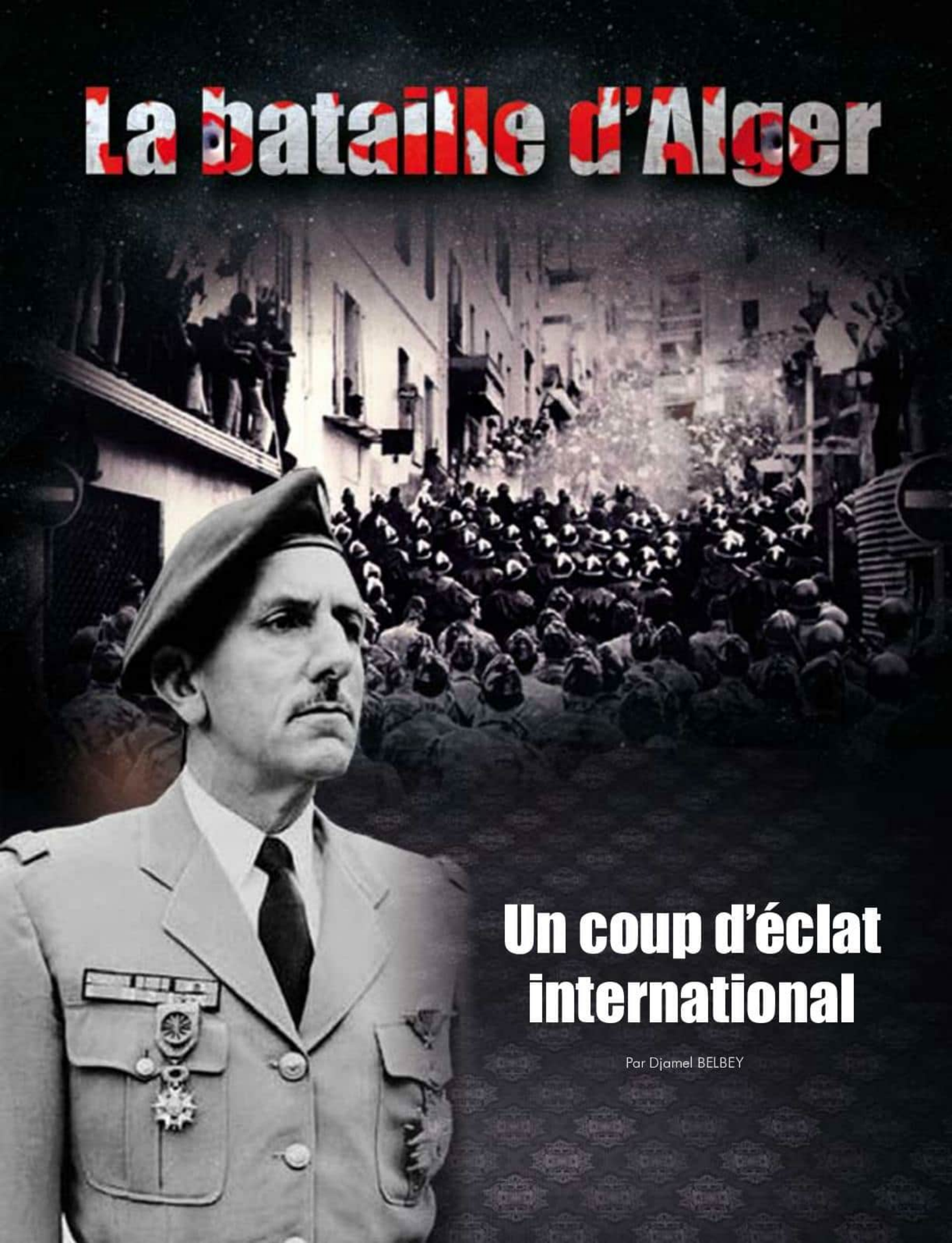
Sollicité par *Mémoria* pour nous dévoiler les grandes lignes de ce programme de festivités prévu jusqu'au 5 juillet 2013, Abdelaziz Béchène, chef de cabinet de Mohamed Chérif Abbès, ministre des Moudjahidine, nous a reçus au siège du ministère avec beaucoup de déférence et a répondu à nos questions avec sollicitude. Selon notre interlocuteur, les premiers préparatifs pour cet événement ont été entamés il y a plus d'une année, d'abord au niveau de la Commission permanente de préparation des cérémonies commémoratives des journées et des fêtes nationales, puis au sein de la Commission nationale gouvernementale chargée de la préparation du cinquantenaire de l'indépendance, installée par le Président Abdelaziz Bouteflika et présidée par Ahmed Ouyahia, Premier ministre. Constituée de plusieurs ministères (Moudjahidine, Défense, Education, Intérieur, Enseignement supérieur, Finances, Culture, Tourisme…), cette commission a, dès le départ, impliqué toutes les forces vives du pays afin d'insuffler à cet événement tout le dynamisme requis. Un événement qui est, comme l'a déclaré Abdelaziz Bouteflika, une occasion idoine pour «la réconciliation de la nation avec son histoire» et permet également de «tisser des liens solides entre les nouvelles générations et le combat des aïeux et des ancêtres, de mettre en évidence le patrimoine culturel, civilisationnel et historique de notre nation qui fut le socle du combat et de la lutte pour le recouvrement de son indépendance et sa libération des liens de l'injustice et de l'occupation». Très diversifié, le programme arrêté pour cette importante célébration répond aux aspirations et aux attentes des différentes tranches de la société. Il comprend des expositions, des conférences, des hommages, des activités de jeunes, des spectacles artistiques, des concerts… Et Abdelaziz Béchène de préciser : «Même nos représentations diplomatiques à l'étranger ont tracé un programme de manifestations afin de mieux faire connaître le combat de l'Algérie pour son indépendance et faire rayonner l'image du pays en dehors de nos frontières». Ainsi, et dans le but de mettre en exergue toutes les réalisations sectorielles depuis 1962, une exposition sur la mémoire et les différentes réalisations se tiendra tout au long de l'année au Palais des Expositions (Safex) des Pins-Maritimes et verra la participation de plusieurs secteurs ministériels. Cette exposition, qui sera accompagnée d'activités scientifiques, culturelles et artistiques, permettra de «valoriser la mémoire collective du peuple algérien et de faire la lumière sur les épopées héroïques et les grands sacrifices consentis pour arracher son indépendance et établir sa souveraineté sur l'ensemble du territoire national par divers documents, photos, cartes géographiques, témoignages, œuvres, recherches, études historiques, films…».

Hommages et décorations

Au cours de cette année de célébration, des femmes et des hommes, qui ont honoré l'Algérie depuis 1962, recevront des distinctions honorifiques. Parmi ces personnalités, des étrangers qui ont pris part à la guerre de libération, par leurs prises de positions courageuses ou leurs écrits engagés. A noter que ces distinctions honorifiques concerneront, par ailleurs, les majors de promotion à tous les niveaux éducatifs (primaire, moyen, secondaire) ainsi que les lauréats des universités, des écoles de l'enseignement supérieur, instituts et centres de formation. Concernant les activités de jeunes – et puisque le 5 Juillet c'est aussi la fête de la jeunesse –, le programme de festivités du cinquantenaire prévoit un large éventail d'activités comprenant les Algériades, des représentations chorégraphiques réalisées par les jeunes symbolisant l'indépendance et la jeunesse. La manifestation a eu lieu le 5 juillet au Complexe olympique Mohamed-Boudiaf et a réuni 15000 jeunes venus de différentes régions du pays. Au volet musical, le ministère de la Culture a programmé environ 700 activités musicales, chorégraphiques, théâtrales et théâtre de proximité. L'inauguration de ce programme s'est faite par un grand concert donné par l'Orchestre symphonique national, le 5 juillet, et une opérette musicale et chorégraphique intitulée «L'Algérie glorieuse», présentée dans la soirée du 4 juillet au Casif de Sidi Fredj, suivie d'un magnifique feu d'artifice qui a illuminé le ciel d'Alger d'un festival de couleurs. Lors de notre entretien avec Abdelaziz Béchène, ce dernier nous fera savoir que 500 ouvrages seront publiés, traduits et réédités par le ministère des Moudjahidine dans le cadre de cette célébration. Il nous indiquera, par ailleurs, qu'un appel a été lancé aux jeunes créateurs ou réalisateurs afin de mettre leur talent à profit pour proposer des œuvres cinématographiques dévoilant la véritable image du colonialisme mais aussi des œuvres évoquant le parcours de chouhada et symboles de la révolution. Selon lui, quelque 200 œuvres ont été réceptionnées et seront soumises à la lecture et à la sélection. D'autre part, un autre concours a été lancé pour la réalisation de longs métrages sur certains monuments de la Révolution, à l'image de Larbi Ben M'Hidi, du colonel Lotfi, de Zighoud Youcef, d'Ahmed Bougara, d'El Haoues et d'Amirouche. Enfin, il faut savoir que le ministère des Moudjahidine dont le souci est de veiller à ce que nos martyrs restent des repères symbolisant «le défi et la victoire» multiplie les efforts pour la protection et la sauvegarde des sites et lieux liés à la mémoire nationale, cela va de la restauration et de la maintenance des cimetières de chouhada et des centres de torture, à la sauvegarde des sites historiques en général.

H.A

La bataille d'Alger



Un coup d'éclat international

Par Djamel BELBEY

Récit

Le 7 janvier 1957, 8 000 hommes de la 10e Division de parachutistes, de retour de la campagne de Suez, débarquent dans Alger avec pour mission de « pacifier » la ville et de démanteler l'organisation du FLN, à la suite du soulèvement de la population musulmane algérienne. La division est commandée par le général Jacques Massu, à qui le pouvoir civil représenté par Robert Lacoste, ministre résident en Algérie, vient de donner les pleins pouvoirs, assisté des colonels Marcel Bigeard, Roger Trinquier, Fossey-François Yves Godard et Paul-Alain Léger. Ainsi, venait de commencer « la bataille d'Alger ».

Cela fait trois ans que la révolution du 1er novembre 1954 a été lancée. La question algérienne est débattue à l'ONU, mais n'avance pas, et les discussions secrètes menées à Belgrade ou à Rome durant l'été 1956 entre les deux parties sont rompues. Pour plus d'impact, les dirigeants du FLN décident, lors du congrès de la Soummam en 1956, de porter la résistance des maquis vers la ville, à Alger notamment. Un réseau de poseurs de bombes – constitué de jeunes femmes habillées à l'européenne, Djamila Bouhired, Samia Lakhadi et Zohra Drif –frappe la communauté européenne au cœur d'Alger, dans la rue d'Isly, au Milk Bar, à l'Otomatic et à la Cafeteria. De janvier à mars 1957, les attentats font des dizaines de morts, blessés et mutilés et retentissent jusqu'à Paris.

Le pouvoir civil, dépassé, fait appel aux militaires, au général Massu, qui contrôle désormais les pouvoirs de police, régnant non seulement sur sa division, la 10e DP (Division parachutiste, 4 régiments), mais aussi sur la police urbaine et judiciaire, la DST, le Groupe de renseignements et d'exploitation (GRE), le SDECE (service de contre-espionnage) et son bras armé, le 11e Choc (3 200 parachutistes), le 9e régiment de zouaves implanté dans La Casbah, 350 cavaliers du 5e régiment

Lacoste, Salan et Massu à l'arrière plan

Des parachutistes français

de chasseurs d'Afrique, 400 hommes du 25e régiment de dragons, 650 hommes des deux détachements d'intervention et de reconnaissance, 1 100 policiers, 55 gendarmes, 920 CRS et quelque 1 500 hommes des Unités territoriales (UT), composées pour l'essentiel de pieds-noirs ultras et dirigées par le colonel Jean-Robert Thomazo.

Le préfet Serge Barret signe le 7 janvier 1957, sur ordre du ministre résident Lacoste, une délégation de pouvoirs au général Massu, disposant que « sur le territoire du département d'Alger, la responsabilité du maintien de l'ordre passe, à dater de la publication du présent arrêté, à l'autorité militaire qui exercera les pouvoirs de police normalement impartis à l'autorité civile ». Massu est chargé par ce décret « d'instituer des zones où le séjour est réglementé ou interdit ; d'assigner à résidence, surveillée ou non, toute personne dont l'activité se révèle dangereuse pour la sécurité ou l'ordre public ; de réglementer les réunions publiques, salles de spectacle, débits de boissons ; de prescrire la déclaration, ordonner la remise et procéder à la recherche et à l'enlèvement des armes, munitions et explosifs ; d'ordonner et autoriser des perquisitions à domicile de jour et de nuit ; de fixer des prestations à imposer, à titre de réparation des dommages causés aux biens publics ou privés, à ceux qui auront apporté une aide quelconque à la rébellion».

Bref, l'armée est investie des pouvoirs de police et chargée des missions normalement imparties à celle-ci, à la différence près qu'elles peuvent désormais être exercées en dehors de tout cadre judiciaire.

Ce qui fut fait. Massu emploie largement des moyens peu conventionnels : la torture (torture à l'électricité ou gégène, baignoire, pendaison…). L'usage de tels moyens soulève une polémique durable en France, essentiellement en métropole qui n'est pas encore

touchée par le conflit armé, tandis qu'en Algérie, elle contribue à solidariser une partie de la population autochtone autour du FLN.

À l'arrivée des parachutistes, le FLN réplique par une vague d'attentats meurtriers. Notamment, le 26 janvier, où des bombes qui explosent dans trois cafés de la ville font 5 morts et 34 blessés. Le FLN lance ensuite un mot d'ordre de grève générale pour le 28 janvier. Les parachutistes brisent la grève en quelques jours, ouvrant les magasins de force, allant chercher à domicile avec des camions les travailleurs et les fonctionnaires absents au travail.

L'unité du général Aussaresses, dénommée « Escadron de la mort », a arrêté, selon ses propres dires, 24 000 personnes pendant les six mois de la « bataille d'Alger », dont 3 000 ont disparu.

Durant le printemps 1957, ce sont en moyenne 800 attentats (fusillades ou explosion) par mois qui seront perpétrés dans la capitale. Une directive du Comité de coordination et d'exécution (CCE) du FLN à Tunis affirme : « Une bombe causant la mort de dix personnes et en blessant cinquante autres équivaut, sur le plan psychologique, à la perte d'un bataillon français. »

Perquisition dans La Casbah d'Alger

La Casbah d'Alger étant entourée de barbelés, tous ceux qui y entrent ou en sortent sont fouillés. Le colonel Trinquier met en place le Dispositif de protection urbaine (DPU) qui consiste à ficher systématiquement tous les habitants d'un immeuble et à désigner un responsable de cet îlot. Les arrivants sont systématiquement interrogés pour chercher à découvrir des clandestins ou des maquisards venus en liaison. La mise en place du couvre-feu permet d'arrêter les suspects à domicile, en dehors de toute légalité. Interrogés dans des centres de détention et de torture, ces prisonniers « extrajudiciaires » sont ensuite exécutés ou « retournés ».

Le 16 février 1957, les hommes du colonel Bigeard capturent Larbi Ben M'hidi, coordonnateur des actions armées à Alger. Torturé, il sera exécuté quelques jours plus tard par l'armée française qui le pendra (5 mars). Ben M'hidi laissera à la postériorité une célèbre réplique lancée en face de ceux qui accusaient le FLN de poser des bombes : « Donnez-nous vos bombardiers, on vous donnera nos couffins. »

De l'emploi de la torture : la gégène

La torture (gégène, baignoire, etc.) est employée. De nombreux militants du FLN sont remis à la justice, mais d'autres sont éliminés sans jugement. En même temps, bénéficiant des fichiers de la police et de la DST, l'armée arrête les Européens qui aident le FLN, dont certains sont condamnés et fusillés. Selon l'historienne Raphaëlle Branche, dont le travail a été remis en cause par une autre historienne, Louise Müller, « des communistes, des progressistes, des membres des centres sociaux ont été arrêtés, détenus au secret, torturés à Alger dans les premiers mois de l'année 1957, par le 1er RCP mais aussi par d'autres. Un régiment en particulier semble d'ailleurs s'être « spécialisé » dans les Européens : le 1er REP, des légionnaires basés à la villa Susini [...] Aucune distinction de sexe n'est opérée : les femmes aussi sont détenues puis torturées, ce qui constitue là encore une nouveauté ».

Dès le début de la guerre d'Algérie, des protestations s'élèvent en métropole contre certaines méthodes d'interrogatoire, mais celles-ci prennent de l'ampleur à partir de janvier 1957. Plusieurs personnalités prennent position. Le 25 mars, René Capitant suspend ses cours de droit à l'Université de Paris, à la suite de la mort suspecte d'un de ses anciens étudiants, Ali Boumendjel, attribuée à un suicide.

L'été 1957 marque un tournant pour la bataille d'Alger. Le 4 juin, quatre bombes dissimulées dans des lampadaires explosent vers 18h 30, l'heure de sortie

Quadrillage de la Casbah par des troupes françaises

Arrestation de Yacef Saâdi

des bureaux, près d'arrêts de bus à Alger. Elles font 10 morts dont 3 enfants et 92 blessés, dont 33 seront amputés. Le 9 juin, une nouvelle bombe explose à Alger, au Casino de la Corniche, un dancing populaire auprès des jeunes, surtout des juifs de Bab-el-Oued, mais aussi utilisé comme centre de détention. La bombe, placée sous l'estrade de l'orchestre, tue 8 personnes et fait près de 100 blessés.

Le gouvernement rappelle les paras et donne les pleins pouvoirs à Massu. Cette fois, il y a un fait nouveau : la « bleuite » et ses « bleus de chauffe », d'anciens militants du FLN retournés et qui travaillent pour le Groupe de renseignements et d'exploitation (GRE) dirigé par le capitaine Léger dans La Casbah d'Alger. Non seulement ils renseignent sur les réseaux, mais ils les infiltrent. Fin août, lors d'une opération, 14 bombes sont découvertes, et le reste de l'état-major de la Zone autonome d'Alger est mort, en prison ou retourné, à l'exception de deux hommes, le chef, Yacef Saâdi, et son adjoint, Ali la Pointe. Le 24 septembre, Yacef Saâdi est à son tour arrêté et le 11 octobre 1957, les parachutistes localisent la cache du dernier chef vivant du réseau FLN encore en liberté, Ali la Pointe. Ali la Pointe et ses compagnons, sur le point de rejoindre le maquis, ils ont été surpris dans leur cache par les parachutistes français leur intimant l'ordre de se rendre. Ali la pointe, Hassiba Benbouali, P'tit Omar et Bouhamidi refusent de se soumettre à cette injonction. L'immeuble du quartier de La Casbah d'Alger dans

Fouille corporelle à la basse Casbah

lequel ils se sont retranchés, rue des Abdérames, est plastiqué, causant le décès de ses occupants et faisant plusieurs victimes civiles. Ainsi venait de se terminer le dernier épisode de la bataille d'Alger, après avoir causé la mort de membres du FLN, la disparition de civils suspectés de collaborer au mouvement indépendantiste et d'œuvrer contre les intérêts français, comme Maurice Audin, membre du Parti communiste algérien (PCA), et l'arrestation de Henri Alleg. Cependant sur le plan politique, « la bataille d'Alger » a donné un retentissement international à l'action du FLN.

D.B.

Ruines de la maison, située au 5, rue des Abdérames, qui a servi de cache à Ali la Pointe, Hassiba Ben Bouali, P'tit Omar et Bouhamidi, après sa destruction par les paras du 1er REP, le 8 octobre 1957

Abderrahmane Yacef évoque le parcours de son frère Omar Yacef

« P'tit Omar a fait un grand rêve »

Troisième garçon d'une fratrie de dix enfants, Abderrahmane remonte dans le contexte de l'époque pour ressusciter les événements tels qu'il les a vécus et partagés avec son frère cadet, Omar Yacef, surnommé « P'tit Omar ». Il exhibe fièrement sa ressemblance avec lui, « comme deux gouttes d'eau », en poussant les détails jusqu'à dire : « Quand j'avais son âge, tout le monde m'appelait Omar, tellement on se ressemblait. D'ailleurs, nous avions un point commun : deux orteils collés au niveau du pied.» Abderrahmane ne s'efforce point de convoquer sa mémoire. Elle coule de source et d'une limpidité telle qu'elle lève le voile sur plusieurs facettes de la vie et de la mort du plus jeune chahid de la Révolution.

Par Djamel BELBEY

Témoignage

P'tit Omar, Ali la Pointe, Yacef Saâdi et les poseuses de bombes

Mémoria : A évoquer votre frère, quelle est l'image qui revient le plus souvent dans votre esprit ?

Abderrahmane Yacef : L'image que je retiens le plus, c'est celle de son enterrement. Je n'avais encore que cinq ans, mais cet enterrement je ne l'oublierai jamais. On était partis à pied de la rue des Abdérames, là où il est né et est mort. Je suivais le mouvement en silence, dans la dignité. Ce dont je me souviens le plus, à travers les témoignages des cousins et des personnes du quartier, plus âgés que lui, ce sont pas mal d'anecdotes de son enfance. Omar avait quelque chose d'extraordinaire, c'était sa justesse. Il était justicier dans un sens. Par exemple, il n'aimait pas qu'un petit soit tapé par plus âgé que lui. Il avait aussi le sens du négoce. En été quand il faisait très chaud, il achetait de la glace qu'il revendait après l'avoir râpée et lui avoir ajouté du sirop. Il s'était associé à un autre jeune du quartier qu'on appelait « Omar El Blidi ». Dès qu'il terminait le bloc de glace, il remontait au quartier pour partager la recette 50/50 avec son associé. Il partageait à nouveau sa part avec son cousin, Mahmoud, qu'il prenait toujours avec lui.

Mémoria : Étiez-vous au courant de ses activités au sein de la Révolution ?

Abderrahmane Yacef : Il avait pris conscience bien avant le déclenchement de la révolution en 1954. Sa prise de conscience remonte au temps où mon père, membre du PPA, le prenait avec lui aux réunions clandestines auxquelles il participait à la Casbah. Il avait été influencé dès son jeune âge. C'était un garçon très discret, qui « absorbait » beaucoup de choses, mais ne parlait pas. Il ne faut pas oublier que

la demeure de la famille Yacef au 3 rue des Abdérames était une maison de révolutionnaires. C'était le PC de la bataille d'Alger par la suite. Tous les grands étaient passés par là, Rabah Bitat, Krim Belkacem et Larbi Ben M'hidi, pour ne citer qu'eux. Quand je dis notre maison, c'est tout le monde, hommes et femmes qui contribuaient à cela. Il avait ouvert les yeux et voyait qu'il y avait des injustices, entre nous, « les indigènes », et les pieds-noirs. Puis s'était développé chez lui cet esprit de faire sortir le colonialisme. Par rapport aux jeunes de son âge, il avait des atouts pour vivre mieux, mais il les avait laissés tomber. Et comme son oncle, Yacef Saâdi, était « le patron » de la Zone autonome d'Alger, voyant en lui quelqu'un de discret, il l'avait « utilisé ».

Mémoria : Quel était donc son rôle exactement ?

Abderrahmane Yacef : Au départ, c'était un rôle mimine. Mais avec le temps les responsables, dont son oncle, avaient vu qu'il pouvait faire beaucoup de choses. Il avait commencé par l'utiliser comme agent de liaison, pour transmettre et reprendre des documents, puis les armes. Même nos parents ne le savaient pas. Comme nous habitions la Casbah, il prenait son cartable du hall de la maison. Et lorsque ma mère lui demandait où il allait, il disait qu'il allait à l'école. Mais il vidait le cartable des affaires de l'école et y mettait ce qu'on lui avait donné comme documents. Omar connaissait tout le monde à La Casbah. Maison par maison, ruelle par ruelle et famille par famille. La Casbah, c'était chez lui. Cela l'avait beaucoup aidé. Pendant la grève des huit jours, Omar avait joué un grand rôle. Il avait organisé son équipe d'une trentaine de gosses pour la distribution de la nourriture aux gens qui vivaient dehors, à la Casbah. Les gens étaient désemparés et avaient le moral très bas. Il leur parlait de la révolution, de la victoire toute proche. Il passait de maison en maison pour la distribution de la nourriture. Il faisait un travail extraordinaire, d'adulte et de responsable, en fait.

Mémoria : Tout en continuant à avoir sa vie de gosse, il activait pour la révolution ?

Abderrahmane Yacef : C'est ce qui était extraordinaire chez lui. Il faisait semblant de jouer aux billes et au ballon, avec les garçons de son âge, mais quand il était chargé d'une mission, personne ne le savait. Il arrivait à avoir une double vie, une double personnalité. Mais les parachutistes à Alger et le fameux Massu récoltèrent des informations et commençaient à parler du gosse « P'tit Omar » et à le rechercher. À partir de là, Omar rentra dans la clandestinité jusqu'à sa mort. Je vous raconte une anecdote. Trois jours avant la découverte de leur cache et après que Yacef Saâdi eut été capturé, ma mère était à la maison. Quand elle vit Omar sauter de terrasse en terrasse, elle était toute affolée. « Fais attention, qu'es-tu venu faire ici, ils te cherchent, ils vont et viennent tout le temps », lui dit-elle. Parce que les militaires français faisaient de fréquentes descentes chez nous, ouvraient les armoires. Avec leurs poignards, ils déchiraient tous les costumes de mes oncles. Omar lui dit : « Ayi (maman), je demande une chose : je voudrais passer juste une nuit avec mes frères. » Mon père voulait le voir aussi, parce que pendant six mois personne ne l'avait vu. Mais ma mère lui répondit : « Il n'en est pas question. Tu es recherché.» Quatre jours plus tard, on a appris sa mort. Mon père est parti avec ça. Il a reproché à ma mère de ne pas l'avoir laissé le voir, au moins deux minutes.

Mémoria : Qui avez-vous pour habitude de recevoir chez vous parmi les militants de la Zone autonome d'Alger ?

Abderrahmane Yacef : Rabah Bitat, quand il débarquait à Alger, venait chez nous. Mon oncle lui donnait un coin où dormir, chez nous dans la maison familiale, avant qu'il ne soit arrêté. Quand il fallait avertir les femmes de son entrée, je leur disais : « Voici venu radjel l'bita (le locataire de la chambrette) ». Je le désignais ainsi. Il y avait aussi Krim qui venait chez nous. Son fils, qu'il avait ramené de Kabylie, dormait chez nous. Ali la Pointe aussi, que tout le monde connaissait. Vous savez P'tit Omar était la première personne à avoir rencontré Ben M'hidi et l'avoir ramené à la Casbah. Il y a une anecdote à ce propos. Un jour P'tit Omar et Ben M'hidi avaient rendez-vous au boulevard de la Victoire, dans une boulangerie d'un militant, Hamid Chibane. Ben M'hidi n'y avait jamais mis les pieds. Il descendit avec lui la rue Porte-Neuve pour rejoindre la rue de la Grenade, le quartier où Saâdi avait son

PC également, pas loin de la rue des Abdérames. C'est aussi le quartier où naquit Djamila Bouhired. En descendant la rue, une patrouille de l'armée française venait en sens inverse. Omar, d'un reflexe extraordinaire, fit rentrer Ben M'hidi dans l'une des maisons dont la porte était laissée ouverte, puisque sur ordre du FLN tous les habitants de la Casbah devaient laisser leurs portes ouvertes. Ben M'hidi n'avait rien compris. Omar le fit ainsi monter à la terrasse. Ils en redescendirent au bout de quelques instants pour être au lieu du rendez-vous avec Saâdi. Là, Ben M'hidi dit à Saâdi : « Je prends avec moi ce garçon. » Saâdi répondit : « Tout, sauf Omar !» Il lui ordonna de lui donner un insigne de fidaï, à titre symbolique.

Mémoria : Comment fut découverte la cache ?

Abderrahmane Yacef : C'est simple, la lettre qui fut écrite par Hassiba et dictée par Ali la Pointe atterrit au 2e bureau. Elle était adressée à Saâdi. Comment et par qui ? Seule l'histoire le dira un jour. Mais une chose est certaine, cette lettre est bel et bien tombée entre les mains de l'ennemi. Ali, Hassiba et Omar devaient monter au maquis. Quelqu'un répondant au nom de Sabi Sadek devait les y emmener. C'était une simple question de temps. Ce temps a joué contre eux et leur cache a fini par être découverte. La suite est connue de tous.

P'tit Omar

Mémoria : Il y a beaucoup de choses qui ont été dites à propos du plastiquage de la maison, qu'il y avait des bombes dissimulées dans la cage, qu'en est-il au juste ?

Abderrahmane Yacef : Il n'y avait rien du tout. On ne peut pas emporter des bombes là où on se cache soi-même. On a souvent parlé de la mort de Ali la Pointe, Hassiba Benbouali, P'tit Omar et Mahmoud Bouhamidi, qui était un agent de liaison, mais on n'a jamais parlé des victimes civiles. Il y a eu des gosses de quatre ans. 18 à 20 personnes sont mortes dans cette maison. Les paras ont « dosé » les bombes, pour faire le maximum de victimes.

Mémoria : P'tit Omar est mort à treize ans…

Abderrahmane Yacef : Oui, il est né au 3 rue des Abdérames et est mort au 5 de la même rue. Une question de fatalité. Omar, était très amoureux des animaux. Il était à la Casbah parmi les champions de l'élevage des pigeons. Il avait aussi le sens de la responsabilité. Omar avait un vélo qu'il donnait à louer à quelqu'un de son âge, qui prenait sa part et donnait le reste à ma mère. Ma mère est restée très affectée par le décès de mon frère. Elle est décédée en 2007 après avoir souffert pendant quatre ans de la maladie d'Alzheimer. Auparavant, Souhila Amirat est allée la voir, pour les besoins de son livre-témoin. Elle l'a trouvée ce jour-là figée sur une image de l'arrestation de Omar. Elle était la seule qui savait que son fils était à l'intérieur de la cache. Quand ils avaient commencé à mettre les fils pour le plastiquage, elle implorait : « O, mon Dieu, donne-moi patience et sagesse.» Donc, après l'explosion, mon père est allé sur les lieux et a identifié P'tit Omar, grâce aux deux orteils collés, et Ali qu'il connaissait pour l'avoir entraîné à la boxe et par son tatouage qu'il avait au niveau du mollet. Après l'enterrement, mon père demanda à mon frère Moh Akli, qui avait à peine dix-sept ans, de venger son frère. C'est comme cela qu'il est parti, en France, puis en Suisse, pour être ensuite enrôlé dans l'armée des frontières, et s'est retrouvé militaire dans l'armée de Boumediene.

D. B.

La famille Belazzoug de Béni Laâlam

La Révolution dans le sang

Par Assem MADJID

Perché au sommet de la montagne, le village Beni Laâlam respire la sérénité en cette période de grande chaleur. Surplombant Oued Lechbour, il dégage une étrange impression de quiétude mais aussi d'agitation rien qu'en évoquant les glorieux moments vécus au temps du combat libérateur. Des moments si ancrés dans la mémoire collective que n'importe qui de ses habitants peut aisément déclamer au détour d'une rencontre. Béni Laâlam a une longue histoire avec la guerre de Libération. Il suffit de prêter l'oreille aux récits de ce que ce village a enduré durant les huit années de guerre pour se rendre compte de son engagement sans faille dans le combat libérateur du joug du colonial. Plus encore, le petit cimetière des Martyrs, implanté dans la placette du village, donne un aperçu sur les sacrifices consentis par ses habitants à l'époque où la guerre faisait rage. Beni Laâlam, dans la daïra de Guenzet, administrativement dépendant de la wilaya de Bord Bou Arreridj, s'identifie à la famille Belazzoug dont pas moins de 34 membres sont tombés au champ d'honneur. Une famille décimée. L'histoire de cette famille martyre commence à l'aube du 1er novembre 1954 bien que bon nombre de ses enfants aient milité dans le mouvement national. Rachid Belazzoug, encore en vie, garde intacte la mémoire malgré l'usure du temps. « Depuis les évènements du 8 mai 1945, on savait que le déclenchement de la guerre était proche » répète-t-il comme pour exprimer une conviction collective de toute sa tribu éparpillée sur bon nombre de villages imbriqués les uns les autres. Chréa, Guenzet, Béni Laâlam et bien d'autres bourgs environnants « bouillonnent » à l'approche de l'heure de vérité. La crise du MTLD ne fait que renforcer la conviction des habitants, tous, ou presque, acquis à l'action armée. L'éclatement de la guerre affermit les rangs de la famille Bellazzoug dont tous les membres se sont rangés aux côtés du FLN. La région grouille de Messalistes non encore convaincus de la justesse de la cause. « Etant en France, j'ai acheté deux revolvers espagnols et deux fusils Merlitz », ajoute Rachid pour confirmer le bien fondé de la détermination des Belazzoug à en découdre avec l'ennemi. En 1955, quelques mois après le déclenchement de l'insurrection armée, Tayeb Belazzoug, commerçant de son état, rejoint le maquis suivi par Mohamed dit Laâlami, l'aîné

Le moudjahid Rachid Belazzoug encore en vie

de la famille considéré à juste titre comme le héros ayant à son actif un haut fait d'arme unique en son genre.
Tayeb, connu pour le maniement des armes bien avant 1954, est le premier à ouvrir le bal des batailles dans la région, appuyé par sa femme et son frère Abdelhamid au début de l'année 1955. Une bataille de courte durée dont l'impact est considérable sur les autres habitants, notamment les membres de la famille. Tayeb tombera au champ d'honneur en 1958 non sans avoir réussi à « contaminer » ses proches de cette fièvre libératrice.
Depuis la visite de Amirouche, de la zone 3 et Omar Ben Boulaïd, frère de Mostefa, de la Zone 1, venus, en 1955, haranguer les villageois et les sensibiliser sur l'impérieux devoir d'aider la Révolution, Béni Laâlam a donné les meilleurs de ses fils. Le premier chahid de la famille Belazzoug, Abbas Ben Lahcen, tombe au champ d'honneur les armes à la main, le 4 avril 1956 dans la bataille de Thila à quelques encablures de Béni Laâlam, arrosé pour la circonstance d'obus dévastateurs par l'aviation française. Le début d'un autre épisode meurtrier où les civils, pris pour cible, payent un autre tribut tout aussi lourd. L'histoire avec la guerre est bien plus longue pour qu'elle connaisse son épilogue dans une bataille ou un bombardement, aussi meurtriers et ravageurs soient-ils. En cette même année, autrement dit 1956, les Belazzoug, au nombre de 18, sont emprisonnés en signe de représailles et les autres sont contraints d'évacuer le village. « De grands renforts sont arrivés à Béni Laâlam et n'ont laissé aucun choix à notre famille. Soit nous leur livrons Mohamed, Tayeb et Benmaâmar, soit nous quittons le village », relate passionnément Rachid comme s'il voit défiler devant ses yeux les images de cette époque encore vivace dans sa mémoire. Eparpillée à Djaâfra et Ouled Dahmane, cette famille est non seulement « apatride » mais aussi dépossédée de tous ses biens. Les maisons et les milliers d'oliviers sont ravagés par les flammes criminelles de l'armée française. Il ne reste plus aux autres membres encore indécis que de franchir à leur tour le pas. Ainsi, Athmane, Hammoud, Mostefa, Bendjedou, Layache, Younès, Smaïl, Rabie, Aïssa, Seddik, Arezki, Khouthir, Aârab, Lakhdar, Messaoud, Abbès ont, dans un élan révolutionnaire, rejoint leurs aînés Tayeb et Mohamed, les plus aguerris au maniement des armes. Un seul nom, une seule famille et un seul mot d'ordre : combattre l'ennemi jusqu'au recouvrement de l'indépendance. La bataille qui a le plus marqué les esprits et qui fait encore la fierté de Ith Laâlam est celle menée par Mohamed, dit Laâlami, le 5 juillet 1957, cinq ans jour pour jour avant l'indépendance de l'Algérie. Le jour le plus long, le plus meurtrier, est profondément enraciné dans la mémoire collective. Le doyen des Bellazoug, tapi dans une dense végétation, la mitraillette en joue, guette le mouvement des soldats français encerclant la région. La bataille de Chréa (Guenzet), dans la Wilaya III débute quand un chien renifle la présence de Laâlami. Le crépitement des balles se fait alors entendre semant la panique dans les rangs des soldats français surpris par l'intensité des tirs. Ils n'ont même pas le temps de riposter que déjà quelques-uns sont abattus. Mohamed Laâlami oppose une farouche résistance des heures durant. Au total, sept soldats et leur chien ont trouvé la mort dans cette bataille dont les conséquences seront désastreuses pour les civils. La grande âme de Laâlami venait de s'envoler dans cette rude bataille où, seul il a tenu tête à une armée de soldats. Comme représailles, les villages sont évacués et l'artillerie lourde entre en scène pour commettre un autre carnage. Plusieurs membres de la famille Belazzoug sont déchiquetés par la pluie d'obus qui s'abat sur eux. Ce n'est là qu'un épisode héroïque de cette famille car son histoire a commencé à l'aube de l'insurrection armée mais, jusqu'à l'heure actuelle, elle n'a pas encore connu son épilogue. Une histoire sans fin que raconteront les futures générations d'autant que même des femmes, à l'image d'Ayacha Belazzoug, sont tombées, elles aussi, au champ d'honneur pour sauvegarder l'honneur de leur pays.

A.M

LISTE DE 20 CHAHID DE LA FAMILLE BELAZZOUG

1. Belazzoug Mohamed
2. Belazzoug Tayeb
3. Belazzoug Aissa
4. Belazzoug Smail
5. Belazzoug Layachi
6. Belazzoug Abdelhamid
7. Belazzoug Said
8. Belazzoug Mohamed Rezki
9. Belazzoug Hammoud
10. Belazzoug Ayacha (femme)
11. Belazzoug Younès
12. Belazzoug Aârab
13. Belazzoug Djoudi
14. Belazzoug Madani
15. Belazzoug Abbas Ben Younès
16. Belazzoug Abdellah
17. Belazzoug Ben Lahcène
18. Belazzoug Seddik
19. Belazzoug Ben Hammou
20. Belazzoug Bendjedou

Le moudjahid Athmane Belazzoug dit Rouget

De l'ALN à l'ANP

Par Assem MADJID

Portrait

L'un des rares survivants de la guerre de libération à Béni Laâlam, Athmane Belazzoug, a continué l'œuvre de sa famille dans la construction du pays. A l'indépendance, il a gardé l'uniforme militaire et ne le quittera qu'une fois parti à la retraite, avec le grade de commandant. Son parcours tant à l'ALN qu'à l'ANP fut irréprochable. Décédé quarante ans après l'indépendance (2002), il eut une vie jalonnée de sacrifice, d'abnégation et de dévouement.

Issu d'une famille révolutionnaire dont le lourd tribut payé durant la guerre ne se mesure qu'au nombre de ses chouhada tombés au champ d'honneur, Athmane prit très tôt conscience de l'absolue nécessité de combattre le colonialisme. Il n'hésita pas un instant à épouser la cause comme le feront d'ailleurs presque tous les membres de sa famille. Né en 1936 dans une famille vivant essentiellement de la terre, Athmane Belazzoug s'initia au commerce avec son père tout en restant à l'écoute des politiques de l'époque. Homme d'action, il suivait de loin l'évolution de la situation jusqu'au déclenchement de l'insurrection armée. A peine âgé de 19 ans, il rejoignit les rangs de l'ALN à l'aube de la Révolution, en 1955, dans la zone 3, plus tard érigée en Wilaya III, convaincu que seules les armes libéreraient l'Algérie du joug colonial. Enrôlé dans les rangs de l'Armée de libération nationale, il fera son baptême du feu dans la bataille de Béni Laâlam en février 1956. Le bombardement de son village par l'aviation de l'armée française contraignit sa famille à l'évacuer pour trouver refuge soit dans le maquis, pour les hommes, soit dans des bourgs environnants pour les femmes, enfants et vieillards. Ce fut à cette époque qu'il fut mis sous la coupe de Si H'mimi, le compagnon du colonel Amirouche. Athmane assistera au déroulement du Congrès de la Soummam tenu à Ouzellaguène, le 20 août 1956 sous la conduite de son chef, désigné en la circonstance pour sécuriser les lieux et les prémunir contre toute incursion ennemie. Une mission parfaitement accomplie par les éléments de Si H'mimi, appelés plus tard à en découdre avec l'ennemi dans plusieurs endroits de la Wilaya III. Avec ses compagnons d'armes, tous aguerris, Athmane Belazzoug prit part à la célèbre bataille de Thila où il fit preuve d'un courage exemplaire.

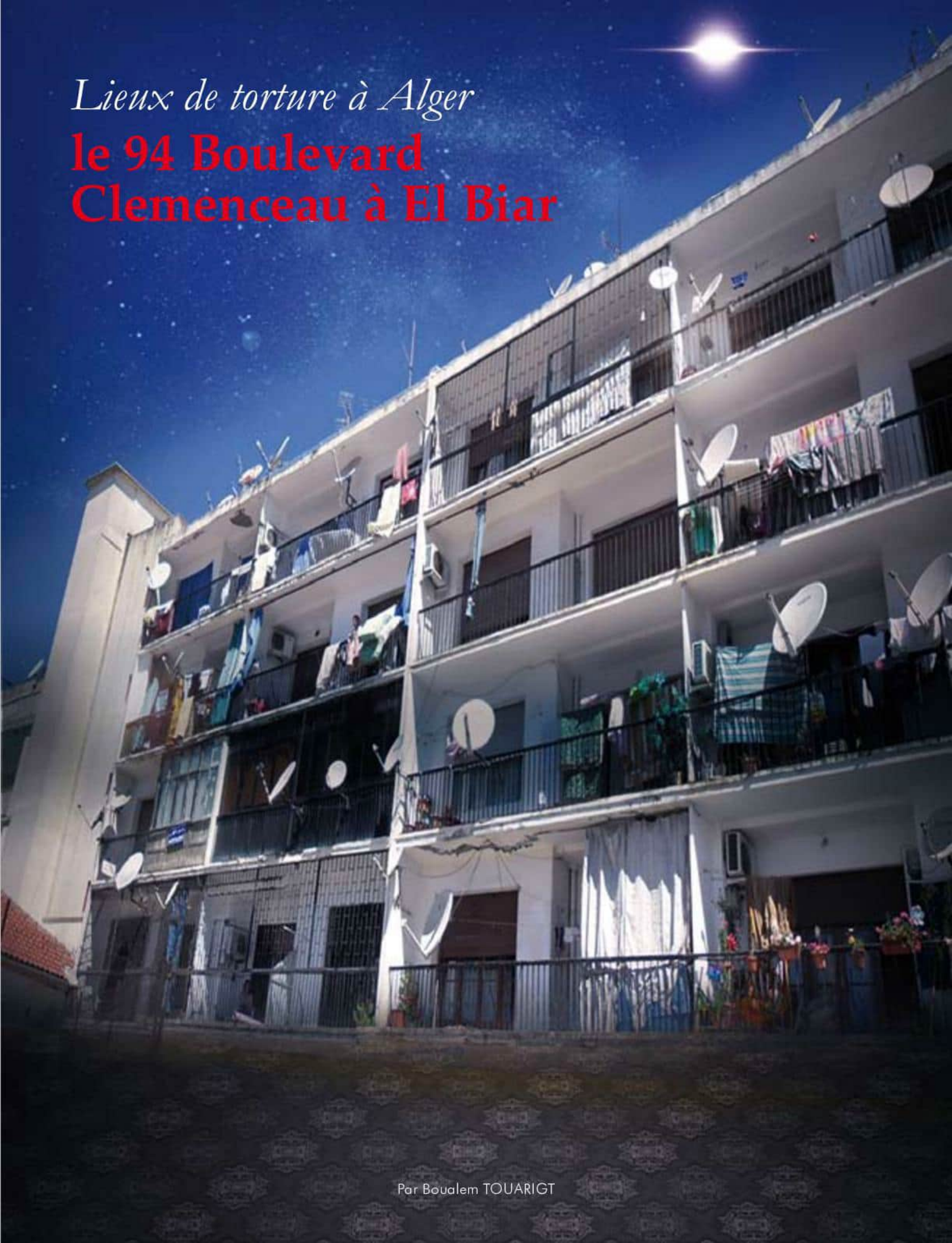
En novembre 1957, il fut grièvement blessé dans un accrochage à Ighrem où l'armée française subit de grandes pertes tant humaines que matérielles. Evacué en Tunisie, le moudjahid fut pris en charge pour des soins. Un recul forcé pour mieux rebondir et continuer à bien mener sa mission. Une fois guéri, son parcours de combattant aidant, il fut expédié en Egypte où l'attendait une mission encore plus ardue que les armes elles-mêmes. Son point de chute, les services du MALG affiliés au GPRA dans les derniers mois de l'année 1958. Il s'acquitta admirablement de sa tâche en participant activement à la planification de plusieurs activités dans des pays arabes comme la Syrie, la Libye et le Maroc. Si Athmane, le Rouget comme aimaient à l'appeler ses compagnons d'armes, fut de retour au pays au recouvrement de l'indépendance. Un retour triomphal parmi les siens mais qui ne durera pas longtemps. Le dévoué qu'il était replongea dans le bain pour se consacrer définitivement à l'édification du pays. Les témoignages de ses proches et de ceux qui l'ont côtoyé sont unanimes à lui reconnaître son amour pour l'Algérie, sa disponibilité à voler au secours des autres et surtout son sens élevé du devoir.

En 1963, il s'envola une seconde fois pour l'Egypte pour parfaire ses connaissances militaires en vue de les transmettre aux générations montantes. Une autre mission dont il s'acquitta admirablement puisqu'il fut nommé instructeur à l'Académie de Cherchell. Ses pérégrinations le mèneront dans plusieurs régions du pays où il occupera différentes responsabilités au sein de l'ANP. D'Arzew, à Tébessa en passant par Béchar, Ouargla, Blida, Bou Saâda et N'Gaous, Athmane Belazzoug sillonna l'Algérie pour inculquer aux jeunes les techniques de la guerre d'abord et ensuite l'amour du pays. Il s'est éteint le 6 mai 2002 après une longue carrière militaire qui a débuté en 1955. Le Rouget a donné toute sa vie à son pays.

A.M

Lieux de torture à Alger

le 94 Boulevard Clemenceau à El Biar



Par Boualem TOUARIGT

Récit

Des recherches complémentaires nous permettent de compléter le précédent article consacré à un lieu de torture d'Alger sis au 94, avenue Ali Khodja (anciennement Clémenceau) à El Biar. Nous avons retrouvé par exemple la trace d'une dépêche de l'AFP reprise par plusieurs journaux dont *Le Monde* daté du 12 mars 1957 qui parle de son arrestation qui n'avait pas encore de caractère officiel : « Depuis son arrestation qui remonte au 8 février dernier, aucune indication officielle n'a été fournie sur les charges qui pèsent sur Me Ali Boumendjel ni sur le lieu de sa détention. En revanche, des bruits inquiétants ont couru sur la santé de l'avocat musulman.» L'historienne Malika Rahal qui a consacré un ouvrage à ce martyr (*Ali Boumendjel, une affaire française, une histoire algérienne*, éditions Barzakh) a donné les détails de son arrestation et de ses lieux de séquestration. Le quotidien *Le Monde* daté du 29 mars 1957 révèle des confidences faites par des parachutistes : « Me Boumendjel se trouvait dans une pièce de l'aile gauche au 4e étage. Il devait être conduit dans un bureau situé au même niveau – mais dans l'aile droite – pour répondre aux dernières questions de l'officier de renseignements chargé de constituer le dossier qui le concernait. Le lieutenant et le sous-officier qui l'escortaient gagnèrent avec lui le toit en forme de terrasse qui permettaient en montant un étage et en en descendant un autre, de passer d'une pièce à l'autre sans avoir à regagner le rez-de-chaussée et à parcourir ensuite, de l'autre côté de la cloison, le même trajet. »

Cette version (qui sera de toutes les façons contredite plus de quarante années plus tard par Aussaressses qui donna directement l'ordre d'exécuter Ali Boumendjel) nous indique que l'immeuble était en construction et que la torture était pratiquée dans tous les appartements alors inachevés. Ali Boumendjel était enfermé dans une cuisine du quatrième étage. Ce lieu de torture du 3e régiment de parachutistes coloniaux (3e RPC) de Bigeard était important et fut un centre de tri. Henri Alleg y fut torturé. Il en donna une description dans son témoignage (La Question Editions de Minuit 1958, réédité par l'ANEP en 2006) : «… Nous continuâmes à monter vers Châteauneuf par le boulevard Clemenceau. Finalement, la voiture s'arrêta près de la place d'El Biar, devant un grand immeuble en construction. Je traversai une cour encombrée de jeeps et de camions militaires et j'arrivai devant l'entrée du bâtiment inachevé… D'un étage à l'autre, c'était un remue-ménage incessant de paras, qui montaient et descendaient, chassant devant eux des musulmans, prisonniers déguenillés, barbus de

La terrasse d'où fut jeté Ali Boumendjel

plusieurs jours, le tout dans un grand bruit de bottes, d'éclats de rire, de grossièretés et d'insultes entremêlés. J'étais au centre de tri du sous-secteur de la Bouzaréah. J'allais apprendre bientôt comment s'effectuait ce tri. »

Il confirma l'importance d'une torture pratiquée à une grande échelle : « A chaque étage – je l'ai su par la suite –, ils les entassaient à quinze ou vingt dans les pièces transformées en prisons. » Il confirma y avoir rencontré Maurice Audin (mort sous la torture, déclaré évadé et dont le corps n'a jamais été retrouvé). Il donna même une description de la terrasse : « Il faisait jour quand un para… m'aida à me lever et me soutint tandis que nous montions les escaliers. Ils aboutissaient à une immense terrasse. Le soleil y brillait déjà fort et au-delà du bâtiment on découvrait tout un quartier d'El Biar. Par les descriptions que j'en avais lues, je me rendis compte d'un coup que j'étais dans l'immeuble des paras où Ali Boumendjel, avocat à la cour d'appel d'Alger, était mort. C'était de cette terrasse que les tortionnaires avaient prétendu qu'il s'était jeté pour se suicider. Nous descendîmes par un autre escalier dans l'autre partie de la maison… » Alleg suivit ainsi le chemin qu'on fit emprunter à Ali Boumendjel.

Ce bâtiment fut aussi très probablement celui où Maurice Audin mourut sous la torture. Celui-ci fut déclaré évadé. On fit disparaître son corps.

La ferme Perrin

La ferme Perrin a été un lieu de torture cité par plusieurs auteurs. L'avocat parisien Maurice Garçon la mentionne dans la liste qu'il a établie sur les lieux de torture. Raphaëlle Branche en parle à plusieurs reprises (*La torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie*, Gallimard, Paris, 2001) où elle fait référence à plusieurs témoignages repris par Hafid Kéramane (*La pacification, livre noir de six années de guerre en Algérie*, Lausanne, La Cité, 1960). Cette ferme, en fait surtout une cave au milieu de ce qui était à l'époque un vaste champ de vignobles, est aisément repérable. Elle est située à Tixeraïne, sur une route parallèle à la nouvelle grande rue faite de constructions neuves et où sont ouvertes des boutiques de matériaux de construction. Le lieu est connu des pouvoirs publics qui y ont érigé une stèle commémorative qui a été cependant beaucoup dégradée.

L'entrée de la ferme Perrin aujourd'hui

La torture y était pratiquée de façon particulière. Reprenant le témoignage de Nadji Abbas Turqui (cité par H. Keramane), Raphaëlle Branche note : « A la ferme Perrin, les suspects sont parqués dans un espace découvert entouré de barbelés... quelques sacs, étendus entre les arbres délimitent le lieu des tortures… des cordes pendent aux branches des arbres. Aux bouts de ces cordes se balancent des détenus ficelés.» On y torturait ainsi en plein air. La ferme étant alors très isolée.

La deuxième « spécialité » de cette ferme était l'utilisation des caves destinées à recevoir le vin. Construites en maçonnerie, elles étaient de dimensions réduites (deux mètres carrés)

et avaient de petites ouvertures de l'ordre de 60 à 80 centimètres. Les suspects y étaient plongés debout par quinzaine, sans pouvoir s'asseoir ni s'allonger. Ali Boumendjel connut ce supplice avant d'être emmené au centre de tri d'El Biar où il fut exécuté.

Le rapport rédigé par l'avocat parisien Maurice Garçon à l'attention de La *Commission de sauvegarde* envoyée en Algérie pour faire la lumière sur les cas de torture confirme qu'Ali Boumendjel a séjourné à la ferme Perrin. Le moudjahid Benali Boukort a été torturé dans ce lieu. Il en a fait une description dans son ouvrage *Le souffle du Dahra* (ENAL, Alger, 1986) : « Dès leur arrivée, les suspects, transportés de jour dans une remorque recouverte d'une bâche, étaient parqués dans un espace entouré de barbelés et gardés par plusieurs parachutistes. Deux ou trois jours plus tard ils étaient transférés dans les cuves à vin, pour être soumis aux interrogatoires.

Les cuves se présentaient comme de petites bâtisses en briques, ayant à peine 2 à 3 mètres carrés à la base. On y accédait par un trou de 60 à 70 centimètres. Certains détenus corpulents ne pouvaient y passer. Les paras soulevaient alors la dalle formant le couvercle et les descendaient au bout d'une corde passée sous leurs aisselles. Chaque cuve contenait 6 ou 7 personnes. L'exiguïté extrême ne permettait pas aux détenus de s'allonger ; ils devaient rester constamment accroupis, souvent 15 jours durant. Ils ne quittaient cette position inconfortable et douloureuse que pour se rendre aux interrogatoires. Parfois selon l'humeur d'un gardien, ou lorsque les paras étaient mécontents d'un détenu, l'ouverture était obstruée par un sac. Plusieurs morts furent ainsi provoquées par asphyxie. »

Benali Boukort relate l'usage du sérum de vérité : « De plus, m'a-t-on rapporté qu'on leur avait inoculé un produit spécial, un "sérum de vérité" selon un gardien. La victime devenait alors quasiment folle ; elle parlait seule des heures entières et répondait à toutes les questions qui lui étaient posées. » Il confirme qu'y ont été torturés Ali Boumendjel, son beau frère Abdelmalik Amrani, l'ancien député Ben Keddache, ainsi que Mohand Selhi, collègue de Ali Boumendjel à la Shell qui, lui, fut exécuté.

B.T

Le bâtiment contenant les caves où les suspects étaient introduits debout

Ils ont sauvé l'honneur de la France

Ces Français qui font la fierté de l'Algérie

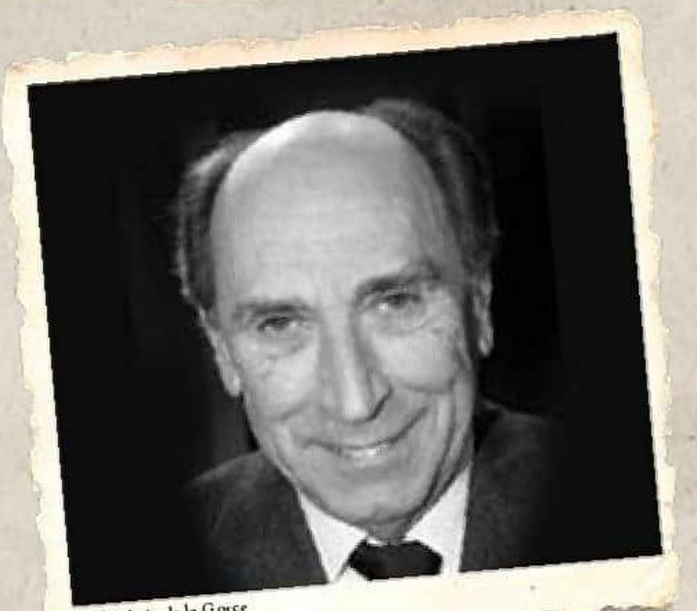
Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, deux prestigieux signataires du manifeste

Ce sont eux ; ce sont elles que le prestigieux journal Le Monde diplomatique, dans son édition de septembre 2000, placarda sous le titre « frémissant » de « Ces traîtres qui sauvèrent l'honneur de la France ». Ils s'appellent Maurice, Simone, Henri, Jean-Luc, Rosette, Alain, Françoise, Marina et Jean-Paul... L'histoire de la lutte de libération nationale les a consacrés comme des héros après qu'ils eurent fait preuve d'une extraordinaire lucidité et d'un grand courage en s'engageant, en leur âme et conscience, aux côtés du peuple algérien. S'il faut les citer tous, il sera alors nécessaire de reprendre la moitié de la matrice généalogique de la France ! Laborieuse opération dont la mémoire collective, sanctuaire populaire où est préservé le sacrifice de plus d'un million et demi de chouhada, s'est toujours occupée à nous décharger, en nous permettant de dépasser le cadre des noms et des prénoms vers des perspectives plus vastes, vers des horizons de reconnaissance et de gratitude envers le combat de ces hommes et de ces femmes qui ont donné un bel exemple de consistance, de grandeur et de bravoure, en mettant en accord leurs paroles et leurs actes.

Par Mohamed MEBARKI

Récit

C'est durant les dures épreuves que l'Algérie a toujours reconnu ses amis les plus fidèles en France et ailleurs. Ces derniers se sont retrouvés à plusieurs reprises au-devant de la scène en train d'apporter des précisions à propos de la grave dérive sécuritaire qui a failli emporter l'Algérie et la grossière manipulation dont elle avait fait l'objet par de nombreux médias français. Ils ont gardé le même courage affiché lorsqu'ils avaient annoncé leur position favorable au combat et à l'indépendance de l'Algérie. Paul-Marie de la Gorce était de ceux-là. Connaissant parfaitement l'Algérie et les Algériens, il ne s'était pas laissé entraîner dans la machination fomentée par des ultras qui voulaient voir ce pays à feu et à sang. Il était venu en plein embargo occidental et a écrit en 1995 ces quelques lignes qui en disent long sur les principes de l'homme. « Chaque jour, l'intense activité, dont témoignent le spectacle des rues à Alger, la surabondance de la circulation, le commerce, les constructions, montre que le pays fonctionne. Les attentats ne l'ont pas paralysé, les mots d'ordre des mouvements islamistes clandestins n'ont pas eu pour effet d'arrêter la vie sociale, économique et administrative. Et les zones d'insécurité, assez étendues dans l'Algérois et le Nord-Constantinois surtout, mais qui comprennent aussi certains quartiers des villes, n'ont pas abouti à une rupture d'équilibre. Ce n'est pas l'efficacité des opérations militaires qui est ici l'essentiel, c'est l'attitude de la population. » A ceux qui dramatisaient la situation en Algérie et à ceux qui la considéraient comme un simple détail de l'actualité, il avait eu ces mots : « Quand on a été impliqué comme je l'ai été par ces évènements (l'auteur parle de la guerre de Libération nationale), on se fait des amis. Je ne peux pas oublier ni abandonner ces amis et c'est particulièrement vrai depuis les nouvelles épreuves que connaît l'Algérie depuis dix ans. A partir de cette date, je suis reparti souvent en Algérie sans jamais laisser passer trois ou quatre mois sans y retourner. J'étais pratiquement le seul, et j'en ai conçu une estime et une admiration nouvelles pour le peuple algérien, pour le courage de sa résistance à l'islamisme. J'ai énormément lutté en France pour qu'on comprenne ce qui se passait là-bas. Cela a été très difficile. J'ai mesuré la puissance d'une tendance anti-algérienne dans la classe politique française. »



Paul-Marie de la Gorce

« Ils ont tout simplement été fidèles à eux-mêmes et aux luttes menées par leurs aînés contre le pouvoir absolu et obscurantiste détenu par le régime féodal et l'institution ecclésiastique représentée par une église crucifiée sur l'autel de la tyrannie aristocratique. »

Avant ce talentueux journaliste ayant contribué à faire le prestige de toutes les publications où il était passé, il y eut d'illustres personnalités dont Simone de Beauvoir, philosophe, essayiste et militante féministe connue pour avoir apporté un soutien franc et inestimable à la combattante algérienne Djamila Boupacha, cette Algérienne qui a tenu tête aux paras tortionnaires. Son article « Pour Djamila Boupacha », publié dans le journal Le Monde du 3 juin 1960, fut retentissant et bouleversant. Il fut, selon des historiens, à l'origine de la création du comité pour Boupacha. Simone de Beauvoir signa le célèbre « Manifeste des 121 » dont les auteurs défendaient le droit à l'insoumission et légitimaient l'action courageuse des Français qui refusèrent de prendre les armes contre le peuple algérien. C'est elle qui avait dit un jour : « La lutte du peuple algérien contre l'oppression colonialiste et pour son indépendance se confond avec celle du peuple français contre le fascisme et pour la démocratie. » Un engagement plein dans la lutte contre toutes les formes d'occupation que des Françaises et des Français au profil honorable ont manifesté courageusement aux côtés des Algériennes et des Algériens. Ce sont eux ; ce sont elles que le prestigieux journal Le Monde diplomatique, dans son édition de septembre 2000, placarda sous le

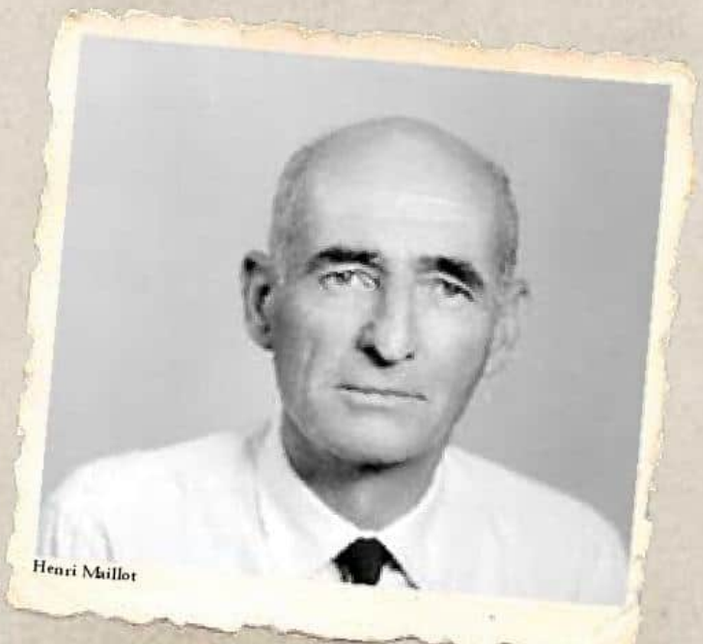
Simone de Beauvoir

Djamila Boupacha

titre « frémissant » de « Ces traîtres qui sauvèrent l'honneur de la France ». Ils s'appellent Maurice, Simone, Henri, Jean-Luc, Rosette, Alain, Françoise, Marina et Jean-Paul… L'histoire de la lutte de libération nationale les a consacrés comme des héros après qu'ils eurent fait preuve d'une extraordinaire lucidité et d'un grand courage en s'engageant, en leur âme et conscience, aux côtés du peuple algérien. S'il faut les citer tous, il sera alors nécessaire de reprendre la moitié de la matrice généalogique de la France !

> **« Henri Maillot : « En accomplissant mon geste, en livrant aux combattants algériens des armes dont ils ont besoin pour le combat libérateur, des armes qui serviront exclusivement contre les forces militaires et policières et les collaborateurs, j'ai conscience d'avoir servi les intérêts de mon pays et de mon peuple, y compris ceux des travailleurs européens momentanément trompés. » »**

Laborieuse opération dont la mémoire collective, ce sanctuaire populaire où est préservé le sacrifice de plus d'un million et demi de chouhada, s'est toujours occupée à nous décharger, en nous permettant de dépasser le cadre des noms et des prénoms vers des perspectives plus vastes, vers des horizons de reconnaissance et de gratitude envers le combat de ces hommes et de ces femmes qui ont donné un bel exemple de consistance, de grandeur et de bravoure, en mettant en accord leurs paroles et leurs actes. Ce sont des Français de souche, par conviction ou à la suite d'un « coup de foudre ». Peu importe la nature de leurs rapports avec la patrie de la Fontaine et de Voltaire dans la mesure où ils avaient réussi à déjouer tous les pièges meurtriers de l'égoïsme égocentrique et ses variantes comme le racisme ou le chauvinisme. C'est en défendant les principes de droit, de justice, d'émancipation et de liberté que ces hommes et femmes s'étaient retrouvés dans le camp des Algériens, opposés à la volonté coloniale exprimée par


Henri Maillot

Françoise Sagan

Maurice Audin

les gouvernants successifs de la France. Ils étaient issus de tous les milieux professionnels et sociaux. Il y avait parmi eux des artistes, des hommes de religion, des politiciens, des militaires, des intellectuels et des travailleurs. Des femmes et des hommes dont la conscience précoce les a fait révéler aux yeux du monde grâce à leur infatigable activité militante, leur humanisme et leur position éclairée qui a évité à une grande partie de la société française de sombrer dans la folie coloniale. Les atrocités sans nom subies par un peuple spolié de tout, privé de sa terre et de son existence, leur ont ouvert les yeux devant une insoutenable réalité justifiée par une raison d'Etat tirant sa substance motrice de la pensée négationniste pure et dure, et ne concevant les principes portés la révolution française qu'à travers un odieux sectarisme élevé par certains intellectuels aux ordres au rang de philosophie politique et économique. En s'indignant contre l'arbitraire, les exactions, le non-droit et le bâillonnement « physique » et psychologique auxquels étaient soumis des millions d'êtres humains, ils n'ont fait que traduire en actes les trois fondements sur lesquels repose l'esprit de la République française. Ils ont tout simplement été fidèles à eux-mêmes et aux luttes menées par leurs aînés contre le pouvoir absolu et obscurantiste détenu par le régime féodal et l'institution ecclésiastique représentée par une église crucifiée sur l'autel de la tyrannie aristocratique. Vu sous cet angle, le mot traître « craché » par Le Monde ne pouvait avoir qu'une seule et unique signification : la dérision. Simone de Beauvoir, Henri Curiel, Jean-Paul Marie de la Gorce, Jacques Duclos, Françoise Sagan, Maurice Laban, Henri Maillot, Maurice Audin, Loïc Collet, Jean-Paul Sartre et l'ensemble des hommes et des femmes, écrivains, cinéastes, politiciens, avocats, hommes d'église, artistes, travailleurs, militaires déserteurs et insoumis qui ont épousé leur démarche n'étaient en rien moins patriotes que ceux qui s'étaient acharnés, une génération après l'autre, à dominer par la puissance de feu, pendant un siècle et quelques décennies, des peuples et des nations, au nom de la gloire de la France. Le cardinal Duval ou l'actrice Simone Signoret ont, à titre d'exemple, incarné de leur vivant une société française qui commençait à prendre conscience du terrible drame de l'occupation et de son impact dévastateur dans l'Hexagone. Même si elle n'en a retenu qu'une partie, l'histoire conjuguée à tous les temps se fera le devoir de nous rappeler chaque jour que sans l'apport de cette « armée » d'anonymes, ceux qui ne sont plus parmi nous notamment, le sacrifice de Maurice Audin ou de Maurice Laban n'aurait peut-être jamais eu la même intensité et le même souffle humaniste retentissant !

A l'inverse de leurs tortionnaires et assassins, Maurice Audin et Henri Maillot ont aimé profondément la France sans se laisser dévorer par le feu de la passion. Leur prise de position en faveur de la lutte armée menée par l'Armée de libération nationale fut un exemple extraordinaire de lucidité. Audin le mathématicien et Maillot l'aspirant n'étaient ni des névrosés, ni des calculateurs sans état d'âme et encore moins des aventuriers en manque de sensations fortes. Ils avaient juste exprimé tout haut et très fort ce que la majorité de leurs compatriotes n'osaient pas penser tout bas, en apportant un retentissant soutien à une cause juste. La tragique disparition du premier dans des circonstances troubles, le 21 juin 1957, dix jours après son arrestation par les paras, constitue toujours une énigme en dépit des aveux plus ou moins indicatifs mais

truffés d'imprécisions et de non-dits faits par les généraux Aussaresses et Massu. Communiste « instinctif » à l'instar de Maurice Laban, Henri Maillot et Henri Cruel, Maurice Audin avait vécu une première déchirure, lorsqu'en se dégageant de l'emprise doctrinale figée et stéréotypée imposée par l'orthodoxie des camarades, avant que le parti ne rectifie le tir, mais d'une manière au demeurant assez timide au regard de ses dispositions intellectuelles de l'époque, il fut obligé de s'opposer à l'inertie idéologique de sa famille politique en prenant fait et cause pour la libération de l'Algérie. La seconde déchirure, c'était lorsqu'il prit sa responsabilité d'homme libre en se rangeant du côté des victimes en situation de légitime défense contre l'un des systèmes d'occupation les plus abjects que l'humanité ait jamais connus, sachant que c'était la France, son pays, qui jouait le rôle du bourreau. 54 ans après sa disparition, français ? L'historien Pierre Vidal-Naquet tire la conclusion et porte le coup de grâce aux colporteurs de cette histoire d'évasion dont l'intrigue ressemble étrangement à celle du suicide de Mohamed Larbi Ben M'hidi. Selon lui, Maurice Audin est mort sous la torture. « Il n'y a pas de doute, le jeune universitaire a été assassiné par un élément des renseignements opérant sous les ordres du général Massu », affirme l'historien qui a mené une enquête sérieuse sur le sujet. Quelques semaines après sa disparition, sa femme avait déclaré : «On m'a dit qu'il allait revenir, qu'il était gardé dans un « camp noir », où les militaires plaçaient les torturés trop abimés, le temps qu'ils se refassent. Mais je n'ai jamais cru à cette fiction.» Maurice Audin n'est ni un fantôme ni un disparu, encore moins un évadé, c'est un «cadavre sur parole». Des années et des décennies passèrent sans que l'opinion publique soit éclairée au sujet de cette sombre histoire. En 2007, sa veuve Josette écrit une lettre au président de la République française dans laquelle elle lui demande de faire toute la lumière sur le dossier Audin. Sa requête est demeurée lettre morte. En 2009, sa fille Michelle décline le grade de chevalier de la Légion d'honneur en signe de protestation contre le mutisme observé par la plus haute instance officielle en France concernant une affaire qui a tout l'air d'un assassinat politique. Les tortionnaires de Maurice Audin n'étaient certainement pas des subalternes agissant de leur propre chef pour une petite et simple raison : ils avaient affaire à un citoyen français. La caution d'un interrogatoire « musclé » leur a sûrement été accordée d'en haut ; de Paris. Il n'était surtout pas question d'offrir à l'opinion publique française et au monde, particulièrement durant cette époque traversée par de grands mouvements de contestation, les atrocités commises par la France en Algérie dans le but de s'y maintenir par tous les moyens. « Fafa », nom donné à la France du temps de la colonisation particulièrement, avait suffisamment prouvé sa détermination à sévir de la manière la plus abjecte, même à l'encontre de ses enfants coupables d'avoir « trahi » une cause à laquelle

Jacques Duclos

Maurice Laban

Maurice Audin demeure toujours un cas que la conscience officielle de la France tente de confier à l'amnésie. Quelle raison majeure a poussé l'armée coloniale à faire disparaitre définitivement la trace d'un citoyen

ils n'ont jamais cru. Il fallait faire taire toutes ces voix françaises qui s'étaient jointes au concert algérien. Le cas de Maurice Laban ne sort pas de ce cadre, même si ses péripéties sont différentes de celles de l'affaire Maurice Audin. Il s'agit d'un autre communiste qui s'était senti trop à l'étroit dans le vieux costume taillé par Paul Vaillant Couturier. Un militant au don généreux tout comme la terre qui l'avait vu grandir et à laquelle il était demeuré fidèle jusqu'à l'instant où lui et Henri Maillot tombèrent criblés de balles, dans un accrochage selon plusieurs versions, ou carrément exécutés par l'armée coloniale après avoir été faits prisonniers, selon d'autres témoignages et des recoupements de faits élaborés par des historiens dont la rigueur est reconnue. Parlant de son parcours militant, Maurice Laban avait dit : « j'ai adhéré au parti parce que j'ai gardé l'esprit de classe de mes parents, surtout de ma mère, issus tous deux de familles paysannes très pauvres ; j'y ai adhéré parce que, ayant vécu plus en contact avec les indigènes des campagnes qu'avec les Européens, je suis anticolonialiste acharné et pro-arabe, parce que je sens la nécessité de la formation d'une nation algérienne délivrée de l'esclavage économique où elle se trouve vis-à-vis des capitaux et de l'industrie français ; parce que je suis pour le progrès et la libre expansion de l'individualité de chacun, parce que je ne veux plus d'une société où l'on étouffe et où peu à peu l'immense majorité de la population se trouve dans la misère et l'esclavage. Si j'étais musulman, je serais du côté des fellaghas. Je ne suis pas musulman, mais algérien d'origine européenne. Je considère l'Algérie comme ma patrie. Je considère que je dois avoir à son égard les mêmes devoirs que tous ses fils. » L'enfant de Biskra n'avait fait que se conformer le plus naturellement du monde à l'esprit et à la lettre du slogan de l'Algérie française, mais selon sa propre conception, c'est-à-dire une terre de justice et d'équité. C'est en toute logique qu'il était concerné et solidaire avec ses compatriotes algériens contre l'injustice qui s'abattait sur eux. Quand il avait su que la meilleure manière d'illustrer ce slogan, c'était la fin d'une guerre à l'issue de laquelle la France rentrera chez elle et l'Algérie montera son drapeau, il a pris les armes et combattu vaillamment pour que se réalise la logique historique. Il s'est rangé du côté de la révolution dès les premiers coups de novembre 54, malgré la triste condamnation par son parti du mouvement insurrectionnel. Certains témoignages racontent qu'il avait approché Mostefa Ben Boulaïd, membre du groupe des Six historiques et chef charismatique de la Wilaya I. En juin 1956, la presse coloniale consacre de grosses manchettes à sa mort et à celle de Maillot en leur collant l'infâmante étiquette de « traîtres ». « En accomplissant mon geste, en livrant aux combattants algériens des armes dont ils ont besoin pour le combat libérateur, des armes qui serviront exclusivement contre les forces militaires et policières et les collaborateurs, j'ai conscience d'avoir servi les intérêts de mon pays et de mon peuple, y compris ceux des travailleurs européens momentanément trompés », avait dit Henri Maillot après avoir déserté en emportant un camion chargé d'armes et de munitions qu'il remit à l'ALN. Quelques jours après ce coup d'éclat, le jeune aspirant transmit une lettre aux journaux français à travers laquelle il expliquait son attitude. « Au moment où le peuple algérien s'est levé pour libérer son sol national du joug colonialiste, ma place est aux côtés de ceux qui ont engagé le combat libérateur. »

Le cas d'Henri Curiel, membre actif du réseau Jeanson, assassiné le 4 mai 1978 à Paris, à l'intérieur de l'immeuble où il résidait, ainsi que celui de Fernand Yveton, torturé par les paras et guillotiné à Serkadji le 11 février 1957, après que son recours en grâce fut rejeté par le président René Coty avec l'accord de son ministre de la Justice, François Mitterrand, illustrent parfaitement le bras de fer engagé entre l'arrogance criminelle d'un côté et le sacrifice révolutionnaire de l'autre. Ces images qui contredisent de la manière la plus flagrante cette supercherie appelée les « bienfaits » de la colonisation ne sont pas une vue de l'esprit, mais une dure réalité qui interpelle les consciences.

M. M.

Henri Curiel

Les communistes algériens et la guerre de libération nationale

Le sacrifice loin des querelles idéologiques

« Le bilan de la participation du PCA à la lutte de libération nationale, compte tenu des nombreuses difficultés qu'il avait à surmonter, n'est pas celui, négligeable, qu'on lui attribue généralement quand on ne procède pas à la manœuvre inverse qui tend à brandir l'épouvantail du danger communiste en faisant passer tout le FLN pour communiste ou sous influence communiste », conclut l'auteur de l'ouvrage intitulé L'Algérie en guerre, un des livres les mieux documentés consacrant une bonne partie à l'évolution du Parti communiste algérien et à sa participation à la guerre de libération nationale.

Par Mohamed MEBARKI

« La riche expérience des luttes menées par les peuples frères de Tunisie et du Maroc confirme que la lutte sur le sol national est la condition première pour faire avancer notre cause. » Ces propos sont contenus dans la lettre adressée, le 25 janvier 1954, par le Bureau politique du Parti communiste algérien (PCA) au secrétariat du Comité central du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD). Malgré le fait que dans cette lettre les communistes algériens ne faisaient aucune allusion à la lutte armée et n'utilisaient aucun concept qui aurait pu le suggérer, Mohamed Teguia est arrivé à en tirer des éléments qui lui ont permis de conclure à l'abandon définitif par le PCA de la thèse de la subordination de la libération de l'Algérie à la révolution en France. C'était déjà un grand acquis, semblait dire cet historien aujourd'hui disparu qui n'a jamais dissimulé ses sympathies communistes et qui a eu le mérite de revendiquer clairement le droit d'afficher ses opinions politiques sans craindre de bousculer certaines consciences nourries par l'anticommunisme primaire. En effet, la question de la contribution des communistes algériens au combat libérateur, bien qu'elle ait constitué un sujet abordé par de nombreux historiens algériens et français, fit paradoxalement l'objet de plusieurs tentatives de rétention et de manœuvres sournoises visant à minimiser le rôle de ce parti. « Le bilan de la participation du PCA à la lutte de libération nationale, compte tenu des nombreuses difficultés qu'il avait à surmonter, n'est pas celui, négligeable, qu'on lui attribue généralement quand on ne procède pas à la manœuvre inverse qui tend à brandir l'épouvantail du danger communiste en faisant passer tout le FLN pour communiste ou sous influence communiste », conclut l'auteur de l'ouvrage intitulé L'Algérie en guerre, un des livres les mieux documentés consacrant une bonne partie à l'évolution du parti communiste algérien et à sa participation à la guerre de Libération nationale. « Est-il lucide, est-il juste de mettre sur le même plan, sinon ouvertement, du moins par sous-entendu, par un certain agencement de l'analyse, l'action hostile du MNA, qui s'est opposé par les armes, par la propagande politique, par l'orientation de cette politique, par la lutte sur tous les fronts contre le FLN, dénigrant ses dirigeants, calomniant ses militants et combattants, tuant des milliers et des milliers de patriotes directement ou indirectement, et l'action du PCA qui a consisté à soutenir toujours celle du FLN, au plan intérieur en appelant ses militants, officiellement à partir d'une date qui n'est pas éloignée de celle à laquelle se sont décidés les autres partis ou associations comme l'UDMA ou les oulémas et officieusement bien avant cette date, à participer par tous les moyens à la lutte armée au sein du FLN, et sous sa direction dans l'ALN, et à ses côtés en ce qui concerne le combat politique ? »

Après 50 ans d'indépendance, cette question est toujours d'actualité. Elle a été posée par Boualem Khalfa, membre du comité central du PCA et dirigeant communiste pour la région de l'Oranie, ainsi que par Bachir Hadj Ali et Sadek Hadjeres qui ont eu à occuper le poste de secrétaire général du parti durant la guerre de Libération nationale et après l'indépendance. La réponse à cette question est livrée à travers l'énorme effort d'autocritique que le PCA s'est imposé courageusement au moment où certains historiens non dénués d'arrière-pensées rétrogrades utilisaient stéréotypes et clichés à l'emporte-pièce afin de semer le doute dans les esprits à propos de l'intransigeance affichée par le Parti communiste algérien quant à son autonomie organique. Aujourd'hui, et avec le bénéfice du recul, n'importe quel intellectuel digne de ce nom est en mesure de déceler l'ignoble manœuvre entreprise par ceux qui n'ont pas hésité à tracer une

Mohamed Teguia

« Tous les partis nationaux ont été surpris par cette lutte armée et, comme tous les partis, le PCA a sous-estimé au début cette lutte et ses possibilités de développement. Mais il ne l'a pas condamnée, pas plus qu'il n'a condamné l'emploi de la violence », affirme Mohamed Teguia qui se distingue encore une fois par son esprit critique et son degré élevé de l'objectivité à l'égard de nombreux communistes qui éprouvaient de grandes difficultés à se débarrasser de l'illusion de faire cohabiter Algériens et Européens. »

parallèle entre l'action destructrice et de trahison menée par les bandes armées du MNA, manipulées par les « services psychologiques » de l'armée française, et la volonté exprimée par les communistes algériens de sauvegarder leur indépendance politique et idéologique tout en s'engageant dans le combat aux côtés de leurs frères du FLN. Il y a eu certes des hésitations, de la réticence et de l'attentisme de la part du PCA, du moins durant le début de la révolution armée. Cet état de fait historique, les communistes algériens l'ont reconnu en soulignant leurs doutes et leurs incertitudes. Mohamed Teguia rapporte qu'au plan international, le PCA n'avait pas hésité à assurer au FLN un appui politique et diplomatique sous des formes multiples. « Jamais un communiste ne s'est mis en travers du chemin du FLN », écrit-il tout en fustigeant l'esprit schématique de certains dirigeants communistes de l'époque, à l'image de Larbi Bouhali, qui ne s'étaient pas encore libérés de l'influence néfaste exercée sur eux par la fameuse théorie de Maurice Thorez et sa conception figée de « nation en formation ».

Dans sa démarche, le Parti communiste algérien a commis de nombreuses erreurs, mais cela ne doit pas faire oublier que le PCA fut l'une des premières formations politiques à appeler à l'unification. Mais la crise du MTLD balaya tous les espoirs fondés sur la création d'un congrès national algérien auquel ce parti avait pourtant appelé. Dans une déclaration du bureau politique du PCA en date du 28 septembre 1954, ce dernier ne ménagea guère certains centralistes en les accusant de tenir des positions de conciliation avec les « néocolonialistes au sein de certains conseils municipaux ». L'historien Slimane Cheikh relève en ce sens que le PCA, et à l'inverse des centralistes dont certains ont fait partie du CRUA, était mal informé sur les préparatifs du Comité des six. Selon lui, les communistes algériens étaient déjà victimes de préjugés. « Tous les partis nationaux ont été surpris par cette lutte armée et, comme tous les partis, le PCA a sous-estimé au début cette lutte et ses possibilités de développement. Mais il ne l'a pas condamnée, pas plus qu'il n'a condamné l'emploi de la violence », affirme Mohamed Teguia qui se distingue encore une fois par son esprit critique et son degré élevé de l'objectivité à l'égard de nombreux communistes qui éprouvaient de grandes difficultés à se débarrasser de l'illusion de faire cohabiter Algériens et Européens. Dès le mois de novembre 1954, les communistes, et malgré les positions ambiguës de certains d'entre eux, ont cherché à entrer en contact avec le FLN. En février 1955, une délégation du PCA s'est déplacée aux Aurès pour rencontrer des dirigeants du FLN. Jacques Soustelle qui, pour une fois ne raconte pas n'importe quoi, le reconnaît dans ses mémoires. « Dès le mois de novembre, en même temps que les dispositions prises pour des contacts indispensables, le parti donna la directive à ses membres habitant les zones insurrectionnelles de rejoindre les maquisards et d'apporter leur soutien sous toutes les formes à la lutte armée », affirme Teguia qui ajoute que « toutes les tentatives de rencontrer des responsables au sommet restaient infructueuses jusqu'après la désertion de l'aspirant Henri Maillot, le 6 avril 1956, et qui emporta avec lui un camion rempli de 126 mitraillettes, d'une centaine de fusils et pistolets ». Le même historien donne de précieuses informations sur les Combattants de la liberté, les fameux CDL, constitués dans la région du Chélif. Il cite les groupes de Béni Rached, les cellules de Ténès et de Cherchell, ainsi que ceux de Bouinan et d'Alger. Slimane Cheikh, quant à lui, parle de centaines d'adhérents du PCA à Tlemcen qui avaient grandement facilité la pénétration de l'ALN dans cette région frontalière. Le sacrifice suprême de Tahar Ghomri, le paysan issu de la région de Tlemcen, de formation oulamiste, tout comme celui du citadin tlemcénien Bouchama, architecte de formation, sont mis en exergue par de nombreux historiens et écrivains romanciers dont le plus connu est certainement Rachid Boudjedra. Tous deux étaient membres du comité central du PCA. Ahmed Inal, professeur d'histoire au lycée de Tlemcen qui a rejoint le maquis où il mourut avec le grade de lieutenant ALN, Hillali Moussa de Sidi Bel Abbés, Mohamed Guerrouf, membre du comité central du PCA qui a lié des contacts avec Benboulaïd en novembre 1954. Hamma Lakhdar, Sadek Chebchoub, Lakhdar Bousbah du syndicat des cheminots à Sétif, Embarek dit Zendari, futur lieutenant de l'ALN, Abdelhamid Benzine, ancien militant du PPA, et la liste est encore longue, sont cités comme des exemples de sacrifice et de bravoure consentis par des Algériens qui n'ont jamais renié leurs positions nationalistes. La plupart de ces militants ont gardé leur attachement aux valeurs religieuses. Ce qui a fortement facilité leur intégration. En effet, ils ne ressentaient aucune contradiction à vivre en tant que musulmans et communistes. « Ils avaient réussi à concilier la foi au choix social », note Mohamed Teguia. « La région du Chélif où le PCA avait une influence avait donné au FLN et à l'ALN de nombreux cadres. Je crois que les historiens consciencieux ne peuvent pas ne pas reconnaître cette réalité », avait déclaré Bachir Hadj Ali en 1980. « Le parti avait décidé de créer des

groupes armés, parce que depuis des mois il cherchait le contact avec le FLN pour que les camarades rejoignent le maquis et participent à la lutte armée ou se soustraient à l'arrestation, ou pour les deux raisons à la fois. Nous n'avions pas pu obtenir le contact. Nous n'avions pas l'intention de créer une force autonome pour concurrencer le FLN. Nous avions décidé l'intégration au sein de l'ALN. Pour nous, le FLN était une organisation composée de frères de combat. Nous voulions joindre nos efforts aux leurs », avait-il affirmé dans un de ses écrits. Dans son ouvrage cité plus haut, Teguia commente longuement les rencontres au sommet qui eurent lieu durant les mois de mai et juin 1956 entre Abane Ramdane et Benkhedda du côté du FLN, et Bachir Hadj Ali et Sadek Hadjeres du côté du PCA durant lesquelles les communistes algériens organisèrent le passage des armes « volées » par l'aspirant Maillot avant de les remettre aux forces de l'ALN. Tout en démontant pièce par pièce les arguments fallacieux de Yves Courrière connu pour son anticommunisme excessif, l'historien algérien relève que la demande d'autodissolution demandée au PCA par les chefs du FLN fut refusée, mais cela n'empêcha nullement la mise sur pied d'une coopération opérationnelle notamment à Alger où les militants communistes contribuèrent à assurer aux combattants des refuges pour les clandestins, la confection de fausses pièces d'identité, la collecte d'armes et de médicaments. Lors de ces rencontres, un accord avait été conclu entre les deux partis mettant les fameux CDL sous l'autorité exclusive de l'ALN. « Notre peuple dans son immense majorité veut vivre libre. Il veut lutter pour y parvenir », avait affirmé, dès novembre 1954, Bachir Hadj Ali. Tout au long de la guerre, le patriotisme de cet homme de grande culture qui a vécu dans la clandestinité jusqu'à l'indépendance n'a jamais été démenti. Quelles que soient les reproches qu'on puisse faire à des hommes croyant à un idéal de justice sociale que certains refusaient d'admettre par chauvinisme, il faut reconnaître aujourd'hui que des militants comme Benzine, Hadjeres ou Khalfa, sans compter les innombrables anonymes qui avaient rejoint le maquis sans passer par les CDL, étaient d'authentiques patriotes libérés de toute tutelle étrangère.

M.M.

Le Journal d'Alger

Nouvelle preuve de la collusion du PC et des terroristes

L'aspirant Henri Maillot ancien comptable d'«Alger républicain» livre aux rebelles un chargement d'armes

TES REFORMES
JES ET SOCIALES
8 DÉTENUS
entent de s'évader de la
endarmerie de Maillot
SONT ABATTUS AVANT DE POUVOIR FUIR
HORS-LA-LOI TUÉS
Kabylie et dans le Constantinois
ont arrivés
FURIEUX COMBAT PRÈS DE NEMOURS OU LES TERRORISTES ONT PRÉCIPITÉ SEPT CAMIONS CIVILS DANS UN RAVIN

Mémoire

Christian Buono, **vieux militant de la cause algérienne**

La Rédaction

Récit

Il a vécu en Algérie et a été directeur d'école à Makouda ainsi qu'à la Cité La Montagne à Alger. C'était un homme discret, un militant de l'indépendance de l'Algérie dont il avait décidé d'en revendiquer la nationalité. Il était binational. Reconnu comme ancien moudjahid, il reversait sa pension à une Association de femmes algériennes. Il est l'auteur de deux ouvrages L'olivier de Makouda et Témoignage d'une babouche noire qu'Henri Alleg avait préfacé.

Dans l'Olivier de Makouda, Buono, qui fut instituteur en Kabylie, retrace son parcours singulier en Algérie. Il raconte les bons souvenirs, mais aussi les moments les plus rudes. Entre la période de la guerre de libération nationale et les premières années de l'indépendance, il raconte son histoire avec cette terre si vaste et si généreuse, qu'est l'Algérie. Christian Buono, militant de base, anonyme parmi les anonymes, petit maillon de cette grande chaîne de la lutte pour la liberté, militant du PCA, dès le déclenchement du conflit pour l'indépendance, lui, l'Européen, choisit avec sa famille le camp algérien et deviendra citoyen algérien. Son itinéraire est exceptionnel. Il dévoile pour la première fois le parcours d'un homme assumant son choix.

Il nous donne une leçon de courage et d'humilité et nous laisse la quintescence de l'espoir quand nous nous lassons pour une cause. Son récit est à juxtaposer à la connaissance de cette période apportée par une approche, pourtant totalement opposée, des appelés de cette sale guerre. Christian Buono nous parle, comme jamais cela n'a été fait, de cette période trouble et tragique. Né en 1923, Christian Buono a passé toute sa vie en Algérie jusqu'à son départ en France en 1966. Enseignant, il fut en ville et dans les campagnes, un témoin privilégié de la vie du peuple algérien et des Français de condition modeste. Marié en 1947 à la sœur de Maurice Audin, il suivit la voie tracée par ce jeune universitaire, mort chahid, dans les chambres de torture de l'occupant, en 1957. Christian fut arrêté pour avoir hébergé de hauts responsables du PCA, il passa deux ans en prison (1957-1959) et deux ans dans la clandestinité jusqu'à sa libération à l'indépendance.

Il participa au travail d'édification de l'Algérie nouvelle (1962-1966). Grâce à son premier livre Témoignage d'une babouche noire, paru en 1988 et qui fut vendu en librairie à Alger, Christian Buono reçut avec une émotion non dissimulée, des lettres de ses anciens élèves, et même leurs visites, heureux de constater que – après plus de trente ans – eux

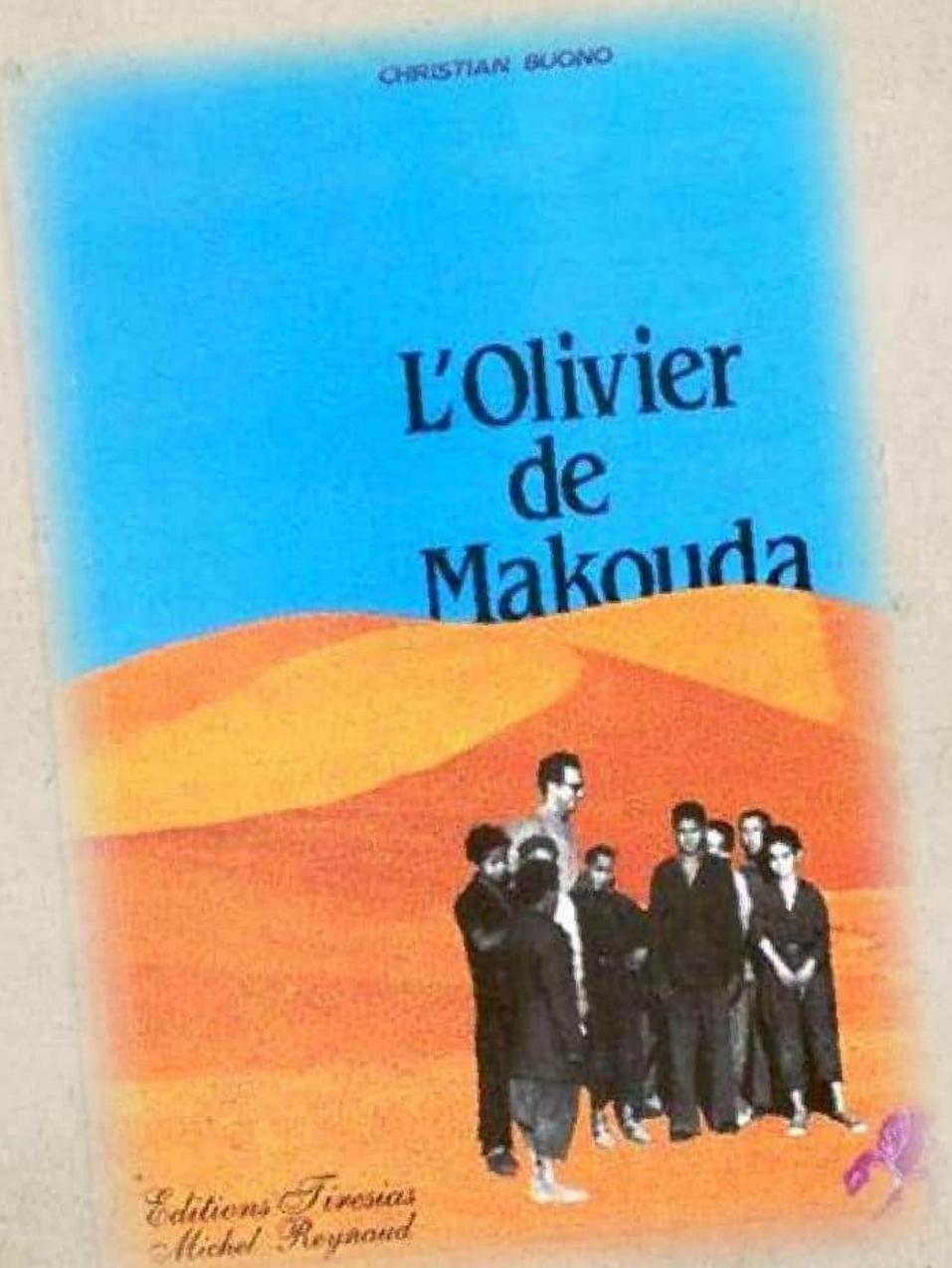
Christian Buono

non plus n'avaient rien oublié. «Pauvre Algérie, que de tourments tu vas subir encore pour ta liberté !... Et nous ? Ce sera dur, mais notre place est du côté des opprimés», écrit l'auteur. L'olivier de Makouda contient aussi des photos et des documents qui nous invitent à un voyage dans le temps. Le Centre culturel algérien de Paris lui avait rendu un hommage en présentant son livre quelques mois avant sa mort. Cela lui avait fait énormément plaisir et lui avait donné l'occasion de l'offrir, dédicacé, à ses amis français et algériens qui étaient présents.

Témoignage d'une petite fille qui l'a connu : *(actuellement Ingénieur systèmes dans une multinationale américaine) qui habitait la cité La Montagne à l'époque : « Après la prison et la clandestinité, ce fut l'indépendance... Christian Buono avait choisi de s'occuper des jeunes de sa cité, le week-end et la journée de travail finie, c'était le foot et l'intégration des "oisifs" – déscolarisés ou chômeurs – dans des animations telles que campagne de propreté, tournoi de foot, cinéma dans la cour de l'école. Ainsi il était possible pour les femmes "hadjbat" de monter sur les terrasses et de profiter du spectacle "extérieur" auquel elles avaient droit à l'époque. Je me souviens bien de tout cela, y compris des sorties pédagogiques. On pouvait habiter une cité à la périphérie d'Alger et bénéficier d'une culture de proximité ; bibliothèque dans l'école, organisation de fête de l'école, les enfants que nous étions s'y impliquaient totalement! »*

Sa fille, Geneviève Buono, née en Algérie, a suivi la voie de son père. Elle fait partie de ces artistes amoureux de notre Pays.

Les éditions françaises l'Harmattan viennent de publier un ouvrage, qui semble faire suite à celui de son père, Le Crapaud de Makouda. C'est une pièce théâtrale écrite par cette talentueuse écrivaine qui a grandi dans l'Algérie d'avant l'indépendance. Installée dans la région parisienne, elle a enseigné les mathématiques comme elle a animé un atelier d'écriture. Elle est auteur de plusieurs livres, entre autres, Soupçons et La Mouette rieuse. Le nouveau-né littéraire de Buono est un texte d'une rare beauté. L'auteur nous raconte une histoire qui se déroule en Algérie, vers 1955. Hélène est une petite fille qui passe de longues heures à jouer au soleil avec ses amis kabyles, dans une ambiance singulière. Gaie, elle rêve d'écrire des contes et demande à son père de l'aider… Ses parents, tous les deux des instituteurs, s'engagent aux côtés des Algériens pendant la guerre d'Algérie et le père ne tarde pas à être arrêté. Ecrit dans un style accessible, ce livre est très captivant. «En Kabylie, les filles n'ont pas d'école. Des fois, je vais dans la classe de ma mère. Tous les garçons sont pareils : pieds nus avec une djellaba trouée. Le crâne rasé, ça leur donne un air bizarre. Ils me regardent

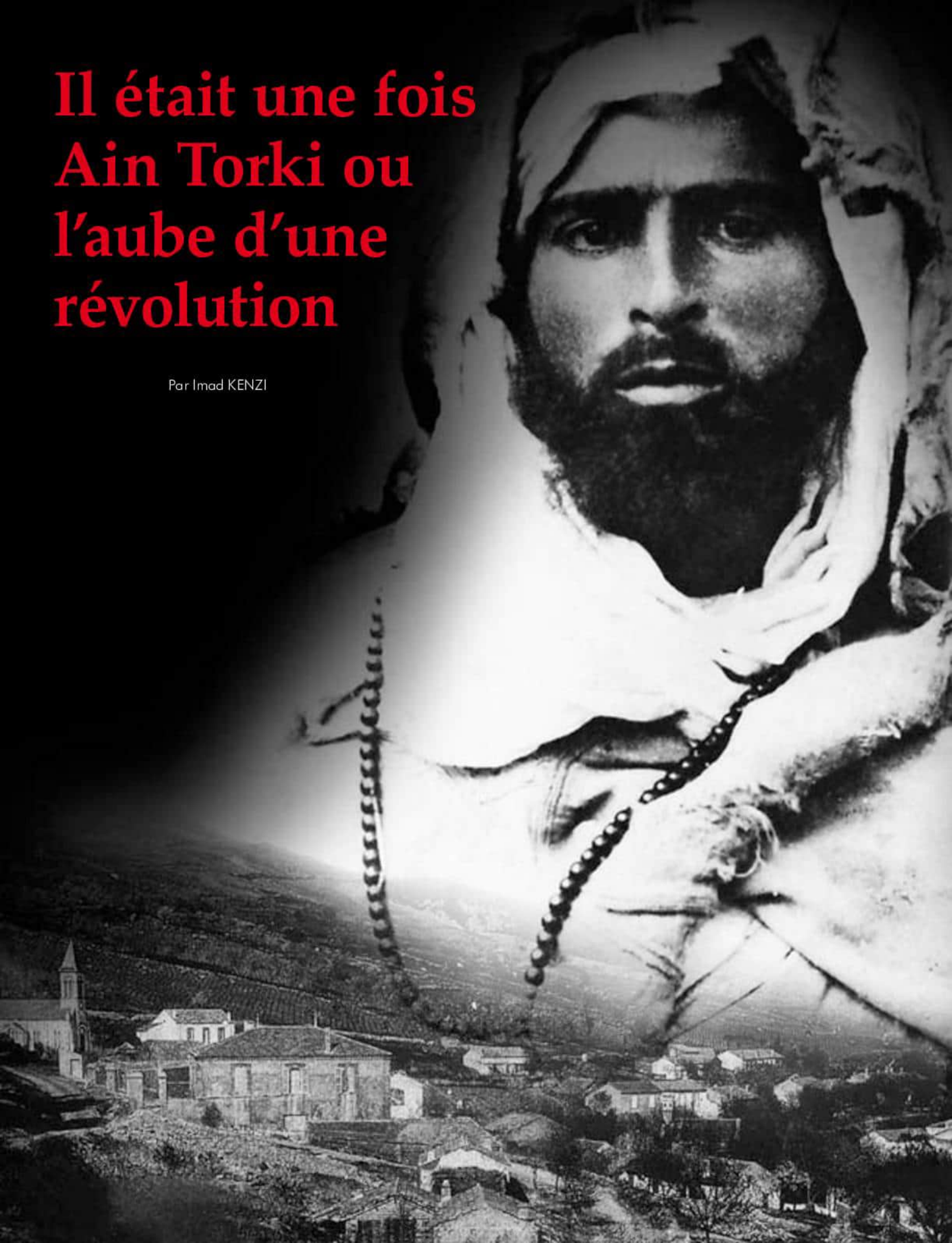


sans rien dire, moi j'aime bien. Je suis comme une princesse. Ma mère dit ''Viens près de moi'' et je m'assois devant, ça me plaît beaucoup. Je reste là, je ne dis rien, je profite de ma mère, comme si j'étais seule avec elle. Ma mère est belle mais malicieuse. Avec une longue perche, elle montre le tableau et les cinquante garçons lisent : ''Un oiseau s'est posé sur une branche'', ''la danseuse tourne comme une toupie'', ''la poupée blonde regarde la fumée'' », écrit la femme de lettres. Cette œuvre nous parle d'une période morose et mouvementée de la Kabylie colonisée. Par le truchement des dialogues, Buono nous invite à un voyage dans le temps. Hélène, Kamel, Omar et les autres protagonistes incarnent un passé lointain, un passé ressuscité par la nostalgie de l'auteur. Le Crapaud de Makouda est une pièce théâtrale bien réussie ; un texte court (40 pages) à lire d'un seul trait. C'est aussi un travail artistique magnifique que les amoureux de la planche peuvent interpréter. Geneviève Buono, comme son père, continue ses quêtes littéraires et ses virées nostalgiques. L'écriture littéraire nous permet d'exprimer nos sensations humaines et profondes, en dépassant le temps et l'espace. C'est un processus ininterrompu sur l'incommensurable chemin de l'humanisme. La famille Buono connaît bien ce sentier qu'elle emprunte depuis des décennies entre deux pays ; celui qui les a vu naitre et celui qui les a adoptés.

La Rédaction

Il était une fois Ain Torki ou l'aube d'une révolution

Par Imad KENZI



Récit

Le 26 avril 1901, à l'aube, les habitants du petit village de Margueritte, actuellement Ain Torki, un village qui se trouve sur les flancs du mont Zaccar, à une quarantaine de kilomètres de Ain Defla, se sont soulevés pour exprimer leur mécontentement face à l'ordre colonial. Cette révolte, qui était intervenue dans un contexte où l'administration coloniale parlait de « l'Algérie pacifiée », avait alors suscité une grande inquiétude dans les milieux coloniaux. Inquiétude traduite dans les colonnes de la presse coloniale qui avait consacré plusieurs articles et reportages à cette révolte jugée pour le moins inattendue.

Christian Phéline, un ancien coopérant au ministère algérien de l'Agriculture et de la Réforme agraire peu après l'indépendance, vient de consacrer un livre très documenté (*L'aube d'une révolution, Margueritte, Algérie*, 26 avril 1901, préface de Benjamin Stora) à cette révolte. S'appuyant sur les archives et les écrits journalistiques de l'époque, il a retracé la chronologie des événements avant d'aborder les véritables raisons de ce soulèvement. Il a également évoqué avec précisions la répression menée par l'ordre colonial contre les habitants de ce village. Un intérêt particulier est accordé, dans ce livre, au procès des meneurs de cette révolte ainsi qu'à leur emprisonnement. Bref, il s'agit d'un véritable travail de recherche digne d'un grand historien. Dans sa préface, l'historien Benjamin Stora a mentionné que cet ouvrage « offre de l'événement un récit aussi vivant que précis, attentif tant aux destins individuels qu'aux forces collectives, et qui en dégage aux mieux la portée annonciatrice. Pour la première fois, se trouvent restitués le déroulement de la journée du 26 avril, les exactions occultes perpétrées sous couvert du respect d'un Etat de droit républicain, l'embarras d'une riposte prétendant réduire l'affaire à autant de crimes individuels de droit commun, les multiples tracasseries administratives auxquelles le Code de l'indigénat permit encore de soumettre les acquittés. [...] A plus d'un siècle de distance, la lointaine flambée de Margueritte y trouve encore à susciter des questions nouvelles. »

La révolte de Margueritte n'a duré que huit heures et n'a pas dépassé les limites d'un village : celui de Aïn Torki. Village qui, à partir des années 1880, fut transformé en un petit centre de colonisation. Des changements furent alors constatés brutalement. Les forêts et les terres de pacage de la tribu des Righa étaient devenues, expropriations foncières aidant, un grand champ de riches vignobles qui avait fait le bonheur de gros colons sans scrupule, notamment quand il s'agit de gagner davantage de terre sur les surfaces des Algériens.

Les faits

Tout commence à l'aube du vendredi 26 avril 1901, lorsque des paysans, une dizaine, s'attaquent au caïd du village, un préposé musulman de l'administration coloniale chargé de contrôler le douar. Ce dernier a dénoncé à ses supérieurs les

Le village de Margueritte au début du XXe siècle (carte postale J. Geiser, Alger)

Le Télégramme dans lequel il a été demandé l'envoi des renforts

Yacoub Mohamed Bel Hadj

paysans qui comptaient organiser un pèlerinage à Besnès au Maroc, tout en mentionnant que l'intention véritable de ces pèlerins était de rejoindre Bouamama dans son exil au Maroc. Après l'attaque dont il a fait l'objet, le caïd prend la fuite pour se réfugier dans la maison forestière du col de Tizi-Ouchir. Les paysans le prennent en chasse. Première victime européenne : un garde champêtre tué. Le groupe de manifestants, grossi par plusieurs dizaines d'ouvriers journaliers, se renforce davantage dans sa marche vers le village où ils mettent la main sur des chevaux, des victuailles et des munitions avant de s'engager sur la route de Miliana. Alerté par télégraphe, un détachement de troupes arrive sur les lieux et commence aussitôt à disperser brutalement la foule.

Christian Phéline a évoqué, lors de la présentation de son livre à Ain Defla en juin dernier à l'occasion du colloque de la Wilaya IV historique, plusieurs constats sur le déclenchement de cette révolte. Il a affirmé : « Née d'un enchaînement incontrôlé de violence, la prise du village n'était en rien préméditée et s'inscrivait encore moins dans un projet plus large d'insurrection. Les participants ayant agi à visages découverts, la justice coloniale aurait pu s'en tenir à sanctionner ceux qui avaient joué le rôle de « meneurs ». Dès le soir du 26 avril, une rafle militaire est cependant lancée à travers le Zaccar avec pour consigne d'arraisonner tous les hommes entre 15 et 60 ans. 400 captifs sont ramenés à Margueritte. 125 suspects que des colons désignent en place publique comme ayant participé au soulèvement sont emprisonnés à Blida, puis transférés quelques mois plus tard à la sinistre prison Barberousse (Serkadji) à Alger. Ils y resteront 18 mois, 19 d'entre eux y trouveront la mort. Entre-temps, leurs biens et leurs troupeaux ont été saisis et vendus, laissant les familles dans une totale misère. Fin 1902, le journal bilingue Akhbar dénoncera en outre les graves représailles auxquelles gendarmes et tirailleurs s'étaient livrés lors de la rafle d'avril 1901 : saccage de gourbis, violences, viols, exécutions sommaires. »

Les raisons de la colère

Il faut dire, comme l'a si bien démontré C. Phéline, que malgré les multiples manœuvres de l'administration coloniale qui avait tout essayé pour cacher les véritables raisons de cette révolte, la vérité finit par être connue. En effet, la première réaction à ce soulèvement fut celle du gouverneur général de l'époque, Charles Jonnart, qui considéra l'alerte du 26 avril comme « un accès isolé de fanatisme n'exprimant en rien un mécontentement tenant aux méthodes de la colonisation». Ce dernier justifia sa position par le fait que les deux principaux meneurs de cette révolte, Yacoub Mohamed Bel Hadj et Taalbi el Hadj, deux paysans du village, appartenaient à des confréries religieuses : le premier à la Rahmanya et le second à la Taibya. Mais selon l'auteur de *L'Aube d'une révolution*, « l'explication religieuse dissimule cependant mal les raisons économiques de l'exaspération des Righa. Déjà en 1892, une mission sénatoriale conduite par Jules Ferry avait relevé le mécontentement que causaient dans le Zaccar les redevances de pacage et les amendes forestières parmi une population montagnarde tirant une partie importante de ses ressources de l'élevage et du charbon de bois. De plus, depuis le sénatus-consulte de 1863, les Righa du douar Adélia avaient perdu la moitié de leurs terres alors que leur nombre était passé de 2200 à 3200. »

Cette politique d'expropriation coloniale était alors soutenue par les gros colons insatiables. C'était le cas de Jenoudet, le principal colon du village, qui, à lui seul, avait réussi à s'approprier plus de 1200 hectares pour l'exploitation de vignoble. Et à travers toujours le même procédé, c'est-à-dire la voie expéditive de licitations, en faisant dissoudre par voie judiciaire des propriétés indigènes indivises, ce colon avait entrepris des démarches pour obtenir un nouvel agrandissement des terres de colonisation. Les familles algériennes menacées par le projet de Jenoudet avaient alors pris l'initiative de saisir le président de la République pour lui demander d'intervenir et de mettre

La lettre envoyée par les 14 familles des Righa au président de la République française

un terme à ces expropriations, et le priant par là même de bien vouloir faire en sorte à ce qu'ils gardent leurs terres. Quatorze familles en tout avaient adressé cette requête, rédigée par l'écrivain public de Miliana, au président de la République française. Le projet fut alors bloqué par Paris. Mais un mois avant le 26 avril, une nouvelle menace d'expropriation avait été rendue publique. A bien y regarder donc, la raison de cette révolte, de « ce sursaut collectif de dignité », était incontestablement l'injustice exercée par le système colonial aveugle et aveuglé par sa boulimie…

Le procès

Le 15 décembre 1902, plus de 18 mois après la révolte de Margueritte, le procès des insurgés s'ouvre à Montpellier en France. La délocalisation du procès d'assises d'Alger vers Montpellier pour échapper à la pression de l'opinion coloniale algéroise qui réclamait alors des exécutions sur la place publique, est obtenue par les inculpés après avoir saisi la cour de cassation. Parmi les 106 inculpés, Yacoub Mohamed Bel Hadj est celui qui a marqué le plus l'assistance. Dans sa déposition, il avait décrit, selon Christian Phéline, en des termes aussi simples que parlants la dépossession subie par sa famille et ses semblables : *« Nous avons été dépouillés de nos terres, les unes prises par M. Jenoudet, les autres par différents colons, et nous avons été obligés de travailler pour vivre. Quand un de nos mulets s'égarait sur la propriété d'un colon, nous étions obligés de verser 15 à 20 francs pour rentrer en possession de la bête ; quand notre troupeau pacageait dans les broussailles, on n'hésitait pas à nous faire des procès-verbaux. Nos terres, autrefois nous permettaient de vivre, aujourd'hui, nous sommes obligés de vivre avec 1 franc ou 1 franc 50 de salaire. Que peut faire un homme avec un pareil salaire, quand il a une nombreuse famille à nourrir, à vêtir et à subvenir à tous les autres besoins ? Quand nous avions besoin d'argent, la Caisse de prévoyance ne prêtait pas à de simples particuliers comme nous. Alors nous étions obligés de nous adresser à [l'intendant de l'un des colons], qui nous vendait le sac de grains de 25 à 30 francs. »*

Son propos est appuyé par la défense. Me Maurice l'Admiral, un avocat guadeloupéen venu d'Alger, présente les inculpés comme « les symboles du nouveau « prolétariat indigène » né des expropriations coloniales ». Le procureur général fait tout pour réduire la révolte à une simple affaire de crime et de pillage. Il requiert alors une condamnation générale et dix peines de mort. Contre toute attente, le jury refuse toute exécution et prononce plus de 80 acquittements. Neuf inculpés sont condamnés aux travaux forcés, parmi eux Yacoub. Ils sont envoyés au bagne de Cayenne où ils mourront. Quant aux acquittés, « bien qu'innocentés par la Justice française, ils découvrent à leur retour qu'ils avaient perdu leurs troupeaux, que leurs biens avaient été séquestrés, que les colons refusent de les réembaucher et réclament même à leur encontre des mesures administratives d'éloignement ou d'internement... », souligne Christian Phéline.

Epilogue

Intervenue dans un contexte marqué par la fin des grandes insurrections populaires, avec notamment l'essoufflement du soulèvement de cheikh Bouamama en 1881, la révolte de Marguerite portait en son sein les germes d'une prise de conscience d'un peuple complètement dépouillé de ses biens par la machine coloniale infernale. En conclusion, la parole à l'auteur de L'*Aube d'une révolution* : « Dépossession de masse. Représailles collectives. Incarcérations de simples comparses. « Double peine » judiciaire et administrative. Déni des principes du droit républicain pour la grande majorité de la population… On le voit : à l'échelle d'un village, Margueritte annonce aussi les méthodes qui, de manière irréversible, conduiront aux massacres de Sétif et de Guelma en 1945 puis à la guerre totale au prix de laquelle, dans le cas algérien, s'est payée la marche vers l'indépendance. Déjà, avant même que se renforce une conscience proprement nationale, le soulèvement de 1901 suggère aussi toute la complexité du rapport entre résistance économique, réaffirmation d'identité religieuse et défi politique à l'ordre en place. À l'exact mi-parcours entre la grande révolte de la Kabylie en 1871 et le premier essor du mouvement national au cours des années 1930, il doit être salué comme un jalon de la plus haute valeur annonciatrice dans l'histoire d'une Algérie à la recherche d'elle-même. »

I.K

Christian Phéline, L'aube d'une Révolution, Margueritte, Algérie, 26 avril 1901, Editions Privat, 2012. Ce livre sortira en Algérie en septembre prochain sous un autre titre.

El-Mokrani (suite)

La résistance au pluriel

Par Boualem **BESSAIH**

El-Mokrani

El Mokrani

La réaction de l'indigène, frappé de réelle impuissance, fut de mettre le feu aux forêts afin d'encourager à son profit quelques maigres pâturages, mais la réaction coloniale fut si prompte et si violente qu'il dut taire sa colère et étouffer ses larmes. On assista çà et là à des scènes de violence où, dans un dernier sursaut de refus, l'indigène porta la main à son fusil et se fit lui-même justice, ce qui s'acheva, bien évidemment, par des massacres de familles.

L'on accepta aussi, pour répondre au vœu de Napoléon III, que l'indigène devienne sujet de l'empire à la condition qu'il rejetât son «statut personnel ». Après le patrimoine terrien, on s'attaqua donc au patrimoine culturel, avec ce qu'il suppose d'attachement à la foi, aux traditions, aux mœurs de la société arabe. Le choc fut terrible, le refus intégral, l'amertume profonde. Un exemple entre autres, rapporté par les archives de l'époque, donne une relation des faits : un certain Bouderba, pour avoir droit à la retraite, fut invité à se présenter à la mairie muni de ses papiers d'identité. Le préposé de la mairie, après avoir examiné soigneusement les documents, se mit à rire et lui dit : «Tu es instruit, toi. Tu peux devenir sujet français. Mais auparavant, il faudra répudier ta femme, que tu as épousée selon la loi musulmane, et la réépouser selon la loi française. »

Est-il besoin d'imaginer la réaction de cet homme devant un tel mépris ? Il en fut meurtri, comme le furent tous ceux qui se trouvaient dans le même cas, et surtout profondément confus et moralement diminué d'avoir eu la faiblesse d'espérer un tel statut.

Quand l'homme attaché à la terre perd le droit de travailler ses biens, et perd même le droit de les caresser du regard dans un recul nostalgique, il n'est pas loin de la révolte.

Mais quand le même homme, après tant de mépris et d'injustice, ressent que l'on veut également le dépouiller de son âme, du battement de son cœur et du respect de son Dieu, il est tout près de s'insurger.

Mais n'anticipons pas, car les événements ont connu bien des péripéties. Les nouvelles parviennent à Paris. Napoléon III, tantôt furieux, de tant d'insubordination chez les gouvernants d'Alger, tantôt inquiet des lendemains que pourraient provoquer tant d'antagonismes, dépêcha plus d'une députation pour s'enquérir de la réalité. Il eut, entre autres, un fidèle émissaire en la personne d'Urbain. Cet homme, d'origine créole, était l'interprète arabe de l'empereur.

Ayant fait des études au Caire, Urbain maîtrisait la langue arabe. Ayant épousé une musulmane, il était sensible au sort de ce peuple à la fois arabe et musulman. Mais il était, comme l'empereur,

convaincu que seule une cohabitation avec ce peuple sur une base de justice et de respect de son identité pouvait assurer une présence française. Seule une telle cohabitation pouvait voir fleurir sur cette terre une nouvelle civilisation fondée sur le génie arabe et l'esprit bâtisseur européen.

Urbain fit donc de nombreuses randonnées, rendit visite à des indigènes, notables notamment, dont Hachemi Ben Badis, aïeul du cheikh Abdelhamid. Il rencontra de nombreux colons, de nombreux Français, dont le docteur Vital, esprit anticolonial avec qui il échangea une riche et utile correspondance, ainsi que, bien entendu, le maréchal Mac-Mahon, gouverneur général de l'Algérie. L'impression que décela Urbain au travers de longues analyses de la situation en Algérie, était que le « royaume arabe », tel que conçu par l'empereur, ne verrait pas le jour parce que les colons et leurs protecteurs, en Algérie comme en France, avaient dressé un tel rempart d'obstacles infranchissables, une telle muraille d'obstinations et d'antagonismes, que le meilleur des esprits y perdrait son énergie. Pourtant, lui ne la perdit pas et continua de lutter jusqu'au bout de ses forces et jusqu'à la chute de l'empire.

Pendant ce temps, la situation économique du pays était devenue épouvantable. En 1866, les sauterelles dévorent orge et blé jusqu'à la racine, dépouillant les arbres de leurs fruits et de leurs feuilles. En plein été, la plaine prend un aspect de désolation. En 1867, la sécheresse est telle que les grains ne peuvent germer. Faute d'herbe, les moutons meurent de faim.

Les hommes, affaiblis par les privations sont une proie facile au typhus et au choléra. Maladies qui continueront de sévir jusqu'en 1868.

Le général Lacretelle, qui n'était pas particulièrement tendre avec les «indigènes», l'écrivit dans une brochure : « Une grande partie de la population, réduite à l'état de bêtes sauvages, ne vit que de racines et d'immondices et dispute à mort une nourriture repoussante pour un autre jour de souffrances et d'agonie. Dans la province d'Oran, le chiffre des victimes s'élève à plus de 100.000, c'est-à-dire près d'un cinquième de la population. Des milliers de fantômes, qui vont à leur tour succomber, se traînent par bandes dans le pays et propagent toutes les maladies qui sont le cortège habituel d'une si grande misère. »

Après avoir évalué à plus de 500.000 le nombre d'Algériens condamnés à mourir de faim, Lacretelle ajoute : « Les Arabes sont impuissants à lutter contre la sécheresse parce que la colonisation européenne leur a enlevé, avec les meilleures terres, la jouissance et même l'accès des cours d'eau, parce que, dans les terres où on les a relégués, les sources, tout au plus suffisantes en temps ordinaire pour abreuver les troupeaux, ont presque entièrement disparu ; enfin, parce que n'ayant dans les tribus ni industrie ni commerce, le manque de céréales et la perte de leurs troupeaux les laissent absolument sans ressources ».

Ainsi donc, la crise économique catastrophique qui frappa l'Algérie ne pouvait que rendre plus complexe la situation politique et allait conduire à des débordements et à des dépassements aux conséquences incalculables. Le spectre de la mort était partout présent. Les hommes, les femmes, les enfants, squelettes ambulants, se traînaient sur les routes et jusqu'aux abords des villes. Mais lorsque les rescapés du cortège arrivaient aux alentours d'Alger, ils étaient violemment refoulés de peur d'infester la ville où un grand nombre de colons s'étaient barricadés.

Comme il y a eu beaucoup d'enfants errants, telles des bêtes éperdues, corps frêles et menus gémissant de faim et de fièvre, « le cardinal Lavigerie crut le moment venu de secourir les corps pour « sauver leurs âmes » ». Il organisa, donc, dans plusieurs institutions religieuses, notamment celles relevant de l'autorité des Sœurs de Saint-Vincent de Paul, de véritables pensionnats pour orphelins avec la mission de les baptiser et de les convertir au christianisme. Mac-Mahon ne partageait pas les points de vue à ce sujet et s'insurgeait contre cette pratique, qui, à ses yeux, allait susciter les réactions violentes des Algériens. Les chefs indigènes ripostèrent énergiquement en effet, rappelant que la France, en débarquant en Algérie, avait solennellement promis de respecter les croyances des habitants. El-Mokrani fut de ceux-là. Il mit le gouverneur général devant ses responsabilités en laissant même entrevoir une menace de révolte. Mais il ne se contentera pas de cela. Il ouvrit les silos du château de Medjana et accueillit des milliers de ses frères. Ayant puisé des sommes considérables de sa fortune, il alla emprunter de l'argent à un banquier juif du nom de Mesrine. Comme la somme empruntée était importante, il sollicita du gouverneur général une garantie qu'avait exigée le banquier. Mac-Mahon accepta, mais, après la chute de l'empire, l'engagement ne fut pas respecté.

El-Mokrani, qui sentait déjà venir le moment de passer à l'action, avait contracté cet emprunt non pas seulement pour renflouer ses caisses, ce qui paraissait

légitime chez un seigneur habitué à recevoir et à honorer ses hôtes, mais aussi et surtout grâce, précisément, à cette renommée d'acheter chevaux et céréales une fois la catastrophe passée. Il le fit si bien plus tard et si ostensiblement que les milieux des colons, ceux notamment installés à Sétif, tout près de son château de la Medjana, firent circuler le bruit qu'El-Mokrani préparait une révolte.

Ils ne se trompaient pas. Mais, El-Mokrani n'était pas homme à s'embarquer dans une folle aventure sans avoir au préalable réuni le maximum de conditions nécessaires.

Le problème de l'Algérie était au cœur des discussions à Paris. Outre Napoléon III qui suivait l'évolution de la situation politique et économique avec une extrême minutie, les députés français, sollicités de toutes parts par les colons pour proclamer que la situation qui prévalait en Algérie était imputable aux bureaux arabes et à la politique suivie par les généraux et colonels, devinrent, à part quelques groupuscules de gauche, de véritables porte-parole de la colonisation.

Une occasion exceptionnelle allait leur être donnée pour réaliser leurs vœux. Une commission, présidée par le député Le Hon, s'était rendue en Algérie pour examiner la situation agricole du pays et préconiser les mesures nécessaires à son redressement, en ne négligeant ni la présence des colons, ni celle des « indigènes », appelés à y apporter leur contribution. Le député Le Hon fut si bien pris en charge par les colons qu'il devint leur avocat et, de dossier économique dont il était chargé, le résultat de l'enquête se transforma en dossier politique. La nuit du 4 août 1870 consacra la victoire des colonialistes. En effet, le corps législatif venait de décider que « le régime civil faisait concilier les intérêts des Européens et des indigènes ». L'enthousiasme fut tel chez les colons que l'événement fut fêté dans l'euphorie générale. Les journaux d'Algérie pavoisèrent, comme l'Écho d'Oran qui écrivit : « Le Waterloo du royaume arabe». De l'autre côté de la barrière, les indigènes étaient au bord du désespoir, non point qu'ils trouvaient dans le régime des bureaux arabes une institution de protecteurs, mais parce que, une fois le régime civil établi, c'était la colonisation à outrance. El-Mokrani, lui, avait approfondi la réflexion au point de penser que le régime militaire était un régime de sabre, et qu'à ce titre, il était provisoire. Tandis que la colonisation, avec ses lois dictées de France comme sur un territoire français, avec des moyens énormes et un pouvoir sans limites, consacrerait la présence de la colonisation pour un temps indéterminé que seule la fortune des armes pouvait un jour arrêter.

Le maréchal Mac-Mahon, sans doute piqué dans son amour-propre d'officier, présenta sa démission de gouverneur général. El-Mokrani fit de même. Mais sur insistance du maréchal qui lui promettait sur l'honneur que les choses se dérouleraient pour l'essentiel comme par le passé, il la reprit. Pendant ce temps-là, les affaires européennes prenaient un tour inquiétant. Napoléon III, nostalgique des succès militaires que connut naguère l'empereur Bonaparte avait, depuis une dizaine d'années, constitué une puissante armée. Autour de lui, des hommes de plume ambitieux et courtisans, tels Edmond About, écrivain sans réelle valeur, et Prosper Mérimée, venu à la cour parce qu'il avait connu l'impératrice toute jeune en Espagne, annoncèrent dans leurs écrits l'imminence d'une guerre contre l'Allemagne.

On connaît la suite des événements. La bataille de Sedan fut la chute de l'Empire. Quatre cent mille hommes furent faits prisonniers et Napoléon III fut incarcéré. Le 4 septembre, la République fut de nouveau proclamée en France, et les vieux républicains exilés, Victor Hugo en tête, rentrèrent triomphalement à Paris.

Chez les Algériens, ce fut la stupeur générale. Pourtant, ils avaient envoyé 20.000 des leurs se battre contre l'armée allemande, et la moitié fut décimée. El-Mokrani, comme bien d'autres chefs «indigènes», souhaitait la victoire de l'empereur, seul espoir encore possible. Il était même prêt à entrer en révolte, mais il ne le fit pas pensant, à tort ou à raison, mais ceci est une autre histoire ¬qu'il ne pouvait prendre les armes contre la France parce qu'elle était elle-même en état de guerre. Il avait déjà dit et écrit au général Lallemand et au général Augeraud qu'il ne se révolterait pas contre la France en guerre et que le jour où il prendrait les armes, il le dirait à l'avance et il l'écrirait. C'est une des raisons pour lesquelles certains historiens décelèrent chez lui des traits de caractère familiers aux Montmorency.

Dans l'Est algérien, un certain Tahar Klebouti, en étroit contact avec Mahieddine, fils de l'Émir Abdelkader qui était, avec Nasser Ben Chohra (autre combattant originaire de la région de Laghouat), à la frontière algéro-tunisienne près de Négrine, souleva la région de Souk-Ahras. La nouvelle avait provoqué une telle fièvre chez les colons qu'ils imputèrent cette révolte à l'initiative pernicieuse d'El-Mokrani.

Mais celui-ci, bien qu'étranger à l'action de Klebouti, n'avait pas moins reçu la nouvelle avec une

réelle sympathie, car ce qui l'intéressait au premier chef, c'était les armes crépitant partout.

C'est à partir de cette idée qu'il mit au point un plan d'action détaillé. Il fallait, avant tout, dans ce climat social, marqué par les dissensions, et où les forces étaient éparpillées par l'effet de la politique « diviser pour régner », réconcilier les frères ennemis, rapprocher les tribus rivales, taire les conflits religieux. La puissante confrérie des Rahmania avait à sa tête le vieux cheikh El Haddad et comptait dans le pays 300.000 adeptes. C'était une véritable armée de dévots en burnous. Il fallait donc la gagner à la cause. Parmi les enfants de cheikh El Haddad, il y avait Mohamed, homme de religion, qui avait combattu aux côtés de Boumaza en 1852. Il y avait aussi Aziz, plus libertin, fougueux, au fait de la politique en Algérie et en France, beau parleur qui lisait la presse dans la langue de Voltaire et était acquis à l'idée de l'insurrection.

Grâce à l'entregent de ces deux personnages, El-Mokrani rencontra cheikh El Haddad. La réconciliation fut scellée et l'engagement pris de déclencher la révolte à une date rapprochée. Cheikh El Haddad, porté sur les épaules de ses deux enfants, quitta sa retraite d'ermite et se rendit sur la place de Seddouk où il prêcha la guerre sainte. À la fin de son discours, il jeta sa canne en guise de commencement des hostilités et lança ses redoutables partisans à travers plaines et montagnes.

De son côté, El-Mokrani, après avoir réuni un conseil de guerre rendit son insigne de bachagha, renvoya le montant de son salaire, et écrivit le télégramme suivant aux autorités françaises : « À monsieur le général Augeraud : mon général, je vous remercie des excellentes choses que vous m'avez toujours témoignées, mais je ne puis vous répondre d'une chose. J'avais donné ma démission au général Mac-Mahon qui l'a refusée, et si j'étais resté dans l'expectative, c'est uniquement parce que la France était en guerre contre la Prusse et que je n'ai pas voulu augmenter les difficultés de la situation. Aujourd'hui, la paix est faite et j'entends jouir de ma liberté. Je ne peux accepter d'être l'agent de votre gouvernement et je n'échangerai avec les agents que des coups de fusil. J'écris aussi au capitaine Olivier que je refuse mon mandat et qu'il ait à se tenir sur ses gardes, car je m'apprête à combattre. Que chacun aujourd'hui prenne son fusil Adieu.»

Il écrivit de nombreux messages aux chefs des tribus, d'est en ouest et du nord au sud. Il était devenu le chef incontesté des tribus à la fois la tête et le bras, s'appuyant sur la formidable force politique que lui apportait la confrérie des « Rahmania ».

Le feu devint brasier. De toutes parts, les troupes françaises furent constamment harcelées : Bordj Bou Arreridj, Sétif, Tizi-Ouzou, le Hodna, Bougie, les Babors, les Bibans et la vallée de la Soummam, Djidjelli, Palestro, Sour El-Ghozlane, Cherchell, etc.

L'adhésion des différentes tribus fut telle que le feu atteignit les portes d'Alger. Le désarroi des forces d'occupation fut à son comble, lorsque les cavaliers d'El-Mokrani arrivèrent à 20 kilomètres de la capitale. Le général Lallemand, commandant en chef des forces armées, forma une colonne grâce aux renforts arrivés de France après la chute de Sedan. Il se rendit à l'Oued Souffiat où campait El ¬Mokrani. La bataille fut sanglante. El-Mokrani était à la tête de ses troupes, au sommet de la colline qui surplombait la rivière. Il n'était pas reconnaissable parce qu'il avait revêtu un burnous blanc comme tous les autres combattants. Une balle l'atteignit au front. C'était le 5 mai 1871. Certains ont prétendu qu'il avait été trahi par l'un des siens qui aurait tiré sur lui, d'autres diront qu'il faisait sa prière lorsque le feu l'atteignit. En réalité, devant le formidable déploiement de forces, il s'était mis au-devant de la scène pour mener personnellement le combat.

Sa mort fut gardée secrète pendant plusieurs jours. Son corps fut transporté en silence à travers les montagnes jusqu'à la Kalâa des Béni-Abbès où il fut enterré. Pour tout cérémonial, il eut droit à la prière du mort sous l'œil stoïque d'un imam des « Rahmania ». Celui qui organisa cette procession funèbre, sans larmes et sans paroles, n'était autre que son frère Boumezrag, « l'homme à la lance » qui prit la relève. Avec Boumezrag, naguère effacé, timide et silencieux, le combat reprit avec un tel acharnement, une telle rapidité de mouvement, un tel éparpillement de forces et de coups de main que l'adversaire, d'abord triomphant de la disparition d'El-Mokrani, fut complètement dérouté. Il y avait chez Boumezrag, outre l'acharnement à venger son frère, sentiment si puissant chez les montagnards, une attitude politique plus radicale que celle de son prédécesseur. Il le prouvera tout au long des nombreuses batailles qu'il livra personnellement, allant d'un front à un autre, multipliant les appels

à la lutte, punissant les récalcitrants, coordonnant les assauts avec ses lieutenants, et notamment avec Aziz, aussi intrépide et aussi impétueux que lui. Il livra en tout 340 batailles.

Le général Lallemand, assailli de toutes parts, réunit un conseil de guerre et ordonna à ses généraux de tout ratisser, l'artillerie de campagne en tête des convois, rasant les villages, brûlant les forêts. Sa politique était fondée sur une ordonnance de 1845, décrétant les mesures de séquestre sur les tribus révoltées et infligeant des amendes sur chaque fusil détenu par les rebelles.

Boumezrag dut se replier vers le Sud. Il se dirigea vers la frontière tunisienne où il demanda des renforts et des vivres à Bouchoucha, alors maître de Ouargla. Mais une formidable tempête de sable dispersa les hommes et les bêtes. Au petit matin du 20 janvier 1872, une escorte française trouva deux hommes allongés sur le sable, qu'elle crut inanimés. C'était Boumezrag, accompagné d'un Espagnol qui avait tenu à le suivre. Ils furent présentés au général Delacroix qui annonça à Boumezrag sa prochaine comparution devant les juges pour crimes commis contre la France. Ce à quoi Boumezrag répondit : « Et vous direz un jour que vous m'avez eu alors que vous m'avez surpris dans un sommeil d'épuisement. »

Boumezrag comparut, en effet, devant la cour d'Assises de Constantine. Après de longs débats, et la plaidoirie magistrale d'un député, venu de France, maître Grévy, frère du futur président de la République, il fut condamné à la peine de mort sur la place de Bordj Bou Arreridj.

Pourtant, maître Grévy avait déployé une exceptionnelle énergie à convaincre le juge. Il s'y prit avec une telle habileté qu'il fit une comparaison émouvante, mais non conforme, à la rigueur de l'histoire puisque Abdelkader fut envoyé en France dans des châteaux fortifiés au lieu d'Alexandrie où on lui avait promis de se retirer.

« Lorsque Jugurtha fut vaincu, dit en terminant maître Grévy, ses vainqueurs le chargèrent de chaînes et le conduisirent à Rome ; là, ils le jetèrent dans la Caglianum où il mourut de faim après six jours d'horribles souffrances.

Vingt siècles plus tard, les Français, eux aussi, s'emparaient du nord de l'Afrique. Abdelkader, battu, se rendit à la France qui, loin d'imiter la barbarie de Rome, faisait à son vaincu une position digne d'elle et de lui.

Je réclame, messieurs, l'acquittement pur et simple. Je le réclame au nom des principes de liberté, de tolérance et de générosité.

Vous êtes souverains, messieurs les jurés, votre verdict sera sans appel, il doit être un acte de justice. Faites que, de retour à l'Assemblée nationale, je puisse dire à mes collègues que j'ai trouvé sur la terre algérienne un peuple juste ; que l'Algérie apaisée ne veut plus de l'arbitraire sous quelque forme qu'il se présente et qu'elle se relève sous une admiration nouvelle ; que je puisse leur dire, enfin, que l'Algérie est et sera toujours digne de la liberté. »

Quand on demanda à Boumezrag s'il voulait faire appel, il refusa. En descendant du box, il jeta un regard serein sur l'assistance et tandis que des femmes l'observaient avec admiration, il s'écriera : « Peu m'importe de mourir plus tôt que plus tard, puis qu'il faut mourir. » Sa peine fut commuée en déportation en forteresse ; il prit le bateau vers la Nouvelle-Calédonie avec Aziz, Mohamed Haddad et 569 autres Algériens. Il y restera jusqu'en 1904, année de son retour en Algérie où il mourut un an plus tard. Les autorités françaises d'Algérie, consultées sur l'opportunité de le voir revenir dans sa région natale, refusèrent catégoriquement, considérant que l'homme était encore dangereux. On l'autorisa à aller chez son fils, muphti à Orléansville (El-Asnam).

Quelle émouvante destinée que celle de cet homme ! Emouvante aussi, entre autres, celle d'une femme, sans doute son épouse en exil – mais nous n'en savons rien – qui écrivit en 1908 une lettre au gouverneur général de l'Algérie, lui rappelant la promesse qu'il fit à Boumezrag, lors d'une rencontre le 14 juillet 1904 à Paris (1), de ne point la laisser sans ressources lorsque le captif libéré serait rentré en Algérie. La lettre était signée «Eugénie Lemarchant 21, Rue des Espagnols, Rouen ».

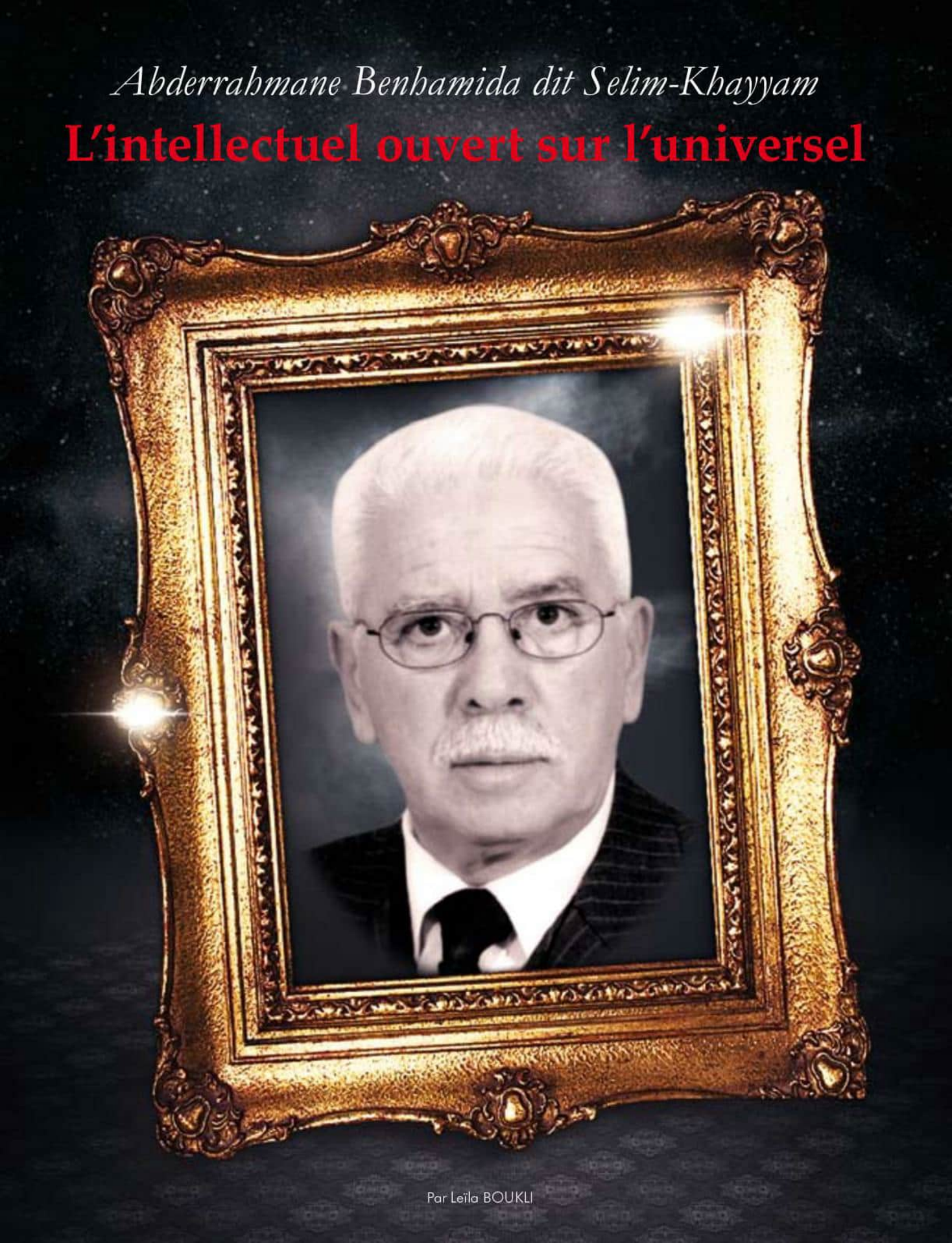
Quatre années après la mort de son « époux », elle n'avait donc rien reçu. Elle avait partagé avec lui l'amertume de l'exil. Elle continuera d'assumer seule celle de l'oubli.

B.B

1) De retour de Nouvelle Calédonie, Boumezrag avait été présenté au gouverneur général, de passage à Paris.

Abderrahmane Benhamida dit Selim-Khayyam

L'intellectuel ouvert sur l'universel



Par Leïla BOUKLI

Portrait

Cet amoureux des lettres et d'histoire est né un 21 octobre 1931 à Tizaghouine, village situé à quelques kilomètres de Dellys. C'est dans cette coquette petite ville de bord de mer qu'il fera ses premiers pas d'écolier, entouré de l'affection de ses grands-parents maternels, les Bennaceur, chez qui il réside.

Après des études universitaires à Alger où il milite déjà au sein du MTLD, il obtient parallèlement un diplôme d'études secondaires des médersas et un diplôme d'études supérieures islamiques, et active au sein des scouts musulmans algériens. Il sera l'un des membres fondateurs de l'Union générale des étudiants musulmans algériens (Ugema). Militant actif du Front de Libération Nationale, il intégrera, dès février 1955, la Zone autonome d'Alger. Il devient rapidement commissaire politique, mais est arrêté le 15 octobre 1957.

Cet ancien médersien fait partie de la génération qui, guidée par sa spontanéité militante, s'engage corps et âme dans les rangs de l'élite révolutionnaire pour libérer la patrie.

Abderrahmane Benhamida connaîtra très jeune les affres des prisons coloniales puisqu'il sera détenu dans différentes prisons d'Algérie (Serkadji, El Harrach, Berrouaghia), mais aussi en France aux petites Beaumettes, Grandes Beaumettes de Marseille et de l'île de Ré.

Son courage et sa foi suscitent le respect de ses compagnons d'infortune. Solidaires et unis, dans cette prison des Grandes Beaumettes, les militants endurent et supportent l'extrême pénibilité d'une grève de la faim qui durera 13 jours. Ils sont tous habités par une conscience aiguë des enjeux politiques et de dignité ainsi que par l'issue de la confrontation extrême engagée par les militants avec leurs geôliers, pour l'affirmation des idéaux de leur combat et le devenir de leur condition de détenus…

Face à cette détermination, l'administration pénitentiaire cède. Désormais, l'ensemble des détenus FLN bénéficie du régime de détenus politiques. Porté par ce contexte de ferveur et de dévouement, Selim-Khayyam, qui aura été condamné à perpétuité, puis par trois fois à mort, intègre, fort d'un volontarisme exceptionnel, le programme d'éducation culturelle et politique élaboré par ses pairs à l'endroit des détenus.

Prototype de cette jeunesse en ébullition, son passage dans le couloir de la mort, à un âge où l'on rêve d'oiseaux bleus et d'amour, n'entame en rien son énergie. Loin de pleurer sur son sort, il continuera son action militante au sein de la prison : éducation politique, alphabétisation, éducation religieuse et organisation.

Il est par miracle gracié. Et n'est libéré qu'après le cessez-le-feu en avril 1962.

Alors que tout est à faire, dans cette société déstructurée, où l'analphabétisme frôle les 90%, où le corps enseignant est réduit à sa simple expression, il préside aux destinées du ministère de l'Education Nationale, fait la première rentrée scolaire et installe le premier recteur de l'Algérie indépendante, en la personne de Ouabdesselam, qui fut son professeur au lycée franco-musulman. Un moudjahid qui a combattu l'ignorance pendant 60 ans et qui forma un grand nombre d'anciens mérdersiens. Parmi, les nombreuses autres charges qu'il assumera, on retiendra celle de P-DG de la Société nationale des matériaux de construction.

Dans la mémoire de ses compagnons d'armes et amis, le souvenir de l'homme reste vivace. D'ailleurs, beaucoup d'entre eux témoignent de l'action du médersien, du nationaliste, du condamné à mort, du moudjahid, du ministre, du P-DG, de l'homme de culture, de l'ami sûr, qu'il fut, dans un livre publié aux Editions Le Pôle des Connaissances sous le titre Farissou El djihadeyne (Chevalier des deux combats) : pour son combat libérateur dans la capitale, condamné à mort épargné par le destin et, dès la libération du pays, pour avoir été l'un des artisans de la bataille d'édification de l'Algérie souveraine.

Aujourd'hui, il repose près de la tombe de son benjamin, unique garçon, parmi ces cinq enfants. Mohamed El Hadi, archéologue de formation, âgé d'une trentaine d'années, venait de Tamanrasset, où il s'était mis en disponibilité pour entamer des études de post-graduation. Il trouva la mort tragiquement dans l'attentat qui avait ciblé le siège des Nations Unies à Hydra, mitoyen du domicile des Benhamida, totalement détruit. La douleur fut profonde, mais Abderrahmane continua de montrer un visage serein pour soutenir ses proches. Il n'allait pas tarder lui-même à s'éteindre au milieu des siens, la nuit du 27e jour du Ramadan 2010, un 5 septembre. Le temps de remettre sur pied, la demeure, témoin des premiers pas de ses enfants, qui y ont grandi. Il aura été l'un des symboles de cette Algérie en marche qui reconnaît en lui l'un de ses dignes fils.

L.B.

Abderrahmane Benhamida à gauche à l'époque où il était ministre

Yamina Tounsi, Ali née Chiali : première djoundia à être montée de la wilaya d'Oran, vers le maquis

Par Leila BOUKLI

Portrait

Yamina Tounsi

Par une belle après-midi d'été de l'année 2012, année du cinquantenaire, El Hadja, comme on l'appelle communément, nous reçoit. Certains détails de ce salon rappellent aux visiteurs avertis que l'origine de Yamina est la ville de Tlemcen où elle est née. D'abord, son nom de jeune fille Chiali, vieille famille tlemcénienne nationaliste, pétrie des valeurs arabo-musulmanes qui font, à ce jour, sa renommée de perle du Maghreb, son aisance de femme du monde, ses formules d'accueil, son accent, le thé à la menthe qu'elle nous sert, son arabe châtié, le métier de son père artisan babouchier...

Le regard triste, elle a du mal à cacher les bleus de son âme. D'une voix douce, El Hadja, qui a pour nom de guerre Aïcha, commence par nous parler de son enfance et de la déception ressentie à l'époque par le rejet de l'administration française de sa demande de dispense d'âge, deux mois seulement, nous dit-elle, lors de son inscription à l'école. Elle ne regrette rien, puisque ce refus la fera atterrir à Dar El Hadit, seconde université du genre, des oulémas muslimine, après celle de Constantine, construite l'année de sa naissance, en 1934, grâce aux généreux dons en or et en espèces des citoyens de la ville, qui, déjà à l'époque, accordaient un intérêt très poussé au savoir et aux sciences. Pour cet enseignement, les garçons payaient un prix symbolique, les filles, quant à elles, pouvaient en bénéficier gratuitement. Cette année-là, pour la pose de la première pierre, les anciens se souviennent que les cheikhs Ben Badis et Ibrahimi furent reçus à la gare par des nachid watani, chants patriotiques.

Portrait

Yamina Tounsi assise en avant-plan, 2e à partir de la gauche

Le patriotisme est né très tôt au sein de la population qui suit avidement les informations sur la révolution en Egypte, la chute du roi Farouk et l'avènement de Djamel Abdel Nasser, les évènements au Maroc et en Tunisie. L'exil du Roi Mohammed V, se souvient La Yamina, fut vécu à Tlemcen comme un deuil ; d'ailleurs, cette année-là, on dérogera au sacrifice du mouton de l'Aïd El Kébir. C'étaient tous ces évènements doublés des injustices que le peuple algérien subissaient quotidiennement qui éveillèrent la conscience des jeunes et moins jeunes, militants du MTLD et du PPA. « Nous attendions sur des braises ardentes le déclenchement de la révolution. Nous étions prêts. Nous vécûmes le déclenchement de la lutte armée en 1954 comme une fête et cherchions désespérément à rentrer en contact avec les responsables chargés du Nidam. Ce fut par mon beau-frère Abdelkrim Bouayad, militant engagé lui-même, que j'eus mon premier contact avec Mustapha Benyellès, responsable du Front de libération nationale de la ville de Tlemcen et de ses environs. La ville devait à l'époque pourvoir le Front en argent, en renseignements, en armes, en médicaments, en vêtements… On devait se charger d'orienter les hommes et les femmes, désireux de pouvoir enfin lutter contre les indus occupants de notre pays. Je fus chargée de la formation des femmes, étudiantes, lycéennes, aux foyers, qu'on approchait ou qui venaient à nous, sans difficultés, parce que comme nous, elles attendaient ce jour. Au début, les opérations fidaï n'étaient pas très nombreuses à Tlemcen, parce qu'on avait pour mission première de nous procurer les armes indispensables, pour le combat armé. C'est Larbi Ben M'hidi en personne qui les passait par Port Saïd, actuel Marsat Ben M'hidi (une façon de garder en mémoire l'histoir. Ndlr), vers Oued Melwiya. Mais cet état de grâce ne durera pas. Le Dr Benzardjeb, pour ses nombreux actes en faveur de la révolution, est lâchement assassiné. Les Français promettent à la famille de ramener le corps au cimetière de Sidi Senoussi de Tlemcen à 7 heures du matin. Ils ne tiendront pas parole, parce qu'ils prennent peur, face à la foule immense stationnée devant les portes du cimetière. De toutes les poitrines fusaient des chants patriotiques. Une nuée de personnes comme un seul homme descend vers la ville. Un jeune, Mohamed Belkaïd, prend une pierre et la lance de toutes ses forces d'adolescent – il n'avait même pas 16 ans – sur la façade de la maison d'un colon. Ce dernier sort sa carabine et tire sur Mohamed qui tombe pas loin de moi. Je le recouvre de mon voile. Incontrôlable, la marée d'hommes et de femmes indignés arrive ainsi à la rue de France, les jeunes fous de rage cassent tout sur leur passage. Il y a eu de nombreuses arrestations. La Main rouge se chargera

Yamina Tounsi saluée par Ferhat Abbes au Maroc

De dr. à g.: Yamina Tounsi, Malika Allouache et les deux enseignantes marocaines Habiba El Berkadi et Berrada à l'université de Oujda

par la suite de tuer les pères dont les enfants étaient au maquis et poursuivra sa sale besogne par une chasse aux intellectuels, avocats, médecins, pharmaciens, tout intellectuel est menacé de mort, jusqu'à sous son toit. La consigne passe : 'Lorsque vous entendrez du bruit, montez sur les terrasses et mettez vous à crier, pour que le crime ne passe pas. ' Le 16 juillet 1956, les Français apprennent que la maison de mon beau-frère sert de lieu de rencontre. Mon beau-frère, sa mère, ma sœur et ses enfants sont emprisonnés. Mon nom est cité par le délateur. J'étais occupé à distribuer ce jour-là des tracts appelant à la grève. J'apprends de la bouche d'un moudjahid la nouvelle. Je remets les documents en ma possession à des compagnons, parmi eux Z'hor Kahia. Je cachais une bombe à la maison. Malgré le danger, ma nièce de 11 ans, sera chargée de la remettre à Zoulikha Bakhti, une militante. En un clin d'œil, la consigne de grève est suivie. Les Français emmènent les hommes au vieux stade, ils y resteront en plein soleil, toute la journée les mains sur la tête. Sur ordre des moudjahidine, je rejoins El Kifan où m'attend un supposé mari en la personne de Djilalli Bentabet. Ensemble, nous gagnons les monts des environs de Tlemcen, c'est là que je rencontre une jeune fille de 15 ans, enceinte, inconsolable. Elle venait de perdre 7 membres de sa famille, son douar d'origine, Sid El Djilalli, venait d'être pratiquement rayé de la carte par les Français en représailles aux 40 fermes brûlées par les moudjahidine de Messerghine jusqu'à Bensekran. Je me souviens que pour la consoler notre responsable Si Mohamed lui dit : 'Pourquoi pleures-tu? Regarde, elle a laissé sa famille, sa fille. ' A Motaz dans le djebel de Sabra Mokhtar Bouzidi, surnommé le valeureux de la nuit, inflige une défaite mémorable à la Légion étrangère. C'est avec eux que j'arrive à Anged aux frontières. A Oujda, dans une ferme, propriété d'un Marocain Si Miloud, marié à une Algérienne, nous nous apprêtions, Si Mokhtar et moi-même, à regagner l'intérieur, distant de seulement 10 km. La ligne Morice n'existait pas encore, lorsque, Boumediene et Boussouf, de retour de la Soummam, accompagnés d'un journaliste égyptien d'El Ahram, Ilhami Hossein, qu'ils avaient réussi à sortir des griffes des geôliers d'Oran, me demande de lui relater l'arrestation de ma sœur et de sa petite famille. Je sollicite avec force mon retour au pays, que Boumediene refuse. Le djoundi n'ayant pas d'autre alternative que l'obéissance, je reste à Oujda où je rencontre dans la maison d'Abdelkrim, un Algérien, demeure transformée en fabrique de bombes, un groupe de jeunes, dont le président actuel Abdelaziz Bouteflika. Je suis hébergée chez un avocat du nom de Triki et chargée de former un groupe de femmes. Avant de poursuivre, je tiens à témoigner et à rendre hommage aux citoyennes algériennes d'Oujda, qui ont toutes ouvert leurs foyers aux combattants, qui ont toutes étaient militantes de la cause. Discipline, volonté inébranlable, grande intelligence politique, doublé d'un engagement sans faille dans cette action libératrice. Les paysannes et montagnardes de toute l'Algérie ne sont pas en reste. Je veux parler de l'engagement de celles des monts de Sabra, que j'ai bien connus. Elles ont donc aussi droit à leur part de gloire dès lors qu'elles ont assumé pleinement et en toutes circonstances leurs rôles de résistante, de militante, de combattante, d'épouse, de mère, active et efficace. Cet engagement indéfectible des femmes, dont j'avais avec honneur la responsabilité, a été mis à profit dans notre travail à la fois politique et social à Oujda.

Les mounadilate, les djoundiate après accord de Boumediene ont occupé la maison Benyakhlef, devenue un centre important baptisé du nom symbolique de

Yamina Tounsi assise au centre de la photo

Djamila Bouhired. Les femmes des autorités marocaines, pacha et préfet, ont assisté à l'ouverture. On a travaillé sur tous les fronts. Salima Boudghan, Saliha Semouchi, Sakina Dali Youcef , Aouicha Guermouche, Malika Rahal, Malika Allouache, Saliha Kaid Ahmed, les filles Benyekhlef, Badia Triki, Baya Merabet, la mariée du FLN qui se sauva le jour même de ses noces pour rejoindre le maquis, elle était fidaïa et voulait se marier à l'indépendance, et beaucoup d'autres que j'oublie, qu'elles m'en excusent, se sont occupées de l'aide aux réfugiés, aux femmes et enfants de chouhada. Nous nous sommes occupées d'enfants circoncis algériens et de démunis marocains, nous avons soigné, créé une école primaire, enseigné, cousu, tricoté, appris aux femmes à envoyer des colis au front. Nous nous sommes ensuite étendues jusqu'à Figuig … »

« Un jour, se rappelle El Hadja, lors d'une visite sur la route de Figuig, un djoundi légèrement blessé nous fait signe, nous nous approchons. Il nous signale qu'au sommet du mont Drouz un autre moudjahid, grièvement blessé, perd depuis trois jours son sang. Il est de suite

Yamina Tounsi au fond de la photo avec des parents algériens d'enfants circoncis au Maroc durant la révolution

Yamina Tounsi deuxième à partir de la gauche avec des enfants algériens circoncis a Oudjda Maroc durant la révolution

transporté au centre Bouarfa, pour officiers, on y trouve entre autres Othman, Si Boubekeur, Medeghri, Ould Kablia, transporté à l'hôpital d'Oujda Maurice-Lusto, il est amputé de la jambe. Je l'ai retrouvé après l'indépendance. Bouhafsi est responsable des handicapés de guerre à Oran. »

Hadja Yamina reprend : « Après avoir organisé les centres d'Oujda à Figuig, les responsables nous demandent de nous intéresser au « tensik », dans les grandes villes du Maroc. Le travail se fait à Oujda parce que nous étions au front. Aux frontières, rappelle-t-elle, toutes les nuits les mortiers grondent. A la base Ben M'hidi bombardée durant le Ramadan, les femmes sont encore présentes pour panser les blessés. Je fais une visite à Rabat pour recevoir Ferhat Abbès lors de sa première visite aux moudjahidine après la mise en place du GPRA. Tous les Algériens du Maroc sont présents. Jusqu'au 19 mars 1960. Commence alors la réception des réfugiés jusqu'au jour de l'indépendance. Notre but est atteint. Nous sommes libres et désormais souverains. Enfin, je retourne chez moi pour revoir ma famille et ma fille Karima, conçue d'un premier lit en 1955. En 1963, je suis l'une des premières enseignantes d'arabe à l'école du Chemin Gascogne, à Alger. J'arrive à m'imposer auprès de collègues françaises. En 1964, je fais la connaissance de celui qui sera mon compagnon, Ali Tounsi, ami intime de mon beau-frère Abdelkrim. Nos valeurs communes nous unissent. Nous avons été tous deux des djounoud au service de la Nation. L'ouverture d'esprit de mon futur époux me séduit. Ali considérera ma fille Karima comme la sienne. De cette union naîtront Nadjet et Samir. Si Ali adorera ses petits-enfants et arrière-petits-enfants. Inès et Farah, filles de Nadjet, Amine, Tayeb et Imem, enfants de Samir. Karima l'aînée donnera naissance à trois filles, Sakina elle-même, maman de Lina et Sami, Souâd, Leïla qui donnera vie à Djaoued et à Sabri Ali, le petit dernier, né peu après la tragédie, survenue à Si-Ghouti. Ali pour perpétuer le prénom, Sabri afin que Dieu Tout-Puissant atténue notre douleur. »

Yamina Tounsi debout troisième à partir de la gauche

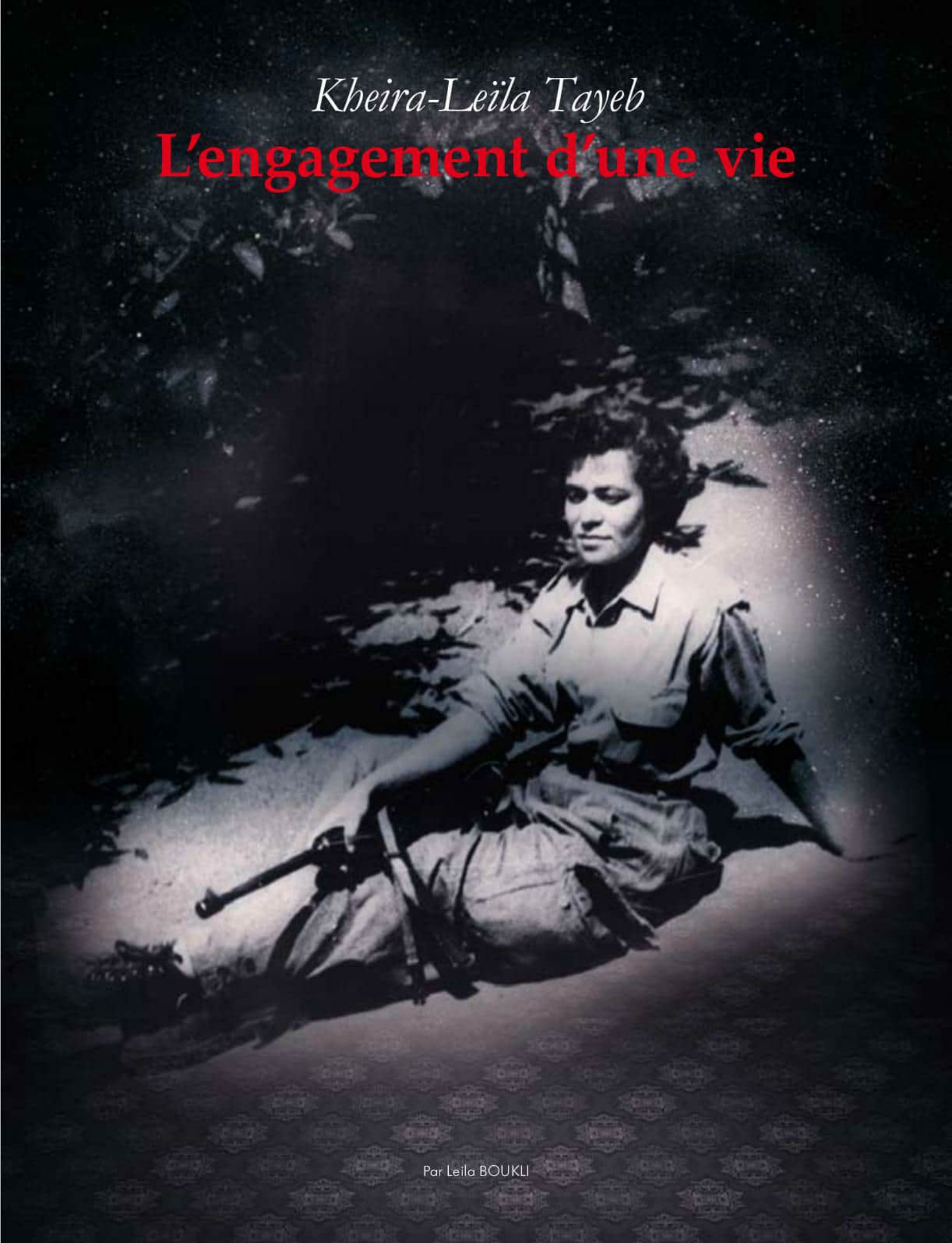
Avant de nous quitter El Hadja Yamina, que nous retrouverons, pour nous parler de la vie et du parcours révolutionnaire de son époux, ouvrira une porte, derrière laquelle elle garde jalousement les documents, médailles, papiers, hommages, articles de presse, photos de maquis, de jeunesse et même, nous confie-t-elle, le drapeau algérien ramené du bureau de l'ex-DGSN, taché de son sang.

Un symbole fort qui se passe de tout commentaire !

LB

Kheira-Leïla Tayeb

L'engagement d'une vie



Par Leila BOUKLI

Portrait

Kheira Leila-Tayeb

Aînée d'une fratrie de sept frères et sœurs, Kheira-Leïla, qui comprend à 12-13 ans que son pays est colonisé, garde de son enfance, dans cette maison familiale, située au cœur d'un quartier européen d'Oran, des souvenirs heureux. Elle se souvient aujourd'hui encore des discussions passionnées entre son père, militant de l'UDMA, et ses oncles maternels du MTLD. Cette famille de propriétaires terriens expropriés ne se doutait pas que l'enfant qu'elle chérissait, prendrait le chemin du maquis à seulement 17 ans. Rigoureuse, douce et pudique, cette dame a accepté de se livrer, dans son bureau du palais Zighoud-Youcef où nous sommes reçus par la simplicité des grands, beaucoup plus pour rendre hommage à ses compagnons de lutte, mais aussi aux nombreuses anonymes qui, dans l'action libératrice, auront été de tous les combats. Elles ont donc aussi droit à leur part de gloire dès lors qu'elles ont assumé pleinement et en toutes circonstances les rôles de résistante, de militante, de combattante, d'épouse, de mère, active et efficace.

Kheira Leila-Tayeb apprennant le maniement des armes

Kheïra-Leïla, plus connue sous le nom de Leïla Tayeb, est née à Oran le 4 mars 1939, bien qu'originaire de Mascara. Cette descendante directe par son père de Ben Sidi Kada, arrière-grand-père de l'Emir Abdelkader, et par sa mère de la zaouïa Sid-Ahmed Benali, dont le cheikh, capitaine Smain, a été responsable de la Zone 4, porte en elle les gènes du nationalisme, de l'engagement, de la rigueur, mais aussi l'amour de la philosophie et des lettres. Ce sera la première et la seule Arabe inscrite à l'Ecole Magnan. Elle y entre à l'âge de cinq ans, après que son père, exportateur d'ovins de son état, lui recommande de ne jamais oublier qu'elle est une « arabia muslima ». Elle, qui avait comme meilleure amie la mère d'Arnaud Montebourg, actuel ministre français du Redressement productif, et qui n'a jamais ressenti la différence, ni à l'école, ni au lycée, ni dans le quartier, percevra la cassure un 16 février 1956, le jour où des militaires français, tués lors d'un accrochage à Sebabna, aux environs de Mers Ben M'Hidi, sont ramenés à Oran pour être embarqués vers la métropole. « Toute la population européenne d'Oran était en ébullition. Les lycéennes voulaient sortir manifester, nous, les Algériennes, refusions. C'est à partir de ce moment-là que j'entre dans une cellule FLN. Mes parents ne le savaient pas. D'ailleurs, précise-t-elle, qui pouvait soupçonner qu'une jeune lycéenne transportait dans son cartable tracts, argent et même pistolet. Aïcha Saad El Hachemi, camarade de classe, dont le père était conseiller municipal à la Mairie d'Oran, faisait partie de la même cellule. Nous avions pour contact un élève de la terminale, Houari Ferhaoui. En novembre 1956, le chef de cellule, que nous ne connaissions pas, est

arrêté. On devait rejoindre l'ALN, sous peine d'être arrêtés. Ferhaoui rejoint le maquis en Zone 4, wilaya V, c'est là qu'il tombe au champ d'honneur. Aïcha et moi, âgées toutes les deux de 17 ans à peine, en zone 6, wilaya V. Cette fille magnifique mourra six mois plus tard, les armes à la main. »

« L'ALN, nous dit Leïla, a fait preuve d'une intelligence remarquable. Elle a formé le socle de l'Algérie indépendante. Partout où elle s'implantait, il y avait les combattants, une unité sanitaire, doublée d'une cellule d'alphabétisation, un responsable, lieutenant, commissaire politique, qui rendait la justice. Ce qui paraît invraisemblable, c'est que hormis les Algériens citadins, la majorité des habitants vivant dans les douars ne connaissait que le marché hebdomadaire et le garde champêtre. D'ailleurs, dans une région de l'Ouarsenis, un endroit qui s'appelle Meknassa, les femmes n'avaient jamais vu de Français, ni d'automobiles. Ce sera le Président Bouteflika, alors capitaine, qui se chargera, se souvient-elle, d'organiser cette Zone 7 de la Wilaya V à la frontière de la Wilaya IV. »

Au départ Leïla officie en tant qu'infirmière aux côtés de Lahcène Issad, nom de guerre Khaled, diplômé de la Faculté de médecine de Strasbourg, et de Youcef Damerdji dit Abdelhakim qui avait un cabinet à Tiaret. « J'ai accepté de témoigner, nous confie-t-elle, pour pouvoir parler de ces êtres exceptionnels qui ont tout sacrifié jusqu'à leur vie. Les deux sont tombés au champ d'honneur. Houria Bouri et Ould-Kablia Zoubida ont aussi été membres de cette unité sanitaire que j'ai quittée pour rejoindre la section militaire dirigée par le colonel Fellouhi, alors lieutenant. Lui et sa femme Shahrazade, camarade de combat, resteront à ce jour des ami(e)s précieux. »

C'est à cette époque que Leïla, qui a tout juste vingt ans, est promise au maquis au capitaine Zoubir de la Zone 1, Wilaya V. Il connaîtra une fin tragique.

« En mai 1957, on nous mute de la région de Mascara vers celle de l'Ouarsenis jusqu'en mai 1958. Je suis malade et je rentre au Maroc en traversant la ligne Morice, véritable cauchemar. Je veux rendre un hommage appuyé aux frères démineurs qui, au prix de leur vie, ont sauvé beaucoup d'entre nous. »

Leïla s'arrête pour ouvrir une parenthèse : « Je retrouve Boudjemaa, un patriote qui faisait partie du petit groupe, des années après, la kalachnikov à la main.

- Toi, tu ne prends pas de retraite ! lui dis-je.
  A quoi, il me répond :
- Jamais, tant que l'Algérie a besoin de moi. »
  C'était dans les années 1990. Il combattait le terrorisme. »

Leïla Tayeb reste donc au Maroc chez son oncle Si Abdeljalil, un des adjoints de Abdelhafid Boussouf. Elle s'inscrit au lycée français de Rabat, y passe la deuxième partie du baccalauréat, puis à la Faculté de droit, durant deux ans. A l'indépendance, elle rentre au pays dans le cortège de Ben Bella, accompagnée de cet oncle à qui elle voue tendresse et admiration. C'est un homme d'une très grande culture qui lui a beaucoup appris.

Il y avait le défi de la rentrée scolaire de 1962. On lui demande d'y participer. Dans un Oran complètement bouleversé par les exactions de l'OAS, elle s'investit totalement, aux côtés de M. Hirèche, un enseignant qui mène de mains de maître le pari de la rentrée. « J'ai aimé, avoue-t-elle, et je n'en suis plus sortie. J'ai fini vice-ministre de l'Education nationale de 1984 à décembre 1989. J'ai eu la chance de succéder à Larbi Ould Khélifa, actuel président de l'APN, un homme de consensus, qui laissait derrière lui un ministère bien structuré. » De 1989 à 1993, directrice d'études près de la présidence de la République, députée entre-temps en 1982. Elle sera membre fondateur et secrétaire générale de l'UNFA en novembre 1966.

Leïla se souvient du salut à partir de l'espace envoyé par Valentina Tcherkernova, aux femmes du monde réunies en congrès à Moscou. Message fort à l'époque pour l'Algérienne qui ne demandait qu'à continuer à s'impliquer dans la lutte, cette fois pour la reconstruction du pays.

Cinquante ans après, dans cette Algérie souveraine, Leïla nationaliste dans l'âme, aujourd'hui vice-présidente au Sénat, a la fortune de travailler avec un autre homme de consensus en la personne du président du Sénat Mohamed Bensalah.

Cette mère de deux enfants, Nadia et Mehdi, et d'une petite fille Yousra, qui fait son bonheur, est toujours partante quel que soit le défi à relever, pour le bien du pays.

En perspective, l'écriture de ses mémoires, peut être … « L'existence est une lettre dont tu restes le sens », écrivait Ibn Arabi, ce maître soufi cher à son aïeul l'Emir, dans Le Traité de l'amour. Espérons que Leïla en tiendra compte !

L. B.

Histoire de la ville de Tlemcen

La perle du Maghreb

Plateau de Lalla Setti

En 2001 , l' Organisation Islamique de l'Education, de la Culture et des Sciences , soumet un programme pour la célébration de trois capitales par an respectivement dans les régions arabe, Afrique et Asie .Le choix est porté sur un des foyers de lumières du monde musulman : Tlemcen . Du coup , la ville chérie de l' homme de Séville l'andalouse ,Abou Mediene Chouaib, reconquit sa place que lui lèguent ses savants ,ses Saints , ses poètes ,ses grands théologiens, juristes et médecins. Plaque tournante des échanges commerciaux avec l'Afrique subsaharienne, Tlemcen a été également pendant des siècles un pole culturel et scientifique sur l'ensemble du Maghreb . En attestent ses célèbres médersas El Yacoubia, El Eubbad, Ettachfiniya, Ouled Imam ,ses prestigieuses mosquées dont celle d'Agadir , la plus ancienne au Maghreb (an 790). A la faveur d'un ambitieux programme porté sur la rehabilitation de son histoire , ses beaux vestiges et ses célèbres Medersas , la Perle du Maghreb s'offre aujourd' hui pour se faire redécouvrir par les algériens .Il est vrai que la ville de Beni Abdel Wadide est devenue une destination touristique par excellence . La ville s'est vite reconciliée avec sa prestigieuse histoire . Cité de paix et de tolérance , Tlemcen a été au coeur de nombreux évènements de l'histoire universelle . L'on raconte qu'au début du VIIème siècle, Tariq Ibn Ziyad aurait reçu le Comte Julien venu lui proposer la conquête de l'Andalousie à partir du cœur du Maghreb Central. Il fallait que le Comte Julien laisse à Tlemcen ...deux de ses filles en garantie ...

Par Hassina AMROUNI

Tlemcen

Drapeau ifrenide

Ibn Khaldoun

Perchée à 800 mètres d'altitude, Tlemcen a été, par le passé, capitale du Maghreb central, mêlant de ce fait des influences berbères, arabes, hispano-mauresques et françaises. Cela lui a valu les surnoms de «Perle du Maghreb», «Grenade africaine» ou encore «Médine de l'Occident».

Selon Ibn Khaldoun, l'origine du nom de Tlemcen proviendrait du mot zénète, Tilimsan, *telem* et *sin* signifiant «composé de la terre et de la mer». Tabari cite pour la première fois Tlemcen, en parlant de la tribu des Banou Ifren. Pour sa part, Yahya Ibn Khaldoun, frère du grand historien et lui-même historiographe des Beni Abd El Wad, rois de Tlemcen, indique que le nom de Tlemcen signifie «le désert et le tell». D'autres hypothèses lui attribuent une autre signification, à savoir «poches d'eau captées».

Tlemcen de la préhistoire à l'Antiquité

Pierre tombale romaine à la base du minaret d'Agadir

La découverte, dès 1875, de haches polies dans les grottes de Boudghène témoigne d'une vie humaine dès la période du néolithique dans la région tlemcenienne. Plus tard, en 1941, c'est un polissoir qui a été mis au jour à Bab El Qarmadin, objet actuellement conservé au musée de la ville. Par ailleurs, trois gisements préhistoriques importants dans la région, en l'occurrence le lac Karar, au sud de Remchi, les abris sous roches de la Mouilah, au nord de Maghnia et le gisement d'Ouzidan, à l'est de Aïn El Hout renseignent sur les conditions de vie et d'habitat des habitants à cette époque. Durant la période numide, en particulier sous le règne du roi berbère Syfax, Tlemcen aura pour capitale Siga, mais c'est pratiquement tout ce que l'on apprendra sur cette époque.

A la fin du IIe siècle, au début de l'ère sévérienne, un castrum romain est installé sur un piton rocheux surplombant la plaine de Chetouane. Cette ville antique aura pour nom Pomaria, ce qui signifie «vergers» en latin, sans doute en référence à la plaine fertile qu'elle domine. Selon les différentes inscriptions épigraphiques relevées sur le site, ainsi que les bornes militaires trouvées le long de la Tafna, Pomaria aurait été érigée en même temps qu'Altava (Ouled Mimoun) et Numerus Syrorum (Maghnia).

Avant de devenir une cité avec tous ses attributs, Pomaria sera un poste fortifié, tenu par une cavalerie d'éclaireurs romains. Selon le Dr Abderrahmane Khelifa (1), Mc Carthy qui visita la ville au milieu du XIXe siècle en avait fait cette description : «On peut lire encore exactement sur le sol les limites de Pomaria dont l'angle nord-ouest, en pierres taillées, est demeuré intact au milieu des constructions de la vaste enceinte des Zianides. Sa superficie est de 16 hectares. Il est

Tlemcen

même facile de déterminer la forme et la situation de son ancien castrum.»

Tlemcen et la conquête musulmane

Les historiens situent le début de la conquête musulmane au VIIe siècle. C'est, en effet, à partir de 671 que les Arabes occupent le Maghreb. La conquête arabe atteint Tlemcen en 675. C'est cette année-là (148 de l'Hégire) qu'Abû Qorra, le chef d'un schisme musulman (le sufrisme) est proclamé imam de la communauté avec Tlemcen comme capitale.

Abû Qorra aura une grande influence et ses troupes iront guerroyer jusqu'en Ifriqiya avec celles des Ibadites de Tihert et de Sijilmassa.

Malheureusement, Tlemcen ne garde aucune trace de cette époque, hormis le nom d'une porte, celle de l'ouest appelée Bab Abû Qorra, qui sera déformée en «Qorrane». Selon A. Khelifa (1), à la suite de cet épisode kharidjite, la ville fera partie du domaine des Banu Ifran et des Maghrawa de Mohammad Khazar (786). Ce dernier remit à Idris – de façon pacifique – les clefs de la ville (789). Idris fit construire la mosquée cathédrale d'Agadir et c'est son fils, Idris II, qui poursuivra l'œuvre de son père. Toutefois, très vite le pays est partagé en plusieurs principautés entre les différents fils et neveux d'Idris mais le pays orano-tlemcenien est contrôlé par les tribus zenatiennes, Maghrawa et Banu Ifrane de Mohammad Khazar, puis, plus tard par les Beni Ya'la dont les relations avec les Omeyyades de Cordoue étaient au beau fixe, contrairement aux Fatimides d'Ifriqiya. Ziri Ibn 'Atiya commanda à Tlemcen au nom des émirs de Cordoue. Par ailleurs, il fonda Oujda en 994 et c'est sa descendance qui gouverna Tlemcen jusqu'à l'arrivée des Almoravides.

C'est en 1079 que commence la période Almoravide avec Youcef Ibn Tachfine son fondateur et son fils Ali Benyoucef.

Selon Ibn Khaldoun, Ibn Tachfine fonda la ville de Tagrart, juste à l'ouest d'Agadir. Tagrart est la véritable ancêtre de la Tlemcen d'aujourd'hui. Les Almoravides bâtirent de nombreux édifices militaires et religieux, à l'image du palais Qasr al Qadim près de la grande mosquée, de quartiers comme Derb Mesoufa, de bains comme Hammam el Sebbaghine, de remparts et de portes telle Bab el Kermadine. Tout cela, grâce au commerce de l'or auquel s'adonnaient les Almoravides dans le riche Sahara. D'ailleurs, des villes comme Nedroma, Ténès, Alger se développeront grâce à ce commerce.

A partir de 1143, c'est l'avènement de la période Almohade fondée par Abdelmoumène Ben Ali, période durant laquelle s'affirme son expansion économique. Les princes almohades qui présidaient aux destinées de la ville de Tlemcen n'ont, selon Ibn Khaldoun, «cessé d'entretenir et d'améliorer les fortifications de cette ville, ils y attirèrent beaucoup de monde afin d'augmenter la population ; ils travaillèrent à l'envi pour en faire une métropole ; ils y firent construire des châteaux, de grandes maisons et des palais pour l'embellissement desquels ils n'épargnèrent aucune dépense».

C'est sous le règne du troisième calife Almohade, Abu Yusuf Ya'qub Al Mansûr que Sidi Boumediene, en route vers Marrakech,

Drapeau ifrenide

Costume traditionnel masculin de Tlemcen

Vue de Tlemcen au XVIIIe siècle

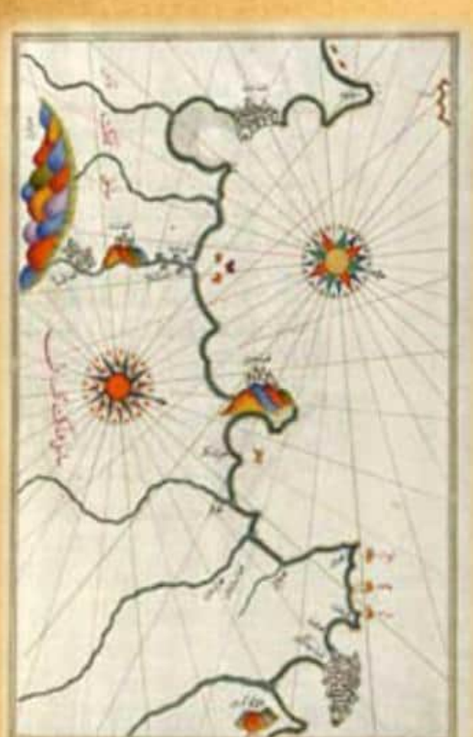
Tlemcen

Drapeau ifrenide

trouve la mort aux alentours de Tlemcen. Il sera enterré dans le quartier d'El Eubad. Al Nasir, fils d'Al Mansûr lui érigera un mausolée. Il est depuis, considéré comme le saint patron de la ville.

Le Maghreb se scinda en trois parties, dès lors que l'empire almohade afficha des signes de faiblesse. Les Hafsides régnèrent à l'est, les Mérinides à l'ouest et les Abdalwadides au centre. A partir de 1235, Yaghmorassen Ibn Zayan, tout en restant l'allié des derniers rois almohades, devint autonome sur l'ensemble des territoires que ces derniers lui avaient confié. Et c'est grâce à son courage et à sa bravoure qu'il réussit à ériger un royaume dont les limites allaient de la Moulouya jusqu'à la Soummam. Tlemcen devient alors capitale de cette nouvelle monarchie. Attirant beaucoup les convoitises, Tlemcen recevait des commerçants de toutes parts, essentiellement d'Europe. Ils venaient chercher l'or du Soudan, de l'ivoire ainsi que des esclaves. La ville est riche, aussi, de nombreux édifices dont El Mechouar, les médersas Techfiniya et El Eubad, les mosquées de Sidi Belahcène, Ouled l'Imam et Sidi Brahim, imposants surtout par leur beauté voient le jour, ne cessant d'être vantés par historiens et géographes.

Mais pas seulement, Tlemcen devient aussi très vite un lieu de rayonnement culturel et connaît une grande effervescence intellectuelle. Ibn Khaldoun viendra y enseigner à la medersa El Eubad, tandis que son frère sera l'historiographe attitré des rois de Tlemcen.



Carte ottomane du XVIIIe siècle illustrant la région de Tlemcen

La ville résiste à un premier siège qui dura de 1299 à 1307. Les Mérinides érigent des remparts pour encercler Tlemcen et créent une autre ville à l'ouest de Bab El Khemiss : El Mansourah dont il ne subsiste aujourd'hui que les murs d'enceinte et la mosquée. Toutefois, en 1337, elle ne peut résister. Abû Tachfin et trois de ses fils perdent la vie lors du combat mené contre les Mérinides d'Abû -l-Hassan. L'occupation dura un quart de siècle et les nouveaux maîtres de la ville s'attellent à embellir El Mansourah, à construire d'autres palais, d'autres mosquées et à restaurer le mausolée de Sidi Boumediene.

Les Abdalwadides reprennent Tlemcen

Aidés par les tribus zenatiennes, les Abdalwadides guidés par Abou Hammou Moussa II reprennent en 1359 Tlemcen. Au cours de ce règne qui dura jusqu'en 1389, la ville connaîtra une belle prospérité, cependant, tout prend fin lorsque Moussa II est chassé du trône et mis à mort par son propre fils.

Tlemcen sera acculée de toutes parts et la dynastie zayyanide, confrontée à plusieurs adversaires dont les Espagnols, périt sous les coups des Ottomans en 1554.

Dès le XVIe siècle, Tlemcen est rattachée à la Régence d'Alger. C'est le début des mauvais jours, ainsi qu'en témoigne le chantre populaire Ibn Msaib qui l'exalte, au XVIIIe siècle, dans de sombres élégies. Une lumière furtive reparaît en 1837 avec la signature du traité de la Tafna qui la reconnaît parmi les territoires relevant de la souveraineté de l'Emir Abdelkader. Mais Tlemcen tombera inexorablement entre les mains de l'occupant français dès 1842 et ce jusqu'à l'indépendance.

H.A.

Source : *(1) Universelle Algérie. Les sites inscrits au Patrimoine Mondial, éd. Zaki Bouzid, Alger, 2005, 312 pages*

Drapeau ifrenide

Palais El Mechouar

Une histoire riche et tourmentée

Par Hassina AMROUNI

Mechouar de Tlemcen construit par les Zianides

Durant leur règne, les rois zianides érigèrent d'importants édifices afin de laisser une empreinte indélébile à la postérité. Le palais El Mechouar, construit au moyen âge (1248) en fait partie.

El Mechouar qui, littéralement, veut dire «aile du conseil» («lieu de mouchawara») doit son appellation à cette salle dans laquelle se tenaient les réunions des ministres autour du roi de Tlemcen. Le palais El Mechouar fait partie de la citadelle du même nom qui a été construite en 1145, là où le roi Almoravide, Youssef Ibn Tachfin, a installé sa tente lors du siège de la ville. La citadelle qui mesure 200 m de long et 150 m de large est transformée en palais par le roi Abdalwadide Yaghmoracen Ibn Zyan, devenant ainsi la résidence officielle des Zianides. Ces édifices sont agrandis, embellis et restaurés au fil des siècles, par les diverses dynasties qui se sont succédé à Tlemcen, à savoir les Almoravides, Almohades, Zianides et Ottomans.

Ces derniers s'empareront dès 1516 de la citadelle, à la demande même des habitants de Tlemcen après que leur roi, Abou Hammou III eut fait allégeance aux Espagnols. Aroudj Barberousse règne pendant deux ans sur Tlemcen, mais en 1518, l'ancien roi de Tlemcen fait appel aux Espagnols pour l'aider à reprendre possession de la ville. Aroudj est assiégé pendant six mois dans la citadelle d'El Mechouar. Alors qu'il parvient à sortir de la citadelle, fortement cernée, il est vite rattrapé puis décapité.

En 1541, El Mechouar est à nouveau livré aux Ottomans par le roi de Tlemcen Moulay Mohammed qui dénonce l'allégeance de Hassan Pacha aux Espagnols au lendemain de sa victoire sur les troupes de Charles Quint débarquées à Alger. Commence alors le déclin du royaume zianide.

Lors de la signature du traité de la Tafna en 1837,

Tlemcen

Drapeau ifrenide

Palais El Mechouar en 1836

l'Emir Abdelkader dispose du palais qu'il occupe jusqu'en 1842, date de sa reprise par les troupes coloniales françaises qui en font, dans un premier temps, une caserne. La mosquée est, quant à elle, transformée en église. Le site est peu à peu défiguré, notamment lorsque les Français y ajoutent des bâtiments administratifs et militaires.

Ce n'est que le 1er décembre 1962 que les clefs d'El Mechouar sont remises à Fodil Sid Lakhdar, représentant la préfecture de Tlemcen. Au lendemain de l'indépendance, la citadelle est transformée en école des cadets militaires. D'ailleurs, c'est là que le grand écrivain Yasmina Khadra effectue sa scolarité à partir de 1964. Période qu'il relate dans son livre intitulé L'écrivain. L'école ferme ses portes en 1986 et le site est rendu à la ville.

Dans le cadre de la préparation de l'événement culturel «Tlemcen, capitale de la culture islamique 2011», le ministère de la Culture lance en 2010 le projet de restauration du palais El Mechouar. Mais avant, une opération de fouilles archéologiques est entamée sous la direction du Centre national de recherches archéologiques d'Alger. Des fouilles qui s'avèreront très fructueuses puisqu'elles permettront de mettre au jour des traces de constructions de différentes époques, des pierres tombales, des espaces d'eau, des pièces de céramique, des passages souterrains. Par ailleurs, aux alentours et dans la cour du palais royal, 16 silos remontant à l'époque zianide seront découverts. Ils étaient utilisés pour la conservation et le stockage des denrées alimentaires en prévision des calamités ou des invasions étrangères. Après l'achèvement des travaux de réhabilitation, le site a ouvert ses portes au public. Il abrite des associations culturelles ou artisanales ainsi que des administrations.

H.A.

Palais El Mechouar à l'intérieur

La mosquée d'El Méchouar

Construite en 1317 par le prince zianide Abou Hammou Moussa 1er, la mosquée d'El Méchouar ne garde de son aspect d'origine que le minaret puisqu'elle a été remaniée à l'ère ottomane puis transformée en église sous l'occupation française. Sur ce minaret figurent deux inscriptions. La première «Al-yûmn wa'l-iqbâl» (Le bonheur et le succès) est une formule très répandue sur les monuments, et la seconde «Yâ thiqatî yâ amalî ! Anta Erradjâ, Anta al-Walî. Akhtim bi Khaïrin'amalî» (O ma Confiance, O mon Espérance, c'est Toi l'Espoir, c'est Toi le protecteur, scelle mes actions pour le Bien).

H.A.

Drapeau ifrenide

Minaret el Mansourah
Magnifique vestige mérinide

Par Hassina AMROUNI

Minaret des ruines de Mansourah de Tlemcen en Algérie, mosquée bâtie sous le sultan Abu Yaqub Yusuf an-Nasr

Dans le faubourg ouest de la ville de Tlemcen s'élève dans le ciel le célèbre minaret de la mosquée El Mansourah. Tout autour, des vestiges datant du XIVe siècle, témoignent des luttes fratricides qui eurent lieu entre les dynasties abdalwadides et mérinides.

Capitale du Maghreb central au XIe, puis du XIIIe au XVIe siècle, Tlemcen, qui était une place stratégique au départ de la route de l'or vers le Soudan, se retrouva très vite convoitée notamment par les Mérinides de Fès. Résistant aux multiples assauts de ses voisins, elle finit par être assiégée, sous le règne de Abou Saïd Othman, roi zianide pendant huit longues années (du 6 mai 1299 au 13 mai 1307).

Selon Ibn Khaldoun, il y eut 120 000 morts parmi la population tlemcenienne lors de ce siège. «Malgré cela, ils ont persévéré dans leur résistance. Oh! combien ils ont été admirables de persévérance, d'abnégation, de courage et de noblesse !» ajouta-t-il.

Le sultan Abou Yacoub Youcef fit construire la ville de Mansourah (la Victorieuse) au voisinage de la cité assiégée vers 1299. Le sultan se fit bâtir une demeure royale et une mosquée puis l'enceinte en 1302. Mansourah, qui fut d'abord un camp militaire appelé «El Mahalla el Mansourah», finit par se substituer à Tlemcen.

Tlemcen

Drapeau ifreniде

Ibn Khaldoun indiquera que la mosquée de Mansourah aurait été construite vers 1303 par le sultan Abou Yacoub, mort avant l'achèvement de son œuvre. La mort du souverain ayant été suivie immédiatement de l'évacuation de Mansourah par les Mérinides, les travaux n'auraient repris qu'en 1336 à l'époque de leur retour lorsque Abou Hassan rebâtit la ville.

Durant le siège, le sultan de Fès érigea autour de Tlemcen un mur tel que, selon Ibn Khaldoun, «un esprit, un être invisible aurait eu de la peine à pénétrer dans la cité ».

C'est à la suite de l'assassinat du sultan mérinide par l'un de ses esclaves que le siège prend fin. Cela aura pour conséquences le retour des mérinides à Fès et l'abandon de Mansourah.

Aujourd'hui, il ne reste de Mansourah que les parties nord et ouest des remparts et la mosquée.

Les murailles en pisé, de 1,50 m d'épaisseur, de 12 m de hauteur, flanquées de 80 tours, qui ont presque disparu à l'est et au sud, délimitaient une superficie de 100 ha. Quant à la mosquée, elle occupe un rectangle de 60 m de large sur 85 m de long. La porte principale s'ouvre à la base du minaret. La cour, carrée, comme le sont les mosquées maghrébines des XIIIe et XIVe siècles, était encadrée de galeries prolongeant les nefs de la salle de prière. Outre l'entrée principale, douze portes construites en pierres, décrochant en saillie sur les quatre faces, donnaient accès à la mosquée.

Le minaret se dresse à 38 m. Une petite porte s'ouvrant dans la mosquée, sous la galerie antérieure de la cour, donnait accès à la rampe qui, par sept révolutions autour du noyau central, montait jusqu'au niveau de la galerie supérieure. Cette rampe était éclairée par de larges ouvertures percées au milieu des quatre faces et par des jours plus petits dans l'axe des rampes.

H.A.

Minaret des ruines de Mansourah de Tlemcen en Algérie, mosquée bâtie sous le sultan Abu Yaqub Yusuf an-Nasr

Drapeau ifrenide

Sidi Boumediene et Lalla Setti

Les saints protecteurs de Tlemcen

Par Hassina AMROUNI

Surnommé Aboumédiène El Ghouts ou dans le langage populaire Sidi Boumediene, Choaïb Ibn Hocine El Andaloussi a vu le jour en 1126 à Séville, mais c'est à Fès qu'il étudie auprès de grands maîtres, tels que cheikh Abou Yeza, qui l'initie aux secrets du soufisme. Voulant aller plus loin dans sa quête spirituelle, il prend le chemin de l'Orient et pose ses bagages à Tlemcen. Lui qui recherche la solitude pour méditer s'y sent bien, aussi, se retire-t-il à El Eubad, auprès du tombeau du wali Sidi Abdellah Ben Ali. Après un séjour dont la durée ne sera pas formellement précisée, il quitte Tlemcen, dans l'espoir de la retrouver un jour. Malheureusement, les retrouvailles n'auront lieu que bien plus tard. Il y reviendra pour y mourir.

Sidi Boumediene qui, dans son périple vers l'Orient s'était arrêté dans toutes les grandes villes, arrive enfin à la Mecque. Là, il fait connaissance avec cheikh Sidi Abdelkader El Djilali qui complète son instruction sur la doctrine soufie et fait de lui son disciple préféré. Son instruction parfaite, il s'en va dispenser son savoir à Baghdad, Séville, Cordoue et Bougie. A la disparition de son maître, il devient le plus célèbre cheikh jamais formé à l'école d'El Djillani.

Sidi Boumediene était un soufi parfait qui appliquait à la lettre les fondements de cette doctrine tels le renoncement au monde, la contemplation des mystères divins ou la recherche des secrets du spiritualisme.

Sidi Boumediene est l'auteur de plusieurs traités de doctrines spiritualistes. Il avait, par ailleurs, une âme de poète, aussi, composait-il à ses heures perdues des poésies allégoriques.

Sollicité par le sultan Abou Youcef Yacoub El Mansour, sultan Almohade, il quitte Bougie pour rallier Marrakech. Arrivé à Aïn Tekbalet, aux environs de Tlemcen, il montre à ses compagnons le ribbat d'El Eubad puis il s'écrie comme inspiré

Porche de la mosquée Sidi Boumediene

Le plateau de Lalla Setti

Tlemcen

Drapeau ifrenide

: «Combien ce lieu est propice pour y dormir en paix de l'éternel sommeil.» A sa mort, il prononce d'une voix éteinte : «Dieu est la vérité suprême.» (Allah oua El Hak). Il meurt en 1197, à l'âge de 71 ans.

Lalla Setti, fille de Abdelkader El Djillani, épouse de Sidi Yousef El Miliani, est le second symbole de sainteté après Sidi Boumediene El Ghout. Son ascendance remonte au prophète Mohammed (QSSSL). Lalla Setti avait plusieurs dons et elle était sollicitée pour ses karamate, ce qui alimentait beaucoup les contes populaires autour de sa personne. Les femmes la sollicitaient notamment lorsqu'elles avaient des problèmes de fécondité. Après sa mort, Lalla Setti fut enterrée au lieu où elle méditait, le plateau qui porte aujourd'hui son nom. Le mausolée dédié à Lalla Setti est depuis un lieu de ziara et de pèlerinage pour les Tlemcéniens mais aussi pour les nombreux touristes de passage à Tlemcen.

H.A.

La cité a enfanté de nombreuses figures illustres

Tlemcen, carrefour intellectuel

Ibn Khaldoun qui séjourna longtemps à Tlemcen rapporta qu'«on y cultiva avec succès les sciences et les arts ; on y vit naître des savants et des hommes illustres dont la réputation s'étendit aux autres pays».

Tlemcen a toujours été un grand centre religieux, culturel et intellectuel. Elle fut propice à la création et à l'épanouissement intellectuel et son influence sera notable sur tout le Maghreb, y compris sur l'Occident musulman.

De Abderrahmane et Yahya Ibn Khaldoun à Mohammed Dib, en passant par Waciny Laredj, Sidi Boumediene, Al Okbani, Al Abili, Ibn El Meçaïb, Ibn El Khamis, Es Senousi, Abou Abdallah Al-Khazradjy et beaucoup d'autres encore, y compris l'actuel président de la république algérienne Abdelaziz Bouteflika, Tlemcen n'a cessé de donner à l'Algérie et au monde des hommes de grande valeur.

En 2011, à la faveur de l'événement «Tlemcen capitale de la culture islamique», un colloque international autour du thème «Penseurs et figures illustres à Tlemcen» a été organisé par le Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques. Il a été l'occasion de rappeler l'apport considérable des oulémas de Tlemcen, d'abord à leur cité mais aussi au monde, d'une manière générale.

En effet, les savants n'ont pas imposé leur réputation seulement en sciences de la religion et en littérature mais ils se sont également intéressés à d'autres disciplines comme la médecine, l'astronomie, les mathématiques et la géométrie. Certains se sont même illustrés par leurs travaux, à l'image d'El Okbani, un érudit qui a introduit «l'équation mathématique dans la probabilité et l'algorithme en algèbre» et qui avait expliqué le manuel des mathématiques «El Talkhis» d'Ibn El Abbes El Benae, ainsi que la poésie d'Ibn Yasmine dans l'algèbre et l'algorithme. Ibn El Faham a été également évoqué, lui qui fut le concepteur de l'horloge à eau mais encore El Habbak qui a marqué de son empreinte l'astronomie et l'astrolabe. Quant à Thighri Et-Tilimçani, il s'est fait connaître à travers son encyclopédie de médecine et de pharmacie, tout comme le savant El Abli qui a publié une encyclopédie scientifique. Les frères Yahya et Abderrahmane Ibn Khaldoun étaient, pour leur part, les deux références de l'architecture et de la sociologie de l'époque.

L'histoire moderne retiendra aussi l'engagement d'autres enfants de Tlemcen, notamment celui de Messali Hadj, grande figure du nationalisme algérien ou encore Abou Bakr Belkaïd, célèbre homme politique, natif de Tlemcen.

En littérature, ils sont nombreux à y avoir vu le jour, parmi lesquels le célèbre Mohammed Dib ou même Waciny Laredj.

Aujourd'hui encore, Tlemcen, à l'instar d'autres villes du pays continue à voir émerger des fils prodiges qui, par leur savoir et leurs connaissances contribuent chacun dans son domaine à l'essor de l'Algérie.

H.A.

COMESTA MEDIA

VOUS ACCOMPAGNE

EN MATIÈRE DE MÉDIA ET STRATÉGIE DE COMMUNICATION

COMESTA MEDIA...

LA COMMUNICATION : UN ART, UN MÉTIER

N° 181, Bois des Cars 3, Dély-Ibrahim, Alger - Algérie
Tél. +213 (021) 36 09 15 Fax +213 (021) 36 08 99
communicationcomestamedia@gmail.com
info@eldjazaircom.dz

Mémoria

www.memoria.dz

Abdelaziz Bouteflika,
dit commandant Si Abdelkader debout à l'extrême droite,
Le commandant El-Hadj Tewfik Rouaï, accroupi devant la tombe de l'un de leur compagnon d'armes.
Au fond, portant des lunettes, le colonel Lotfi.

El-Djazaïr
GROUPE
GROUPE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION
www.eldjazaircom.dz